

République Française**Ville de Draguignan****N°2020-124**

Membres		
Membres afférents au Conseil Municipal	Membres en exercice	Votants
39	39	38

RAPPORT DÉLIBÉRATIF 2019 DU CONTRAT DE VILLE 2015-2020**Mairie de Draguignan****EXTRAIT des Registres des Délibérations du Conseil Municipal
de la Ville de Draguignan****Séance du 22 septembre 2020**

L'an deux mille vingt et le vingt-deux septembre à dix-huit heures, le CONSEIL MUNICIPAL, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Richard STRAMBIO, Maire.

PRÉSENTS :

RICHARD STRAMBIO, CHRISTINE PRÉMOSELLI, GRÉGORY LOEW, SOPHIE DUFOUR, FRANÇOIS GIBAUD, CHRISTINE NICCOLETTI, JEAN-YVES FORT, BRIGITTE DUBOUIS, HUGUES BONNET, SYLVIE FRANCIN, DANIELLE ADOUX COPIN, STÉPHAN CÉRET, LISA CHAUVIN, BERNARD BONNABEL, MARIE-CHRISTINE GUIOL, ALAIN VIGIER, MICHEL PONTE, BRUNO SCRIVO, ANNE-MARIE COLOMBANI, CHRISTIAN MAMECIER, RICHARD DEVILETTE, SYLVIANE NERVI SITA, MARTINE ZERBONE, FRANÇOISE MAURICE, JEAN-PIERRE SOUZA, ÉVELYNE LORCET, RICHARD TYLINSKI, OLIVIER GORDE, MAGALI TROIN DAL VECCHIO, LAURELINE AUBOURG BASTIANI, JEAN-DANIEL SANTONI, RENÉ DIÈS, CHRISTINE VILLELONGUE, JEAN-BERNARD MIGLIOLI, CAMILLE DIQUELOU, PHILIPPE SCHRECK

PROCURATIONS :

ALAIN HAINAUT à HUGUES BONNET, MATHIEU WERTH à JEAN-BERNARD MIGLIOLI

ABSENTE :

CHRISTELLE VERNERT LENORMAND

Secrétaire de Séance : CAMILLE DIQUELOU**Publié le : 24 SEP. 2020**

Envoyé en préfecture le 24/09/2020

Reçu en préfecture le 24/09/2020

Affiché le **24/09/2020**



ID : 083-218300507-20200922-2020_124-DE

- du contrat de ville, y compris au titre du renforcement des actions de droit commun, à la coordination des acteurs et des politiques publiques, à la participation des habitants ou à l'évaluation des actions ou programmes d'intervention (PRU et NPNRU)
- présentation de l'articulation entre les volets social, économique et urbain du contrat de ville et, s'il y a lieu, avec les opérations d'aménagement au titre du programme national de renouvellement urbain ;
 - lorsqu'une ou plusieurs Communes signataires du contrat de ville ont bénéficié de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale au titre de l'année écoulée, le rapport spécifie les actions menées sur leur territoire en matière de développement social urbain. Il tient lieu en ce cas de rapport annuel prévu au deuxième alinéa de l'article L. 1111-2 du Code général des collectivités territoriales ;
 - la maquette financière mise à jour pour l'année 2019.

Le rapport doit être soumis pour avis aux Conseils Municipaux concernés et aux Conseils Citoyens de chacun des quartiers prioritaires. Leurs contributions et délibérations seront annexées au projet de rapport.

Le Conseil Municipal, où l'exposé qui précède,
À L'UNANIMITÉ

- approuve le rapport délibératif 2019 du contrat de ville 2015-2020, joint en annexe.

Fait à Draguignan, le 22 septembre 2020

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération,



Richard STRAMBIO

Maire de Draguignan
Président de Dracénie Provence Verdon agglomération

Envoyé en préfecture le 24/09/2020

Reçu en préfecture le 24/09/2020

Affiché le **24/09/2020**



ID : 083-218300507-20200922-2020_124-DE

RAPPORTEUR : GRÉGORY LOEW

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine vise à concentrer les moyens publics sur les territoires les plus en difficulté. S'inscrivant dans une géographie prioritaire resserrée, cette loi a également pour objectif de renforcer la lisibilité, la cohérence et l'efficacité de la politique de la ville.

La commune de Draguignan bénéficie de deux quartiers prioritaires aux périmètres distincts. Le contrat de ville 2015-2020, signé par les partenaires le 29 juin 2015, constitue le cadre d'action d'une politique de la ville renouvelée. La loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 a prolongé, jusqu'au 31 décembre 2022, lesdits contrats de ville.

Conclu à l'échelle intercommunale entre l'État et ses établissements publics, les communes de Draguignan et le Muy, la Communauté d'Agglomération Dracénoise, la Région, le Département du Var, les partenaires CCIV, CMAR et UPV, la Caisse des Dépôts et Consignations, Pôle Emploi, la Caisse d'Allocations Familiales, l'Agence Régionale de Santé, les bailleurs sociaux et l'Éducation Nationale, le contrat de ville mobilise et adapte en tout premier lieu les actions relevant des politiques publiques de droit commun.

Pour le reste, il s'agit d'actions complémentaires qui relèvent des crédits spécifiques alloués à la politique de la ville.

Le contrat de ville repose sur 5 thèmes :

- le pilier « Développement économique et emploi » ;
- le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » ;
- le pilier « Cohésion sociale » ;
- le pilier « Valeurs de la République et citoyen » ;
- l'axe « Hors piliers ».

Dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale signataires d'un contrat de ville, le Maire et le Président de l'intercommunalité sont tenus de remettre un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville en précisant les actions menées sur leur territoire, les orientations et programmes de nature à améliorer la situation (article 11 de la loi précitée).

Le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 fixe le contenu et le mode d'élaboration du rapport annuel aux assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale et des Communes sur la mise en œuvre de la politique de la ville.

Le rapport délibératif 2019, joint en annexe, comprend la maquette financière relative aux contributions de chaque partenaire signataire du contrat de ville (droit commun, crédits spécifiques) selon la méthodologie retenue pour l'élaboration des contrats de ville 2015-2020.

Le rapport traite des points suivants :

- rappel des principales orientations du contrat de ville et du projet de territoire qui a déterminé son élaboration ;
- présentation de l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires ;
- description des actions menées par pilier au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires ;
- détermination des perspectives d'évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs

Envoyé en préfecture le 24/09/2020

Reçu en préfecture le 24/09/2020

Affiché le **24/09/2020**



ID : 083-218300507-20200922-2020_124-DE



RAPPORT ANNUEL 2019

RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE

DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

CONTRAT DE VILLE 2015 - 2020

DRAGENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION



Sommaire

I.	Rappel des principales orientations du Contrat de Ville et du projet de territoire	5
1.	Cadre législatif	5
A.	Rapport annuel	5
B.	Contrat de Ville	5
2.	Projet de territoire	5
3.	Orientations stratégiques du Contrat de Ville	7
II.	Présentation de l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires concernés	10
1.	Rappel de l'article 1	10
2.	Quartiers prioritaires (QPV) de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa)	11
3.	Définition d'indicateurs	12
III.	Description des actions menées en 2019 au bénéfice des habitants QPV	12
1.	Principe de gouvernance et suivi du Contrat de Ville	12
A.	Principe de gouvernance	12
B.	Ingenierie dédiée au Contrat de Ville	13
C.	Information et communication	13
2.	Appel à projets 2019 dans le cadre des crédits spécifiques	14
A.	Rappel du cadre	14
B.	Bilan des demandes de financement sur l'appel à projets	15
C.	Bilan des actions 2019	18
a.	Mobilisation, suivi et évaluation des opérateurs/actions	18
b.	Bilan des actions de l'appel à projets 2019	19
D.	Bilan des actions sur la période estivale et dispositifs spécifiques	27
3.	Bilan des actions conduites dans le droit commun	28
A.	Actions conduites par les partenaires	28
a.	CCIV	28
b.	Département du Var	30
c.	Pôle Emploi	31
B.	Actions conduites par Dracénie Provence Verdon agglomération	31
a.	Transports et mobilités durables	31
b.	Affaires Juridiques	33
c.	Culture	34
d.	Animation Economique et Touristique	40
e.	Habitat Cohésion Sociale et Emploi	40
f.	Sports	40
g.	Point d'Accès au Droit	41
4.	Programme de réussite éducative	42
5.	Conseils citoyens	42
6.	Politique de la Ville et sécurité et prévention de la délinquance	45
A.	Prévention spécialisée	45

B. Actions de formation des professionnels dans le cadre du CISPD	46
C. CISPD et CLSPD	47
7. Ecole de la deuxième chance	47
8. Maison de Services aux Public	48
9. Club Egalité du Var	49
Avenant au Contrat de Ville de DPVa 2020-2022	49
Perspectives d'évolution et amélioration	50
1. Appel à projets 2020	50
A. Calendrier et objectif	50
B. Cadre général, thématique et critères retenus	51
2. CISPD-CLSPD	53
3. Les conseils citoyens	53
VI. Articulation entre les volets social, économique et urbain du Contrat de Ville	55
1. Projet urbain pour les communes	55
2. GSUP et autres dispositifs habitat-renouvellement urbain	57
3. Conventions d'abattement TFPB	58
A. Cadre réglementaire et conditions d'abattement TFPB	58
B. Priorité sur les 3 QPV	59
C. État des lieux et conventions sur le territoire	59
4. Fiches action des partenaires	60
SAIEM Draguignan	60
5. Dispositifs - mobilité	65
A. Groupe de travail mobilité – SENDRA	65
B. Etude Transdev	66
VII. Dotation de Solidarité Urbaine	66
VIII. Maquette financière	68
1. Synthèse	68
2. Détail maquette financière	70
A. Dracénie Provence Verdon agglomération	70
B. Draguignan	72
C. Le Muy	73

Annexes	
1. Liste des rues QPV	
2. Appel à projets 2019	
3. Délibérations d'attribution de subventions Politique de la Ville	
4. Grille d'analyse 2019 pour les visites in situ	
5. Bilan des visites in situ 2019	
6. Tableaux détaillés du bilan des actions 2019 des bailleurs dans le cadre de l'abattement TFPB	
7. Flyer de la commune de Draguignan pour les actions estivales en QPV	
8. Fiche synthèse de l'étude sur la mobilité - Transdev	
9. Avenant au Contrat de Ville de DPVa 2020-2022 et délibérations	
10 AVIS ET CONTRIBUTIONS	

Rappel des principales orientations du Contrat de Ville et du projet de territoire

1. Cadre législatif

A. Rapport annuel

Les EPCL signataires d'un Contrat de Ville, le maire et le président de l'établissement sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la Politique de la Ville (PLV), en précisant les actions menées sur leurs territoires, les orientations et programmes de nature à améliorer la situation (art. 11 de la Loi du 21 février 14 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine).

Décret du 5 septembre 2015 fixe le « contenu et mode d'élaboration du rapport annuel aux assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale et des communes » la mise en œuvre de la Politique de la Ville ».

Le projet de rapport est élaboré par l'EPCL compétent en lien avec les communes concernées, les conseils citoyens et, le cas échéant, les autres parties signataires du Contrat de Ville. Les conseils citoyens présents sur le territoire concerné sont consultés en amont sur le projet de rapport.

Le rapport comporte la maquette financière relative aux contributions de chaque partenaire signataire du Contrat de Ville (droit commun, crédits spécifiques), selon la méthodologie retenue pour l'élaboration des Contrats de Ville 2015 - 2020.

B. Contrat de Ville

La Politique de la Ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle est conduite par l'État, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Le vote de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, permet de concentrer les moyens publics sur les territoires les plus en difficulté. S'inscrivant dans une géographie prioritaire resserée, cette réforme renforce la lisibilité, la cohérence et l'efficacité de la Politique de la Ville.

La réforme est mise en œuvre par des Contrats de Ville conclus à l'échelle intercommunale entre, d'une part, l'État et ses établissements publics et, d'autre part, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés.

Le Contrat de Ville de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa) a été signé le 29 juin 2015 par 20 partenaires : Préfecture du Var, Villes de Draguignan et du Muy, Région, Département, Caisse d'Allocations Familiales du Var, Pôle Emploi, Caisse de Dépôts et Consignations, Tribunal Judiciaire, Éducation Nationale, Agence Régionale de la Santé, Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Var, Union Patronale du Var et les bailleurs sociaux -AR HLM PACA Corse, Var Habitat, SALEM, Logis familial Varois et 3F Sud.

2. Projet de territoire

Le projet d'agglomération de la Dracénie s'articule autour de trois axes principaux :

1. Attractivité du territoire

- La nécessité de développer l'attractivité :

Face aux contraintes budgétaires, il convient de prioriser les investissements productifs c'est-à-dire créateurs d'emplois, de recettes fiscales. Il faut privilégier une approche globale et donc ne pas

envisager seulement l'angle développement économique, mais viser plus largement l'offre culturelle, sportive, l'enseignement supérieur, la formation.

Les facteurs de réussite passent par une volonté politique forte, une bonne articulation avec les politiques communales, le développement d'une politique de communication adaptée et la maîtrise des conditions de développement au travers des documents de planification.

Les axes à privilégier sont :

- ✓ La création de nouveaux espaces d'activités économiques
- ✓ Le tourisme
- ✓ L'agriculture
- ✓ Le sport
- ✓ La culture

2. Solidarité territoriale :

- Les transports : L'amélioration du service passe par l'optimisation de la desserte et des lignes ainsi que le développement des transports alternatifs et des modes doux comme par exemple le co-vélo.
- L'équilibre territorial : La solidarité envers les communes rurales passe par l'attribution de fonds de concours versés sur des projets d'intérêt communautaire et en fonction de critères d'agglomération à définir (charges de fonctionnement restant à la commune) et par des actions de mutualisation (locaux notamment).
- Habitat et logement : Il convient de conduire une politique de l'habitat partenariale, répondant à la diversité des besoins des ménages mais aussi satisfaisant aux obligations légales des communes en termes de production de logements sociaux. Ainsi, DPVa devra intervenir à la fois sur la construction de logements sociaux relevant du parc public mais aussi au travers d'opérations d'amélioration de l'habitat privé. Enfin, le mandat 2014 / 2020 devra permettre la mise en œuvre des nouveaux Contrats de Ville.
- Sport et culture : Il convient de maintenir les équipements de proximité et d'en optimiser les usages notamment au travers de procédés de mutualisation avec les communes et d'actions transversales avec les directions de DPVa (tourisme notamment). Ces actions de proximité sur les communes relèvent également d'une dimension d'attractivité.
- Environnement : Il convient de prévenir les risques naturels d'inondation dans une perspective de sécurisation du cadre de vie des habitants et des acteurs économiques. Il faut également poursuivre les actions contribuant à la préservation de l'environnement (biodiversité, eau, PDDAF, schéma d'assainissement, réseau des déchèteries).

3. Performance publique

- Il s'agit d'optimiser la gestion des ressources en vue de maintenir un niveau de service de qualité au moindre coût ; élever le niveau de performance de l'organisation des administrations locales ; développer la proximité en partenariat avec les communes.
- La mutualisation : Les communes et DPVa sont engagées dans l'élaboration du projet de schéma de mutualisation des services dont l'objectif est de rationaliser, faire des économies d'échelle, réduire les coûts, afin de pouvoir maintenir un service public de proximité, efficace, réactif et exemplaire malgré les baisses de dotations annoncées.
 - La gestion financière : Il convient de mobiliser tous les leviers afin de garantir la soutenabilité des grands équilibres financiers et l'optimisation fiscale.
 - Les ressources humaines : Maîtrise des coûts, recherche de solutions mutualisées : un partenariat est en cours de formalisation avec le CNFPT afin de proposer des formations délocalisées sur le territoire et destinées aux agents des communes et de DPVa. La maîtrise de la masse salariale passera par la mise en œuvre d'une gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences.
 - Achats et marchés publics : Les marchés publics sont un levier dont disposent les collectivités afin de contribuer au soutien des entreprises locales (cf pacte TPE / PMLE). Une politique d'achat éco-responsable permet quant à elle de veiller à une bonne utilisation des deniers publics et peut être source d'économies substantielles.

Environnement : Il convient de diminuer les coûts de traitement des déchets. Cela passe par une optimisation du nombre de collectes et des points de collecte mais aussi à inciter les usagers à adopter un comportement vertueux au travers notamment de la redevance ou tarification incitative.

Les domaines peuvent également contribuer à la performance de l'action publique comme la mise en place d'une stratégie patrimoniale ou la simplification des démarches dans le cadre de la matérialisation des procédures.

3. Orientations stratégiques du Contrat de Ville

Le cadre du diagnostic partagé et des instances de pilotage avec l'éclairage du comité technique et des groupes thématiques, le Contrat de Ville entend décliner les enjeux et objectifs opérationnels suivants :

Pilier Cadre de vie et renouvellement urbain

Enjeu 1 : Engager une démarche de redynamisation des centres anciens et de résorption des désordres en matière d'habitat, décliné sous 3 objectifs opérationnels :

1. Améliorer la qualité et requalifier l'habitat public/privé dans les centres anciens en ayant une attention particulière pour les habitants les plus en difficulté
2. Assurer une mixité sociale et économique dans les centres anciens en ayant une attention particulière pour les habitants les plus en difficulté
3. Promouvoir une offre nouvelle de logements par la remise sur le marché de logements vacants rénovés à loyers encadrés

Enjeu 2 : Valoriser les centres anciens par le tourisme, la culture, et le patrimoine, décliné sous 2 objectifs opérationnels :

1. Redonner un attrait touristique et économique dans les centres anciens
2. Faciliter l'accès aux emplois induits par la démarche de valorisation des centres anciens aux habitants des quartiers PLV

Enjeu 3 : Valoriser les quartiers dans une approche d'ensemble de développement social et urbain et d'intervention de proximité, décliné sous 2 objectifs opérationnels :

1. Mettre en place dans les quartiers prioritaires une organisation et une coordination entre les acteurs sur la base de diagnostics partagés
2. Faire des habitants des quartiers des acteurs de leur vie de quartier et de l'environnement de leur zone d'habitat

Enjeu 4 : Faciliter la mobilité des personnes du quartier notamment vers l'emploi, la formation, la santé, la culture, le sport et les loisirs, décliné sous 2 objectifs opérationnels :

1. Valoriser et/ou créer des liaisons inter quartier en favorisant les modes doux
2. Faciliter et offrir les moyens d'accéder à la mobilité individuelle

Pilier Emploi et développement économique

Enjeu 1 : Favoriser l'attractivité des quartiers PLV par le développement économique du commerce, de l'artisanat, du tourisme, décliné sous 3 objectifs opérationnels :

1. Soutenir et revitaliser une activité économique organisée notamment par le soutien à la création d'entreprise, de commerces, de commerces de proximité et d'artisanat
2. Participer à l'amélioration des conditions de création d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat
3. Aider à structurer et consolider l'économie sociale et solidaire présentes sur le quartier et impulser le développement de nouveaux services solidaires (restaurants associatifs, épicerie, garages solidaires)

Enjeu 2 : Soutenir le développement économique, décliné sous 2 objectifs opérationnels :

1. Améliorer la communication sur l'offre existante en matière d'accompagnement à la création/reprise pour toucher les publics des quartiers prioritaires
 2. Augmenter le nombre de créateurs accompagnés issus des quartiers PLV
- Enjeu 3 : Faciliter le retour à l'emploi par le soutien à l'insertion professionnelle (clause d'insertion, chantier d'insertion), décliné sous 1 objectif opérationnel :

Enjeu 4 : Favoriser les moyens sur les territoires prioritaires pour développer l'insertion professionnelle
Enjeu 4 : Faciliter le retour à l'emploi par le soutien à la formation professionnelle, décliné sous un objectif opérationnel :

1. Permettre aux habitants des quartiers PLV en recherche d'emploi d'acquérir une qualification afin de faciliter leur insertion professionnelle

Pilier Cohésion sociale

Enjeu 1 : Agir en faveur de la parentalité et de la réussite éducative en direction de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse et de la famille, décliné sous 4 objectifs opérationnels :

1. Développer les actions permettant aux parents d'exercer leur autorité parentale en identifiant et valorisant leurs compétences, afin de faciliter la réussite éducative de leur enfant et prévenir sur les conduites à risque
2. Favoriser la lutte contre le décrochage scolaire
3. Faciliter l'accès à l'offre socio-éducative, socio-culturelle et sportive des jeunes des quartiers PLV
4. Structurer une animation locale en centre ancien

Enjeu 2 : Assurer un accès à la santé égal pour l'ensemble des habitants et agir sur l'accès aux dispositifs de prévention et à l'offre de soins, décliné sous 2 objectifs opérationnels :

1. Renforcer les actions de prévention et de promotion de la santé par l'accès aux dispositifs de santé
2. Renforcer les actions sur la souffrance psychique pour améliorer son repérage et sa prise en charge

Enjeu 3 : Agir en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes, décliné sous 3 objectifs opérationnels :

1. Agir sur les champs de la prévention de la délinquance, de la santé, du logement et de l'accès au droit
2. Orienter les actions du Défenseur des discriminations en particulier vers les femmes victimes
3. Accompagner le réseau de professionnels qui prennent en charge les victimes de violences conjugales

Enjeu 4 : Renforcer le pilotage partenarial des politiques de prévention de sécurité et de la délinquance, décliné sous 5 objectifs opérationnels :

1. Lutter contre le sentiment d'insécurité et diminuer l'insécurité sur les QPV
2. Rétablir un comportement citoyen
3. Améliorer les relations entre les jeunes et les institutions
4. Repositionner clairement la notion de Droit et Devoirs
5. Permettre aux adolescents et jeunes adultes de prendre des responsabilités dans un cadre sécurisé (accompagnement de projet, débat...)

Enjeu 5 : Assurer un accès facilité au droit à l'ensemble des habitants des quartiers PLV, décliné sous 5 objectifs opérationnels :

1. Pérenniser les espaces de proximité et d'accompagnement social et de soutien administratif
2. Développer les ateliers socio linguistiques
3. S'appuyer sur le lieu ressource Point d'accès aux droits intercommunal
4. Identifier les besoins des habitants des quartiers PLV
5. Informer les habitants

Quartiers prioritaires de DPVa

Le territoire des quartiers prioritaires a été établi par Décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014.

La nouvelle géographie prioritaire s'est appuyée sur un critère de sélection basé sur les revenus

décliminations des quartiers, avec les rues concernées, ont été identifiées par les services des

capitales. Le territoire de DPVa, 3 quartiers portant sur 2 communes ont été retenus et représentent 8370

habitants* répartis comme suit : Pour la ville de Draguignan, le nombre d'habitants identifié dans les territoires prioritaires est de 6

770 soit :

- o le quartier centre-ville 4 320 habitants enregistré un revenu médian annuel de 10 900 € soit 908 € par mois Plus de 2 000 personnes vivent avec moins de 900 € par mois en centre-ville de Draguignan.
- o le quartier les Collettes 2 450 habitants enregistré un revenu médian annuel de 11 200 € soit 933 € par mois

- Pour la ville du Muy, le nombre d'habitants identifié dans le territoire prioritaire, centre-ville, est de 1 600. Le quartier prioritaire centre-ville du Muy enregistré un revenu médian annuel de 8 800 € soit 733 € par mois. Aussi 800 personnes du centre-ville du Muy vivent avec moins de 733 € par mois.

Les communes ont fait part de leur souhait de maintenir en veille active les anciens quartiers prioritaires dans le cadre de la Politique de la Ville, à savoir :

- ✓ Sur le Muy : les Peyrouas, les Belluques et le Quartier St Andrieu
- ✓ Sur Draguignan : Les Florales et Saint Hermentaire

CARTOGRAPHIE DES TROIS QUARTIERS PRIORITAIRES

Centre ancien- Draguignan

Les Collettes-Draguignan

Centre ancien- Le Muy



* Le kit de données sexuées (février 2015 avec données 2010-2011) initial ainsi que le kit de données complémentaires sont annexés au contrat de ville 2015-2020

Après 2015, année d'écriture du Contrat de Ville et de programmation, la présentation de la situation des quartiers dans le contexte de l'agglomération n'a pu être actualisée par rapport au document du Contrat de Ville datant du 29 juin 2015.

Lors de l'écriture du Contrat de Ville des indicateurs ont été pré-définis par pilier et par enjeux sans avoir de vue préalable sur ce que chacun des partenaires étaient en capacité de fournir et de suivre. Le kit de

données sexuées réalisé par les différents services de l'Etat a alimenté le diagnostic du territoire sur des données statistiques INSEE 2010-2011 qui ne sont pas actualisables annuellement.

3. Définition d'indicateurs

Dans la cadre du plan d'actions du Contrat de Ville, des groupes de travail ont été organisés avec les partenaires pour définir des indicateurs qui pourraient être suivi annuellement sur le pilier « développement économique emploi » en 2016 puis en 2017.

L'objectif était de définir quelques principaux indicateurs pertinents et un tableau de bord avec les partenaires mais les échelles divergeant, les travaux n'ont pu aboutir.

Dans le cadre de l'appel à projets, les actions des associations doivent pouvoir répondre à un minima d'indicateur tels que :

- nombre de bénéficiaires par QPV (adresse)
 - nombre de bénéficiaires homme/femme, par adresse (QPV ou non)
 - nombre de bénéficiaires par tranche d'âge, par adresse (QPV ou non)
- sans quoi l'action ne pourra prétendre à un renouvellement.

En sus du bilan annuel, un bilan à mi-parcours est demandé à chaque structure financée dans le cadre des crédits spécifiques, sur la base d'un tableau d'indicateurs à compléter.

Depuis 2019, un questionnaire de satisfaction à diffuser auprès des bénéficiaires des actions doit être remis par les opérateurs.

Dracénie Provence Verdon agglomération a lancé un marché en fin d'année pour constituer un portrait de territoire des 3 QPV, afin de l'accompagner dans l'élaboration d'un outil simple, intuitif, à suivre annuellement et afin d'obtenir une clé de lecture de son territoire pour guider ses prochaines actions jusqu'en 2022. Une première réunion de cadrage a eu lieu le 5 décembre 2019 afin de définir les attendus de DPVa.

III. Description des actions menées en 2019 et par pilier au bénéfice des habitants des QPV

1. Principe de gouvernance et suivi du Contrat de Ville.
 - A. Principe de gouvernance

L'animation de la gouvernance pour la mise en œuvre du Contrat a été organisée et programmée comme suit sur 2019 :

Dans le cadre de l'appel à projets 2019, pour l'attribution des crédits spécifiques :

- Des réunions avec les conseils citoyens pour analyse et avis des dossiers respectifs en janvier-février ;
- Un comité de lecture le 7 février ;
- Un comité technique le 5 mars ;
- Réunions avec les Villes de 11 et 12 mars ;
- Un comité de pilotage le 26 mars ;
- Une délibération présentée en Conseil d'Agglomération du 20 juin 2019.

Dans le cadre de la mise en œuvre du suivi du Contrat de Ville :

- Des réunions de coordination et des groupes de travail ont été menées tout au long de l'année par DPVa et le Délégué du Préfet dans l'objectif du suivi des actions :
 - réunion de coordination des actions estivales le 30 avril ;
 - réunion de coordination avec l'Education Nationale le 4 février et le 9 mai ;
 - groupe de travail sur le pilier cohésion sociale sur les QPV de Draguignan et le QPV du Muy le 1^{er} et 5 juillet ainsi que le 4 novembre ;
 - groupe de travail sur le pilier développement économique et emploi le 25 juin, le 24 septembre et le 12 novembre.

- Un comité technique/comité de pilotage annuel le 7 novembre.

B. Ingénierie dédiée au Contrat de Ville

Contrat de Ville porté par DPVa sur 3 QPV au bénéfice de 8357 habitants est animé et coordonné en son sein pour l'année 2019 par :

- 1 chargée de mission Politique de la Ville, également missionnée sur la coordination de sécurité et prévention de la délinquance (retour de congé maternité le 4 mars). Le poste est cofinancé à hauteur de 50% par l'Etat ;
- 1 cheffe de projet également missionnée sur la coordination de sécurité et prévention de la délinquance et la Cohésion Sociale avec notamment le Point d'Accès au Droit depuis novembre 2019 ;
- 1 directrice outre la Politique de la Ville, missionnée pour l'Habitat, la Cohésion Sociale, la Sécurité Prévention de la Délinquance, la santé en milieu rural.

En l'absence de la chargée de mission de fin octobre à mars 2019, un agent en CDD est venu en renfort de la cheffe de projet 3 mois de septembre 2018 à novembre 2018, puis un agent en mobilité interne à l'agglomération de décembre 2019 à février 2019. L'objectif étant de venir en appui sur des tâches administratives et l'appel à projet 2019.

La cheffe de projet et/ou la chargée de mission ont pu participer à des journées d'actualité et des formations sur le courant de l'année :

- Formation Laïcité et Valeurs de la République à Draguignan les 11 et 12 avril ;
- 1^{er} Club Dév&co organisé par la DIRECTION PACA avec le soutien de Cité Ressources à Manosque le 25 avril ;
- La CAF à la rencontre de ses partenaires à Toulon le 29 avril ;
- Journée thématique « Emploi Femmes QPV » à Aix-en-Provence le 6 juin ;
- Journée d'actualité Politique de la Ville organisée par le CNFPT à Aix-en-Provence le 13 juin ;
- Club Dév&co « Revitalisation des centres anciens et QPV » à Grasse le 27 juin ;
- Journée thématique « Emploi et territoires : projets inspirants pour demain » organisée par la Direccte Paca, Espace Compétences et Cité Ressources à Marseille le 26 septembre ;
- Formation CNFPT « Prévention de la délinquance : acteurs et dispositifs » à Montpellier les 11 et 12 mars / 14 et 15 novembre.

L'équipe opérationnelle de l'EPCI fait le lien avec les communes. Le parallélisme des formes avec un agent dédié à la Ville de Draguignan, en charge de la Politique de la Ville, est une ressource qui facilite la bonne conduite des actions. Jusqu'en juillet 2019, un agent dédié de la même manière sur le Muy (Politique de la Ville, BIJ et CLSPD) facilite la mise en œuvre et l'échange d'information.

Pour l'année 2019, sur la commune du Muy, un adulte relais est présent sur la médiathèque communautaire et au BIJ, recruté par la commune. Sur Draguignan 3 postes adulte relais sont au sein de structures associatives (La fabrique, APS et le Centre Social et Culturel).

C. Information et communication

La Direction Habitat Cohésion Sociale et Emploi met en valeur les actions réalisées dans le cadre du Contrat de Ville (mise en place des conseils citoyens, prévention spécialisée, animation des associations dans le cadre de la période estivale, etc...) par la communication régulière en interne comme en externe via des articles sur :

- le site Internet de DPVa ;
- le magazine de DPVa « Dracénie Mag » distribué au grand public ;
- le rapport d'activité ;
- le rapport du développement durable.

Des informations en lien avec la Politique de la Ville ou encore la prévention de la délinquance, émanant de l'Etat, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ou des partenaires sont **retransmises régulièrement aux différentes structures** du territoire (appels à projets, formation, communication par thématiques, colloque exposition ou tout événementiel).

2. Appel à projets 2019 dans le cadre des actions des crédits spécifiques

A. Rappel du cadre

L'appel à projets a été écrit dès le mois d'août 2018, après coordination avec les communes, la DDCS, le Délégué du Préfet et en appui du bilan à mi-parcours 2018 ou des actions TFPB. De plus les priorités des Conseils Citoyens ont été prises en compte.

Le Comité de pilotage fin 2018 a acté sur les points suivants pour l'appel à projets 2019 :

- Lancement de l'appel à projets sans passage en délibération par DPVa, contrairement à l'attribution des crédits spécifiques ;
- L'orientation prioritaire doit porter sur le pilier « développement économique emploi », pour répondre au cadre de loi de la Politique de la Ville, bénéficier au public des quartiers prioritaires afin d'augmenter leur niveau de revenu ;
- Une attention particulière sera apportée sur le vivre ensemble générationnel, la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illettrisme, l'amélioration du cadre de vie par des actions collectives, le renforcement des liens parentaux et des liens sociaux et le renforcement de l'accès aux droits des publics prioritaires.

Calendrier de l'appel à projets 2019 (annexe 2) :

- Le mercredi 7 novembre : lancement de l'appel à projets ;
- Du 7 novembre 2018 au 7 décembre 2018 : dépôt des dossiers ;
- Du 10 au 21 décembre 2018 : contrôle administratif pour complétude des dossiers ;
- Du 7 au 25 janvier 2019 : analyse pour instruction des dossiers ;
- De fin janvier à fin mars 2019 : instance des cofinanceurs et partenaires ;
- Juin à juillet 2019 : notification puis attribution de subventions suite à la délibération du Conseil d'Agglomération le 20 juin 2019.

B. Bilan des demandes de financement sur l'appel à projets

019, 62 dossiers ont été déposés sollicitant 390 590€ de subventions Politique de la Ville. Le total du budget de ces 62 dossiers s'élève à 1 248 406€ comprenant 809 066€ de demande de subvention (tous partenaires confondus) dont 390 590€ en Politique de la Ville.

représente 12 dossiers présentés en moins par rapport à 2018 (74 dossiers) et 131 249€ d'aides en moins (521 839€).

ctions ont été retenues et financées à ce titre (3 actions de moins qu'en 2019). Ces 46 actions sont financées par 17 opérateurs.

armes de crédits spécifiques (Etat et DPVa), ce sont 244 800 € alloués directement aux 17 structures et 99 800€ pour l'Etat (hors dispositifs VVV-FDPH) et 145 000€ pour DPVa.

	Bilan 2017	Bilan 2018	Bilan 2019
Actions déposées en demande de subvention	78	74	62
Actions financées au titre de la Politique de la Ville	36	49	46
Nombres d'associations/opérateurs	19	20	17
Total crédits spécifiques Etat/DPVa	175 000€	233 900€	244 800€

Une somme de 22 000 € équivalaient à 50% sur le poste de chargée de mission DPVa est octroyée par l'Etat, pour contribution à l'équipe opérationnelle.

Dans le détail :

- Pilier 1 Cohésion sociale : 45 dossiers
- Pilier 2 Développement économique et Emploi : 16 dossiers
- Pilier 3 Cadre de vie et Renouvellement urbain : 1 dossier
- Ville Vie Vacances : 3 dossiers

Comparaison 2018-2019

	2018				2019			
	Axes Contrat de Ville	Montants alloués	%	Actions	Montants alloués	%	Actions	%
Développement économique et emploi		92 200	39	14*	29	88 100	36	12
26								
Cadre de vie et renouvellement urbain		4 000	2	1	2	4 000	2	1
2								
Cohésion sociale		137 700	59	34	69	152 700	62	33
72								
Citoyenneté et valeurs de la République		0	0	0	0	0	0	0
0								
Hors pilier		0	0	0	0	0	0	0
0								
Total		233 900	100	49	100	244 800	100	46
100								
Répartition Etat / DPVa		95 000 € / 138 900 €			99 800 € / 145 000 €			
Actions VVV (ETAT)		7 000	0	3	0	9 700	0	3
0								
FDPH (ETAT)		4 500**	0	2	0	0	0	0
0								

* 1 autorisation de reporter l'action de la CCI financée en 2018 sur 2019 (ce qui fait donc un total de 47 actions mises en oeuvre en 2019).

** Dont 3 000€ de report en 2019

Les crédits spécifiques ont permis le renouvellement de 32 actions sur 2019 dont 22 sur le pilier cohésion sociale et 9 sur le pilier développement économique-emploi. En 2019, 30% des actions sont donc nouvelles (14 actions).

Nous pouvons remarquer une dispersion du financement pour l'année 2019 dont 62% est attribué sur le pilier cohésion sociale et une petite baisse sur le pilier emploi par rapport à 2018, avec 36%.

Des financements complémentaires ont été attribués par l'Etat via des dispositifs annexes/soutien indirect (en augmentation de 13,6% par rapport à 2018) :

	2018	2019
Montants alloués		
Montants alloués	98 920 €	99 976 €
Utilisation financière		
Déficit annexe		
Financement équipe Po/Ville	22 000 €	22 000 €
Financement 4 adultes relais	76 920 €	77 976 €
Actions TFPB Bailleurs en	24 252 €	21 608 €
Actions d'immuables		
- Sud	5 165 €	6 203 €
ALEM	10 000 €	7 980 €
Logis Familial Varois	2 540 €	0
Par Habitat	6 547 €	7 425 €
Programme de Réussite	0	18 363 €
Educative		

Pour les crédits DPVa, la clé de répartition des financements entre les communes de Draguignan et le Muy respecte le prorata du pourcentage d'habitants résidant en QPV.

2019							
	Actions	Crédits DPVa	%	Crédits ETAT	%	Montant total CS PLV	%
CA Draguignan	18	62 500€	43	40 800€	41	105 300€	43
Collettes Draguignan	6	21 700€	15	13 500€	13	38 700€	16
2 QPV Draguignan	11	31 800€	22	23 000€	23	49 300€	20
Centre-ville Le Muy	11	29 000€	20	22 500€	23	51 500€	21
3 QPV	0	0	0	0	0	0	0
Total	46*	145 000€	100	99 800€	100	244 800€	100

*Pour rappel, 47 actions réellement mises en oeuvre en 2019

	Habitants	Taux
CA Draguignan	4 320	52%
Les Collettes Draguignan	2 450	29%
Draguignan	6 770	81%
Le Muy	1 600	19%
Total	8 370	100%

Annexe 2 : vous trouverez la délibération accompagnée du tableau détaillant l'ensemble des subventions attribuées par structure, par action et par commune.

C. Bilan des actions 2019

a/ Mobilisation, suivi et évaluation des opérateurs/actions

Le service Politique de la Ville est régulièrement en lien avec chaque association financée dans le cadre de l'appel à projets annuel, pour suivre au fil de l'eau les actions, en appui auprès des structures afin de leur apporter des informations générales sur la gouvernance du Contrat de Ville, leur proposer des formations, répondre à leurs interrogations.

Des réunions de coordination avec les opérateurs et quelques partenaires (Département, CAF, Villes...) ont été menées tout au long de l'année par DPVa et le Délégué du Préfet dans l'objectif du suivi des actions mais également pour avoir une meilleure connaissance des actions de chacun sur le territoire, ce qui permet de faciliter la coordination et l'orientation des publics :

- réunion de coordination des actions estivales le 30 avril avec l'objectif d'échanger/communiquer sur leurs actions et établir un planning sur les 2 mois d'été ;
- réunion de coordination avec l'Education Nationale le 4 février pour obtenir l'avis des écoles sur les actions proposées se déroulant en milieu scolaire et le 9 mai pour coordonner la mise en oeuvre de ces actions ;
- groupe de travail sur le pilier cohésion sociale sur les QPV de Draguignan et le QPV du Muy le 1^{er} et 5 juillet ainsi que le 4 novembre avec l'objectif d'assurer un suivi régulier des actions financées, permettre la connaissance fine de chaque association et actions qu'elle propose et faciliter la construction des parcours individuels des bénéficiaires ;
- groupe de travail sur le pilier développement économique et emploi le 25 juin, le 24 septembre et le 12 novembre avec l'objectif d'assurer un suivi régulier des actions financées, permettre la connaissance fine de chaque association et actions qu'elle propose et faciliter la construction des parcours individuels des bénéficiaires ;

En sus des contacts réguliers (téléphone, messagerie électronique, réunions) pour le suivi des opérateurs, les évaluations des actions sont établies sur la base :

1. De la feuille d'évaluation à mi-parcours complétée au 30 juin de l'année et au 31 août pour les actions estivales et envoyée par les structures financées (depuis 2017, une fiche simplifiée est demandée à mi-parcours avec les principaux indicateurs afin de faire un premier retour lors des instances d'octobre aux partenaires) ;
2. De la fiche d'évaluation annuelle et le dossier cerfa 15059/02 compte rendu financier de subvention (ces fiches permettent d'avoir des données et indicateurs sur le public bénéficiaire de l'action, sa mise en oeuvre détaillée, les moyens humains utilisés, les partenaires et prestataires impliqués, ou encore le compte rendu financier) ;
3. D'une évaluation individuelle ou collective auprès des bénéficiaires de l'action via un questionnaire de satisfaction ;

Visites sur site par l'équipe opérationnelle sur la base d'une grille complétée sur place par la chargée de mission (grille en annexe). De juillet à décembre, l'équipe projet a pu se rendre sur 28 actions dont la **synthèse des observations de terrain** se trouve en **annexe 5**.

b/ Bilan des actions de l'appel à projets 2019

quantitatif

19, **62 actions** ont été proposées par les opérateurs au titre des crédits spécifiques Politique de la

Les **aides sollicitées se montent à 390 590 €**.

46 actions ont été financées en crédits spécifiques Politique de la Ville pour un montant total de 100€, dont 99 800€ part Etat et 145 000€ part DPVA.

représente 12 dossiers présentés en moins par rapport à 2018 (74 dossiers) et 131 249€ d'aides sollicitées en moins (521 839€). 3 actions de moins ont été financées en 2019 (49 en 2018).

Sur ces 46 actions, 32 sont des renouvellements par rapport à 2018 (Centre social, la Fabrique, BGE, Missions Locales notamment) dont 22 sur le pilier cohésion sociale, 9 sur le pilier développement économique et emploi et 1 sur le pilier cadre de vie et renouvellement urbain. En 2019, 30% des actions sont donc nouvelles (14 actions).

À ces 46 actions, se rajoute 1 action de la CCIV « Parcours prioritaire nouveau dirigeant Le Muy » qui a fait l'objet d'un financement en 2018 et reporté en 2019. Le nombre d'actions réalisées en 2019 se porte donc à 47.

Ces 47 actions sont classées par pilier du Contrat de Ville de la manière suivante :

- 33 sur le pilier Cohésion Sociale, soit 72%
- Volets thématiques* = 22 « éducation-lien social » ; 16 « sport-culture-loisirs » ; 2 « veille sociale/santé » ; 6 « violences intra Familiales/prévention délinquance/accès au droit » ;
- 13 sur le pilier Développement économique emploi, soit 26% Volets thématiques = 9 « insertion formation emploi » ; 2 « développement économique » ;
- 1 sur le pilier Cadre de vie et renouvellement urbain soit 2%
- Volets thématiques = 1 « habitat logement » ; 0 « mobilité numérique » ; 0 « projet urbain/qualité urbaine ».

Sur ces 47 actions, **43 ont été effectivement réalisées** et le bilan qui suit a été établi sur cette base.

4 actions n'ont pas été mises en œuvre pour les raisons suivantes :

- L'action "Mots d'ados" du Centre Social et Culturel de Draguignan" est toujours en cours (démarrage de l'action en octobre 2019) ;
- L'action « Conférences éducation au numérique au sein des Quartiers Politique de la Ville » de l'association MODE83 est toujours en cours. Les conférences au centre social et culturel, les conférences avec les partenaires de l'habitat et le médiabio participatif n'ont pas encore eu lieu ;

- Faute de bénéficiaires en centre ville du Muy, il a été acté que le parcours financé dans le cadre de l'action "Parcours prioritaire nouveau Dirigeant le Muy" de la CCI du Var bénéficierait à un habitant de Draguignan. L'action financée en 2019 est toujours en cours ;
- L'action « Accompagner les dirigeants d'entreprises à la transition numérique via le E-Commerce au niveau local, départemental voir national et international. Création d'une communauté B to B to C » menée par l'UPV fait l'objet d'un report sur 2020.

Le bilan « Parcours prioritaire nouveau Dirigeant » de la CCI est celui de l'action financée en 2018 et qui s'est déroulée de septembre 2018 à juin 2019. L'action financée en 2019 est quant à elle toujours en cours.

Il est important de préciser que les bilans des actions se déroulant en milieu scolaire ne sont pas intégralement renseignés faute de pouvoir recueillir les « indicateurs » des élèves (adresse, âge, sexe). Ces actions, au nombre de 7, sont les suivantes :

- CIDFF « Éducation à l'égalité fille-garçon » sur Draguignan et le Muy au sein des écoles primaires et des collèges ;
- Ludothèque Lei Jougadou « la ludothèque en soutien des apprentissages » sur Draguignan et le Muy ;
- MODE83 « Conférences éducation au numérique au sein des établissements scolaires » sur Draguignan et le Muy.
- La Fabrique "Expression et participation citoyenne" ;
- Vivants et Associés "Animation d'un café inventé, café associatif de quartier" et "rendre accessible la création théâtrale en partage dans le centre ancien de Draguignan".

Enfin, il convient de préciser que le bilan du CDAD a été complété à l'aide des fiches de présence établies par l'adulte relais du BIJ du Muy (qui prends les rendez-vous) et le tableau bilan de l'écritain public. Ces derniers n'indiquaient pas la répartition par quartier et par âge. Ce bilan comptabilise l'ensemble des permanences d'écritain public et 4 permanences d'avocat. Les 8 dernières permanences d'avocat sont reportées en 2020 selon un planning déjà défini.

Sur les 43 actions réalisées, le **nombre de bénéficiaires potentiels** annoncé par les opérateurs était de **5 250** réparti comme suit :

- Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » = 26 bénéficiaires (1%) ;
- Pilier « Développement économique-emploi » = 437 bénéficiaires (8%) ;
- Pilier « Cohésion sociale » = 4 787 bénéficiaires (91%).

En réalité, sur les **43 actions réalisées**, le **nombre de bénéficiaires effectivement touché** est de **5966**.

- Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » = 16 bénéficiaires (1%) ;
- Pilier « Développement économique-emploi » = 481 bénéficiaires (8%) ;
- Pilier « Cohésion sociale » = 5 469 bénéficiaires (91% du total des bénéficiaires touchés).

majorité des publics sont des femmes :

- 3 013 femmes soit 56% : 5 femmes sur le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » (1%), 2 715 femmes sur le pilier « Cohésion sociale » (90%) et 293 femmes sur le pilier « Développement économique-emploi » (9%) ;
- 2 368 hommes soit 44% : 11 hommes sur le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » (1%), 2 169 hommes sur le pilier « Cohésion sociale » (91%), 188 hommes sur le pilier « Développement économique-emploi » (8%).

Répartition des âges des bénéficiaires sur les 43 actions réalisées : (6 questionnaires non renseignés dont les actions en milieu scolaire).

Les 2 tranches d'âges les plus représentées sont les jeunes de 6 à 11 ans et ceux de 26 à 49 ans. Les 2 tranches d'âges les moins représentées sont celle des 16-17 ans et les 65 ans et +. Sur le pilier développement économique et emploi, la catégorie d'âge la plus représentée est 18-25 ans, suivi des 26-49 ans.

- 0-5 ans = 696 soit 13% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 0, Pilier « Cohésion sociale » 696) ;
- 6-11 ans = 1 715 soit 32% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 3, Pilier « Développement économique-emploi » 0, Pilier « Cohésion sociale » 1 712) ;
- 12-15 ans = 611 soit 12% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 5, Pilier « Cohésion sociale » 606) ;
- 16-17 ans = 139 soit 3% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 2, Pilier « Développement économique-emploi » 23, Pilier « Cohésion sociale » 114) ;
- 18-25 ans = 511 soit 10% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 347, Pilier « Cohésion sociale » 164) ;
- 26-49 ans = 1 268 soit 24% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 9, Pilier « Développement économique-emploi » 87, Pilier « Cohésion sociale » 1 172) ;
- 50-64 ans = 248 soit 5% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 2, Pilier « Développement économique-emploi » 18, Pilier « Cohésion sociale » 228) ;
- 65 ans et + = 77 soit 1% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 1, Pilier « Cohésion sociale » 76).

Répartition des adresses de résidence des bénéficiaires. (11 questionnaires non renseignés).

68% des bénéficiaires résident sur un des 3 quartiers prioritaires ou en ville active, avec une majorité dans le centre ancien de Draguignan (39%). Les publics prioritaires du Muy représentent 12%, 29% des bénéficiaires résident donc sur DPVa mais hors QPV et 3% hors DPVa.

- Les Collettes = 565 soit 15% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 49, Pilier « Cohésion sociale » 516) ;
- Le centre ancien = 1 494 soit 39% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 16, Pilier « Développement économique-emploi » 353, Pilier « Cohésion sociale » 1 125) ;
- Quartier vécu Le Muy = 11 soit 0% (0,28) (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 11, Pilier « Cohésion sociale » 0) ;
- Le Muy = 462 soit 12% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 35, Pilier « Cohésion sociale » 427) ;
- Les Forailles = 20 soit 0% (0,51) (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 0, Pilier « Cohésion sociale » 20) ;
- Les Belluques = 8 soit 0% (0,20) (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 2, Pilier « Cohésion sociale » 6) ;
- Les Peyrouas = 13 soit 0% (0,33) (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 8, Pilier « Cohésion sociale » 5) ;
- St Hermentaire = 48 soit 1% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 3, Pilier « Cohésion sociale » 45) ;
- St Andréu = 11 soit 0% (0,28) (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 3, Pilier « Cohésion sociale » 8) ;
- Draguignan hors QPV = 670 soit 17% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 14, Pilier « Cohésion sociale » 656) ;
- Le Muy hors QPV = 157 soit 1% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 3, Pilier « Cohésion sociale » 154) ;
- Sur DPVa = 308 soit 8% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 0, Pilier « Cohésion sociale » 308) ;
- Hors DPVa = 93 soit 2% (Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » 0, Pilier « Développement économique-emploi » 0, Pilier « Cohésion sociale » 93).

Depuis 2019, un nouveau critère est apparu dans les fiches d'évaluation, à savoir le nombre de **nouveaux entrants sur l'action** comparativement à l'année précédente et nous permettant de connaître le taux de renouvellement de bénéficiaire dans le projet (22 questionnaires non renseignés dont les nouvelles actions). 1 269 nouveaux bénéficiaires répartis comme suit :

- 10 sur le pilier cadre de vie et renouvellement urbain ;
- 213 sur le pilier Développement économique et urbain ;

- 1 046 sur le pilier cohésion sociale.

Les actions ayant touchés le plus de bénéficiaires (toutes adresses de résidences confondues) sont sur le pilier Cohésion sociale : une grande partie des actions se déroulent en milieu scolaire ou sont des actions collectives :

- ProSoins « Permettre, dans la Dracénie, l'accès aux soins aux personnes en situation de précarité, favoriser l'insertion par la santé et prévention santé » (643 personnes) ;
- La bibliothèque Lei Jougadou « Le soutien aux apprentissages – Draguignan centre ancien et Les Collettes » (642 personnes) ;
- La Bibliothèque Lei Joudagou Les vacances dans mon quartier – centre ancien de Draguignan » (632 personnes) ;
- Mode « Conférences éducation au numérique au sein des établissements scolaires » (585 personnes) ;
- La Bibliothèque Lei Jougadou « La Bibliothèque au cœur du Mury » (456 personnes) ;
- La Bibliothèque Lei Jougadou « Soutien aux apprentissages – Le Mury » (311 personnes) ;
- La Fabrique « Soutien à la parentalité » (300 personnes).

Les actions ayant touchés le moins de bénéficiaires (toutes adresses de résidences confondues) sont sur le pilier Développement économique et emploi (toutefois l'objectif prévisionnel des bénéficiaires est moins élevé que sur le pilier cohésion sociale car il s'agit d'accompagnements individuels) :

- CCIV « Parcours prioritaire nouveau dirigeant Draguignan » (5 personnes) ;
- Face Var « Face à l'emploi – Draguignan et Le Mury » (10 personnes – objectif atteint) ;
- APS « Parcours visant à faciliter la mobilité des jeunes- Draguignan et Le Mury » (13 et 14 personnes) et « Remobilisation des jeunes à partir de chantiers éducatifs – Draguignan » (13 personnes-objectif atteint) ;

Les actions ayant touché le plus de public habitant en QPV (incluant les quartiers en veille) sont en grande majorité sur le pilier Développement économique-emploi, avec un public ciblé/orienté :

- **Pilier Développement économique-emploi** « Accompagnement de proximité en faveur de l'accès à l'emploi et à la formation des jeunes QPV » et « Mobilité vers l'emploi des jeunes QPV » de la Mission locale Dracénie Cœur Var (100% QPV), « Accompagnement dynamique à l'emploi Le Mury » de la Mission Locale et Var (100% QPV), « Parcours visant à faciliter la mobilité des jeunes Le Mury et Draguignan » et « Remobilisation des jeunes à partir de chantiers éducatifs – Draguignan » de l'Association de Prévention Spécialisée (100% et 93% QPV), « Face à l'emploi Draguignan et le Mury » de Face Var (100% et 80% QPV), « Parcours prioritaire nouveau dirigeant Draguignan » de la CCI (100% QPV) et « Soutien et accompagnement » l'élaboration de projets de quartier, entreprendre dans son quartier » de la BGE (100% QPV).
- **Pilier Cadre de vie et renouvellement urbain** « Aide aux familles pour le traitement de leur logement infesté par les punaises de lit » Ville de Draguignan (100% QPV).
- **Pilier Cohésion sociale** « Activités et séjours pour les jeunes en QPV pendant les vacances » Ville de Draguignan (100% QPV), « Découvertes et

ouverture » La Fabrique (80% QPV), « Réalisation d'un reportage participatif sur la création en partage en centre ancien » Mode83 (79% QPV).

Les actions ayant touché le moins de public QPV (incluant les quartiers en veille) sont sur le pilier Cohésion sociale : « Café social et citoyen » et « Ateliers socio-linguistiques » La Fabrique (53% et 55% QPV), « Animation du Conseil Citoyen » Centre Social et Culturel (56% QPV), « Epicerie solidaire la Musette » Fratelli-UDV (56% QPV).

Bilan qualitatif

Les actions réalisées ont concouru à répondre à un ou plusieurs objectifs transversaux dans l'ordre suivant :

- À l'égalité femme/homme ;
- À la lutte contre les discriminations ;
- À la jeunesse ;
- À la participation des habitants.

Les bénéficiaires ont pu participer aux différents projets de la manière suivante, par ordre de priorité :

- Sous la forme d'une information (orale, lors de réunions, par mail ou sms...)
- Sous forme de consultation ou concertation avec participation et avis des bénéficiaires ;
- Sous forme de co-construction avec la participation des bénéficiaires à la mise en œuvre de l'action ;
- En dernier lieu en codécision via une participation directe des bénéficiaires aux décisions relatives à l'action.

Les actions réalisées ont permis de répondre à des besoins :

- Besoin de lien social, de soutien, de proximité, d'écoute des habitants des quartiers prioritaires à travers un accès aux loisirs gratuits et des structures ouvertes tout l'été ;
- Besoin d'accès à la culture, à la participation des habitants, à l'accès au soins et aux droits ;
- Besoin de prévenir les pratiques numériques dangereuses, de lutter contre les inégalités et les discriminations ;
- Besoins de formations, d'insertion sociale et professionnelle réussie, de création d'emploi et de valorisation des compétences et de l'image des bénéficiaires ;
- Besoin de se créer un réseau, d'obtenir un soutien et un accompagnement individualisé et de lutter contre les problèmes de mobilité.

43 actions, 10 opérateurs ont précisé qu'ils avaient repérés de nouveaux besoins suite à l'action menée (soit 17 actions). Il s'agit par exemple de développer des temps en direction des adolescents et enfants, de proposer plus de sorties familles/sorties culturelles et d'améliorer la connaissance et l'accès à l'offre de soins. Ensuite, le besoin d'intervenir dans les écoles en quartier en veille active et de lutter contre les stéréotypes a été avancé. Enfin, le besoin de favoriser la mobilité, d'obtenir plus d'aides et la mobilité est récurrent chez les opérateurs.

En moyenne, 1 à 5 salariés interviennent sur les actions et des bénévoles, des services civiques et des relais complètent le dispositif humain de réalisation de l'action.

Les principaux partenaires cités impliqués avec les opérateurs pour la réalisation de leurs actions sont :

- Les associations locales (La Fabrique, le centre social et culturel, Fratelli-UDV, la bibliothèque, le café inventé, PromoSoins, APS, Mode83...);
- L'IE2C, les missions locales, Cedis, les chambres consulaires ou Pôle Emploi (pour le pôle développement économique emploi);
- Les communes, DPVa (médiathèque, musée, théâtre, BL...);
- Le Conseil Départemental dont l'UTS et les organismes sociaux (CAF, CPAM...);
- L'éducation nationale au travers des collèges et des écoles situés en quartier prioritaire.

De manière générale, les opérateurs ont communiqué sur leur action de différentes manières, dans l'ordre suivant :

- Sous forme indirecte à travers les partenaires et orale (échanges informels ou formels);
- Sous forme individuelle et collective;
- Sous forme directe auprès des bénéficiaires;
- Le moins souvent restant sous forme écrite.

En 2019, les opérateurs avaient l'obligation de proposer un questionnaire de satisfaction aux bénéficiaires de leurs actions. Sur 43 actions, 40 opérateurs ont répondu. Ainsi, sur un panel de 93% de réponse, 85% des opérateurs jugent les résultats de leur action très satisfaisants, 13% satisfaisants et 2% moyennement satisfaisants.

En termes d'objectifs atteints, les points forts à retenir sont :

- La très bonne fréquentation des permanences situées dans les quartiers prioritaires;
- L'apport de réponses aux besoins identifiés sur les quartiers prioritaires en termes d'accompagnement et de remobilisation sur l'emploi, l'insertion et de développement personnel;
- L'apport de réponses aux besoins identifiés en terme de lutte contre les discriminations et les stéréotypes, de création de lien social et d'entraide;
- Le travail en réseau (avec l'éducation nationale, les associations locales etc.);
- Le changement de comportement des bénéficiaires dans leurs pratiques du numérique, dans leur relation parent/enfant, parent/enseignant et plus globalement le changement des mentalités;
- La découverte de la culture, des spectacles permettant de sortir du quotidien et la mixité intergénérationnelle;

25

En termes de difficultés rencontrées, les points faibles relevés sont :

- Le taux de réussite important des projets (économies réalisées, retour à l'emploi ou la formation, acquisition des notions...);
- L'implication et la mobilisation des habitants ainsi que leur représentation dans les instances du Contrat de Ville.
- Des locaux inadaptés ou mal situés;
- Le problème de la mobilité des habitants en quartier prioritaire;
- La difficulté à déployer des actions sur la commune du Muy, l'absence de public ou de local adapté;
- Le manque d'orientation et des difficultés de communication avec certains partenaires;
- Les difficultés à capter le public QPV et à ce qu'ils soient assidus tout au long de l'action;
- La barrière de la langue;
- La difficulté à mobiliser les habitants, les parents, les adolescents et le public féminin sur certaines actions;
- L'éloignement du public des « codes » des lieux de diffusion culturelle;
- Le manque de places sur certaines actions (alphabétisation notamment);
- Le faible nombre d'écoles concernées par les actions en milieu scolaire;
- Le manque de moyens et de visibilité sur les financements et la baisse de ces derniers.

Les perspectives et objectifs à mettre en œuvre selon les opérateurs, suite aux actions menées en 2019, sont :

- La poursuite, le renforcement et le développement des actions sur 2020 (toucher d'autres niveaux de classe, proposer de nouveaux ateliers, augmenter le nombre de bénéficiaires...);
- Le renforcement de la dynamique de partenariat;
- L'amélioration et la valorisation du rôle du Conseil Citoyen ainsi que la mise en place d'actions d'information, d'accompagnement et de formation des membres;
- La réorientation de certaines actions (APS, Fratelli-UDV, Vivants et associés);
- La recherche de moyens financiers, matériels et humains supplémentaires (intégrer de nouveaux membres/bénévoles par exemple).

Autres crédits Politique de la Ville 2019

D'autres crédits spécifiques Politique de la Ville se sont ajoutés :

- 3 actions financées sur les crédits « Ville Vie Vacances » (subvention Etat 9 700€ - Centre Social et Culturel pour les actions « activités ados 2 semaines » et « activités été ados séjour » et l'UFOLEP pour « animation socio sportive en horaires décalés »). Il s'agit de 2 renouvellements et d'une nouvelle action.

26

Le bilan chiffré de ces 3 actions en « Villes Vie Vacances » (VVV) sur Draguignan sont :

- 3 actions financées sur les crédits « Fonds de participation des habitants » (subvention de 3 000€ de l'Etat versée en 2018 ayant fait l'objet d'un report en 2019 pour le Centre Social « action graffiti et action contes » et la Fabrique « festival de quartier des pieds et des mains » via le financement de l'association Vivants et Associés) ;
 - 4 actions financées par les bailleurs dans le cadre de l'abattement de TFPB : 1 action de l'association les Petits Débrouillards PACA - bailleur social 3F Sud « Cité Débrouillarde aux 3 Côteaux à Draguignan », 1 action de l'association Ludothèque Lei Jougadou - SALEM et Var Habitat « Le jeu dans ma rue », 1 action de l'association Résine jardins « Les jardins de l'ilot de l'hortofo » - SALEM, 1 action de l'association MODE83 au Muy - Var Habitat.
- Le montant total alloué par la SALEM a été de 13 201€, celui de 3F Sud de 6 203,6€ et 7 425€ par le bailleur Var Habitat.

A noter que les publics des actions VVV sont les 17-18 ans

Le bilan chiffré des 4 actions dans le cadre de l'abattement de la Taxe du Foncier sur les propriétés Bâties (TFPB) sur Draguignan sont :

- 841 bénéficiaires ;
- 408 garçons et 433 filles ;
- 607 bénéficiaires de 0-11 ans, 109 de 12-15 ans, 6 de 16-17 ans, 23 de 18-25 ans et 96 de 26-49 ans ;
- 815 bénéficiaires résident aux collettes, 6 en centre ancien de Draguignan, 19 sur Draguignan hors QPV et 1 sur DPVa.

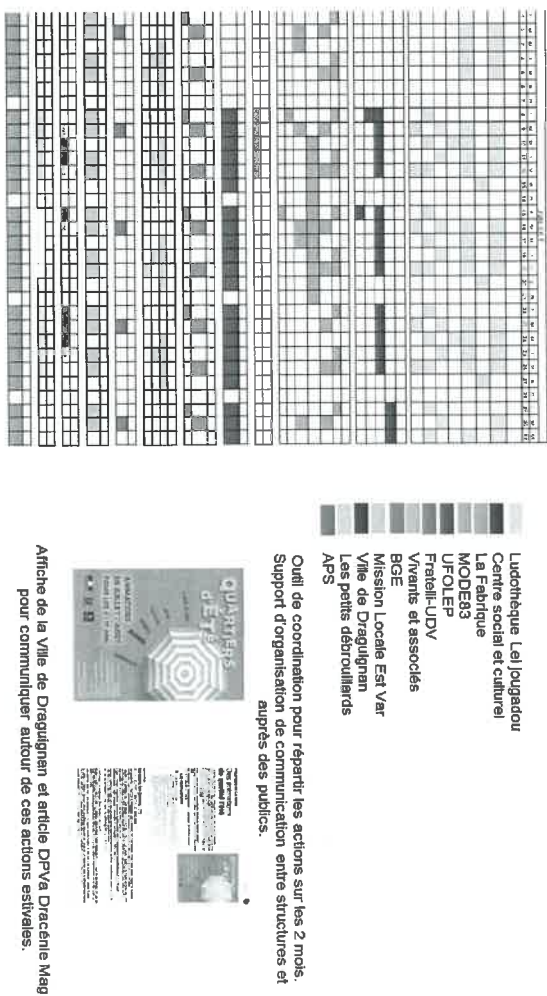
D. Bilan des actions sur la période estivale et des dispositifs spécifiques

Jusqu'à 2015 la commune de Draguignan a relevé que peu de structures étaient ouvertes sur les périodes de vacances scolaires et notamment durant les deux mois d'été, pour le jeune public notamment qui ne partait pas ou peu en vacances. Dans ce cadre, l'appel à projet 2019 a continué à privilégier des actions sur cette période notamment via le programme « Ville Vie Vacances » (VVV) s'adressant prioritairement aux jeunes de 11 à 18 ans.

Une réunion de coordination a été organisée avec les structures et les communes afin d'établir un calendrier permettant de couvrir les deux mois d'été avec un programme d'actions dans les quartiers prioritaires, dans le cadre de leur financement en VVV et/ou Politique de la Ville et intégrant les actions en pied d'immeubles financées dans le cadre des conventions d'abattement de la TFPB via les bailleurs sociaux.

La commune de Draguignan et DPVa ont communiqué dans ce sens par des articles sur leur magazine respectifs, leur site internet, des affiches et des flyers (voir annexe).

Ci-après un exemple du calendrier des actions 2019 sur la période estivale qui a été relayé par des supports de communication via les bailleurs, les communes et DPVa :



Le bilan de ces actions est présenté au paragraphe ci-dessus.

3. Bilan des actions conduites dans le droit commun

A. Actions conduites par les partenaires

a. La Chambre de Commerce de l'Industrie du Var (CCIV) :

En 2019, la CCIV a porté une action financée dans le cadre des crédits spécifiques (appel à projet) qui a pour objectif de développer un environnement favorable à l'entrepreneuriat, via un accompagnement personnalisé et renforcé post-crédit dédié aux entrepreneurs implantés ou issus des QPV, sur 1 année. L'action a été engagée sur le dernier trimestre 2019 (courriers de promotion de l'opération expédiés auprès du public de jeunes créateurs ciblé par le dispositif (au maximum 3 ans d'activité), contacts téléphoniques, communication, et sélection des bénéficiaires) et les accompagnements ont démarré en février 2020.

En complément, des services sont proposés quotidiennement en Dracénie par l'antenne territoriale de Draguignan et le service Espace Entreprendre de la CCIV en qui concerne l'accompagnement des

porteurs de projet, des jeunes entrepreneurs (3 ans d'immatriculation maximum), et plus largement de l'entrepreneur immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés.

parcours méthodologique ci-dessous est modulable en fonction du projet pour lequel la CCIV est initiée : certaines prestations sont gratuites, d'autres payantes.

Entretien préalable : échange sur la détermination à entreprendre. Présentation de notre offre.

Entretien diagnostic des besoins : évaluation du profil entrepreneurial, appréciation de l'état d'avancement du projet et des moyens à mettre en œuvre.

Rendez-vous de la Création : réunion d'information abordant les facteurs clés de succès d'un projet de création, les principales étapes du parcours et la méthodologie d'élaboration d'un business model et d'un business plan.

Business Builder : plateforme web permettant aux porteurs de projet de création de construire leur projet d'entreprise de façon structurée tout en bénéficiant de l'accompagnement expert des CCI adaptés à leur site de leur projet

90 minutes pour choisir ma forme juridique : réunion d'information et conseils pratiques pour choisir sa forme juridique et connaître la fiscalité appliquée au dirigeant et à son entreprise, ainsi que le statut social du dirigeant.

Entretien business model : accompagnement individuel par nos conseillers Entreprise sur la définition et la validation du modèle économique.

Entretien du projet au business plan : accompagnement individuel par nos conseillers Entreprise sur la construction du business plan.

Stage « 5 jours pour Entreprendre » : formation permettant de réaliser l'étude de faisabilité du projet en analysant notamment son marché, sa rentabilité et son montage juridique.

Entretien Spécialisé : accompagnement individuel par nos conseillers Entreprise et partenaires professionnels experts comptables : analyses et études personnalisées sur les aspects spécifiques du dossier.

Rendez-vous de l'Entrepreneur : rencontres thématiques sur des sujets variés qui permettront d'aborder certains aspects du parcours de l'entrepreneur de façon plus concrète et par la suite, de gérer au mieux le quotidien de chef d'entreprise.

90 minutes pour créer ma micro : accompagner dans les choix et les démarches, apporter une aide personnalisée pour le démarrage de l'activité

Notre Centre de Formalités des Entreprises pour l'immatriculation de l'entreprise au RCS.

Le suivi de tout ou partie de ce programme d'actions est fonction des spécificités du projet et en déterminera la durée.

b. Le Conseil Départemental du Var :

Tableau de valorisation quantitatif concernant le Département du Var pour l'année 2019 :

Dossier Prévisionnel

BILAN FINANCIER CONTRAT DE VILLE 2015-2020

Dossier Prévisionnel Version actualisée

VALORISATION DROIT COMMUN EXERCICE 2019

ETAT	DEPARTEMENT DU VAR	PROBATA		
DROIT COMMUN				
THEMATIQUES POLITIQUES DE LA VILLE	Type de Crédits	Montant Dotation Intercommunale communale	Montant valorisé QPV	Justification et référence
COHESION SOCIALE				
SPORTS				
SPORTS	Fonctionnement	4 524 417 €	35 622,00 €	
SPORTS	Investissement	3 579 985 €	27 242,00 €	
JEUNESSE				
JEUNESSE	Fonctionnement	353 843 €	2 517,00 €	
CULTURE				
CULTURE	Fonctionnement	14 487 030 €	123 494,00 €	
CULTURE	Investissement	7 489 934 €	42 258,00 €	
EDUCATION				
EDUCATION	Fonctionnement	54 120 051 €	449 078,00 €	
EDUCATION	Investissement	13 012 956 €	124 025,00 €	
EMPLOI - PREVENTION				
EMPLOI	Fonctionnement	109 822 266 €	595 545,00 €	
EMPLOI	Investissement	2 800 085 €	23 560,00 €	
PREVENTION	Fonctionnement	57 109 000 €	142 051,00 €	
SANTÉ				
SANTÉ	Fonctionnement	10 812 256 €	83 742,00 €	
Pôle et planification territoriale				
ACTION SOCIALE				
ACTION SOCIALE	Fonctionnement	11 370 275 €	122 473,00 €	
ACTION SOCIALE	Investissement	7 838 407 €	43 296,00 €	
Autonomie				
Personnes handicapées	Fonctionnement	115 507 750 €	985 554,00 €	
Personnes handicapées	Investissement	584 500 €	3 023,00 €	
Personnes âgées	Fonctionnement	21 420 165 €	227 070,00 €	
Personnes âgées	Investissement	709 312 €	6 010,00 €	
Autonomie	Fonctionnement	57 595 026 €	477 252,00 €	
RENOUVELLEMENT URBAIN				
HABITAT				
AOL	Fonctionnement	501 000 €	7 551,00 €	
EMERLO ECONOMIE				
CEOS	Provisions	5 125 576 €	42 542,00 €	
Intervention RSE	Fonctionnement	2 299 028 €	19 912,00 €	
Intervention IAE	Fonctionnement	1 898 840 €	13 654,00 €	
TOTAL 2019 VALORISATION DROIT COMMUN			3 559 341 €	

FINANCEMENTS DEPARTEMENTAUX CONCERNANT LES ACTIONS CO-FINANCEES PAR LES CREDITS SPECIFIQUES POLITIQUES DE LA VILLE

Thématique	Type de Crédits	Montant valorisé QPV	
ECONOMIE EMERLO			
Crédits d'investissement	Fonctionnement	35 556,00 €	QPV
Accompagnement individuel	Fonctionnement	14 707,00 €	QPV
COHESION SOCIALE			
Jeunesse active	Fonctionnement	21 249,00 €	QPV
Accompagnement global social / santé	Fonctionnement	11 296,00 €	QPV
Jeunes solidaires	Fonctionnement	1 000,00 €	QPV
Ados éduqués	Fonctionnement	2 851,00 €	QPV
Carrière sociale et culture	Fonctionnement	37 086,00 €	QPV
CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN			
Auto-évaluation accompagnement	Fonctionnement	15 200,00 €	QPV
TOTAL 2019 ACTIONS CO-FINANCEES POLITIQUES DE LA VILLE		240 099 €	



Direction Territoriale Var

pôle emploi

SERVICES DE DROIT COMMUN DE POLE EMPLOI EN 2019

Estimation du budget de droit commun dédié spécifiquement aux demandeurs en Opv

	Opv Draguignan	Opv Le Muy
Prestations	Budget 14 365	Budget 4 710
Mesures	23 360	3 290
Développement Compétences	365 459	17 526
RH	38 139	15 278
TOTAL	442 324	40 804

Prestations

Prestations sous-traitées d'aide à la recherche d'emploi ou à l'orientation professionnelle

Mesures

Développement Compétences

RH

Aides au permis ou à la mobilité en cas de reprise d'emploi ou d'entrée en formation
Entrées en formation sur les dispositifs AFC, AIF, POE ou AFPR
Prestations réalisées en interne ou temps supplémentaires (par rapport à un demandeur d'emploi non résident en Opv) dédiés par les conseillers

B. Actions conduites par Dracénie Provence Verdon agglomération

a. Transports et mobilités durables

Dracénie Provence Verdon agglomération organise le transport public sur son territoire. La desserte est effectuée par des lignes régulières, du transport à la demande et des services scolaires. Dans le cadre du recensement des équipements et actions de droit commun en matière de transport public, le périmètre retenu est celui des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville et les quartiers vécus. On distingue trois secteurs sur le territoire de Dracénie Provence Verdon agglomération :

- Centre ancien, Draguignan
 - Les Collettes, Draguignan
 - Centre ancien, Le Muy.
- Ces secteurs sont desservis par le réseau de transport communautaire.

En synthèse, Dracénie Provence Verdon agglomération a équipé son réseau de transport collectif en mobilier urbain destiné au transport à hauteur de 43 000€ HT. À noter qu'il n'y a pas eu d'évolution du mobilier urbain.

La fréquentation des quartiers prioritaires et des quartiers vécus représente 21,12% de la fréquentation totale du réseau en 2019.

Le coût des services sur ces quartiers est estimé à 654 363€ HT pour 2019 dont 78 957€ de masse salariale.

DPVa propose également une tarification solidaire qui tient compte des conditions de ressources, d'âge et d'invalidité de la population de son territoire.

LE MUY : localisation du quartier prioritaire sur le plan du réseau de transport public :

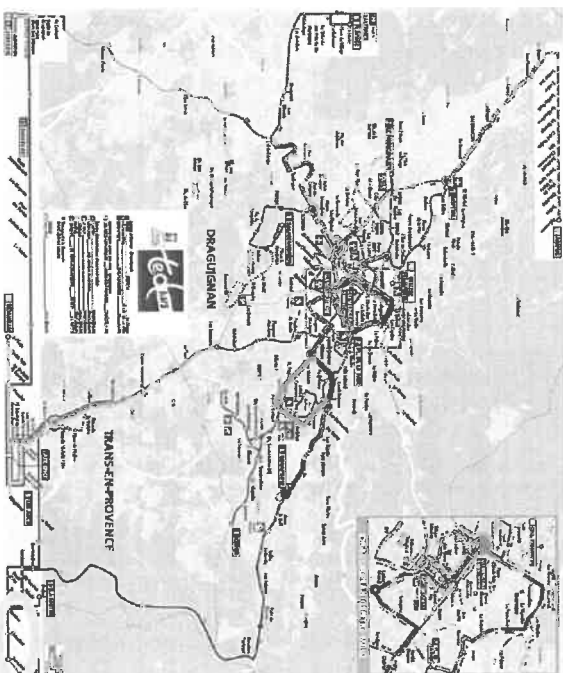
Desserte du quartier prioritaire par le réseau de transport public :
Sont retenus les points d'arrêts situés dans le périmètre des quartiers prioritaires et ceux situés dans les quartiers vécus.

DRAGUIGNAN :

Desserte des quartiers prioritaires par le réseau de transport public :
Sont retenus les points d'arrêts situés dans le périmètre des quartiers prioritaires et ceux situés dans les quartiers vécus ; idem pour les informations concernant la gare routière.

Localisation des quartiers prioritaires sur le plan du réseau de transport public :

- Draguignan Centre-ancien
- Draguignan les Collettes
- Le Muy Centre-ancien



Actions en matière de tarification solidaire :

La gamme tarifaire du réseau des transports en Dracénie (TED BUS) intègre des tarifs solidaires sous conditions de :

- Ressources

- Scolarité
 - Handicap
 - Age
 - Couverture médicale (CMU)
- ont d'un tarif réduit correspondant à 50 % du tarif public constaté à la gratuité.

Nom du titre	Tarifs au 1/09/2014 (en €)
Ticket unitaire	1,3
10 voyages	9
10 voyages « réduit » (sous conditions de scolarité ou exonération de l'impôt sur le revenu ou CMU)	4,5
Pass 30 jours	22
Pass 30 jours « réduit » (sous conditions de scolarité ou exonération de l'impôt sur le revenu ou CMU)	12,5
Pass annuel	200
Pass annuel « réduit » (sous conditions de scolarité ou exonération de l'impôt sur le revenu)	120
Enfant – de 6 ans Invalides civils et militaires + 70 ans (exonération de l'impôt sur le revenu)	Gratuit

b. Affaires Juridiques

La mise en place de clauses sociales dans cette Direction a plusieurs objectifs :

- Mobiliser la commande publique pour lutter contre le chômage,
- Favoriser l'insertion sociale et professionnelle de personnes qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi par des dispositions juridiques existantes
- Répondre à un besoin de main d'œuvre exprimé par les entreprises des secteurs en tension,
- Offrir l'opportunité d'une collaboration et d'un rapprochement entre les entreprises privées et les structures d'insertion par l'activité économique (IAE).

Sur l'année 2019, 6 personnes en insertion ont pu bénéficier des clauses sociales dans le cadre des marchés publics, par des entreprises qui ont réservées un temps de travail minimum à ces personnes en insertion professionnelle, pour la réalisation de travaux ou de services.

Les 6 bénéficiaires résident sur le QPV de Draguignan et ont cumulé un total de 1 256 heures sur marché.

La valorisation financière, incluse dans la maquette financière, représente un total de 18 186 €.

c. Culture

Le musée des Arts et Traditions Populaires, implanté en quartier prioritaire du centre-ancien de Draguignan, a mené diverses actions en 2019 :

- Des actions en direction de l'intergénérationnel :
« Des créations à 4 mains », action qui a débuté en 2018 et qui s'est terminée en 2019 avec l'intervention d'une céramiste locale avec la mise en commun d'un public de la petite enfance (enfants de moins de 3 ans) et les résidents des EHPAD de Draguignan : la crèche du petit prince, la crèche des vigneron, le RAM (Réseau d'Assistantes Maternelles) et la crèche eau des collines, l'EHPAD du Malmont, l'Ilôt de l'horloge et le Centre Social et Culturel. Une rencontre intergénérationnelle pour créer en commun des poésies en argile. Le bilan a été positif avec de très jeunes enfants captivés et des personnes âgées plus dynamiques. Il s'agit de favoriser le lien social et les échanges entre ces publics (coût 750 euros).

- Des actions en direction d'un public défavorisé :

Mise en place d'ateliers enfants et de médiations jeunesse les mercredis durant le temps scolaires avec la Fabrique de Draguignan, autour de l'Archéologie et de l'Archéo-tissage avec l'intervention de Paul Ballet, l'Archéologue-Anthropologue du Musée. Puis 3 médiations autour de la vie de la ruche suivie d'une dégustation de miels ou de la découverte du patrimoine ancien pendant les vacances scolaires. Mise en place également d'un « atelier famille » pour la population du centre ancien avec l'intervention d'une céramiste locale (coût 270 euros).

- Des actions en direction des Associations locales pour la jeunesse :

Mise en place de visites gratuites plus ciblées (en rapport avec les activités de l'association) comme l'association Lei Magnot : médiations sur la vie autrefois et les métiers d'antan (coût 240 euros).

- Des actions en direction de la petite enfance et des centres aérés (enfants de 3 à 12 ans) :

Mise en place de visites gratuites et guidées du musée pour les crèches, les centres aérés et le service jeunesse de la ville sous forme de jeu de piste dans le musée et de quiz, des séances plus ludiques et didactiques (coût 1200 euros).

- Des actions en direction des seniors :

Mise en place de visites découverte du Musée et dégustations de produits locaux pour les résidents de l'Ilôt de l'horloge. Partenariat amplifié avec le CCAS de Draguignan avec la participation à la Semaine Bleue en octobre 2019. Mise en place d'ateliers jeux (avec La Ludothèque), d'ateliers d'initiation à la Généalogie sur deux matinées, et la dégustation de « Roustides », avec l'Association Histoire et Patrimoine de Figanères (coût 600 euros).

- Des actions envers un public de demandeurs d'emploi :

Mise en place de visites guidées en anglais pour les demandeurs d'emploi inscrits en formation à MODE 83 à plusieurs reprises sur l'année. Mise en place également d'ateliers d'archéologie pour permettre aux stagiaires d'apprendre à organiser des médiations culturelles (coût 120 euros).

- Des actions culturelles à destination d'un public qui se paupérise :

Le musée est, depuis plusieurs années, acteurs du quartier et participe à la fête du centre ancien ; cette action est importante pour revaloriser le centre ancien (mise en fonction du four à pain situé dans les jardins du musée, nombreux ateliers gratuits avec des artisans...). Ces ateliers permettent de sensibiliser un public potentiel situé dans le centre ancien, très peu habitué à fréquenter les lieux culturels.

Artothèque

L'Artothèque d'Agglomération œuvre depuis sa création à la vulgarisation de l'art contemporain. C'est ainsi que depuis plusieurs années, des expositions hors les murs sont réalisées dans les établissements scolaires.

La médiathèque étant voisine de la salle où se tenait le Forum, l'équipe a mis à disposition une sélection de documents sur la thématique de la parentalité, et accueilli les personnes venues au Forum, afin de les aider sur les services et animations proposés par le Réseau de Lecture publique.

Itinéraire avec l'association APS

Visites régulières des éducateurs de rue à la médiathèque éducateurs poursuivent leurs visites hebdomadaires à la médiathèque, afin de vérifier que tout se passe bien, et intervenir en cas de tensions, ce qui leur permet également de rencontrer certains jeunes qui suivent par ailleurs. Cela permet également de maintenir un lien entre nos services et monter aux lieux, et en particulier aux jeunes, que nous travaillons de concert.

La nous permet enfin d'imaginer et mettre en place des projets communs.

Projet « Accompagner les jeunes et leurs familles aux pratiques culturelles »

et afin de proposer des pratiques culturelles plus variées.

is le cadre de ce projet, en 2019 et 1er trimestre 2020, ont pu être organisés :

- aux visites du théâtre et une visite du Pôle culturel Chabran, ce qui a donné aux jeunes participants l'occasion de rencontrer et d'échanger avec des professionnels du spectacle et de la culture,

- des sorties au Théâtre de l'Esplanade de Draguignan pour aller voir des spectacles,

- plusieurs ateliers théâtre, ainsi que des ateliers d'écriture.

Une vingtaine de jeunes ont participé aux différentes activités proposées dans le cadre de ce projet cette année. La demande s'étant accrue au fil des mois, il est prévu de le renouveler et le poursuivre l'an prochain.

Bilan de cette action :

Comme nous nous en doutions, le projet ne s'est pas tout à fait déroulé comme nous l'avions prévu. Nous avons dû nous adapter à différents paramètres auxquels nous n'avons pas pensé au départ, allant d'un certain manque d'intérêt et de quelques préjugés au départ de la part des jeunes filles du groupe vis-à-vis du théâtre en général, d'abord par méconnaissance, aux difficultés pour certains parents d'accepter de laisser sortir leur fille un soir de semaine. Cela nous a amené à composer et orienter nos choix pour les spectacles, à la fois en fonction des goûts et des envies des jeunes, de nos objectifs par rapport au projet mais aussi du moment où les spectacles étaient programmés.

Malgré tout, l'ensemble du projet a pu être mené et a emporté de plus en plus l'adhésion et l'enthousiasme des jeunes filles du groupe, jusqu'à la crise sanitaire et la période du confinement qui a sonné l'arrêt de toute activité.

L'une des thématiques de la programmation culturelle du Réseau de lecture publique de la Dracénie pour cette année était celle de la lutte contre le racisme et les discriminations, à travers le projet d'Education Artistique et Culturelle (EAC). Tes différences, moi et les autres, qui proposait diverses actions tout au long de l'année, à destination de tous les publics, mais aussi en direction des scolaires. Aussi, ce fut également la thématique que nous avons choisi de travailler en toile de fond avec les jeunes à travers ce projet.

1. Déroulé des actions avec Théâtres en Dracénie

18/09/19 : Claire Okach, chargée des relations publiques de Théâtres en Dracénie, est venue à la médiathèque du Muy faire une présentation d'une sélection des spectacles de la saison 19-20, sur lesquels nous nous sommes mis d'accord au cours de l'été : une dizaine de spectacles a été retenu pour la présentation.

Les jeunes participantes ont pu échanger avec Claire sur les spectacles pendant environ 2h, et ont manifesté un certain intérêt surtout pour les spectacles musicaux et de danse.

Nous avons donc sélectionné 4 spectacles de la saison 19-20, en tenant compte des préférences des participantes, mais aussi en fonction des objectifs que nous nous sommes fixés pour le projet.

26/10/19 : Atelier théâtre proposé par Théâtres en Dracénie autour de la pièce Bérénice et moi, de la Cie Attention fragile, sur la thématique "Oser, avoir le courage", animé par Laurent Vignaux.

12 jeunes ont participé à cet atelier de 2h, quelques uns ne faisaient pas partie du groupe habituel de jeunes filles, car ont manifesté leur envie d'y participer au moment où l'atelier a commencé au sein de la médiathèque et toutes les jeunes filles du groupe n'étaient pas présentes. L'atelier s'est terminé par un goûter, durant lequel les jeunes ont pu échanger assez longuement avec Laurent Vignaux autour de la thématique, mais aussi sur les métiers du spectacle. Un moment très enrichissant pour tout le monde.

13/11/19 : Visite guidée du Théâtre de l'Esplanade de Draguignan 6 jeunes filles, parmi les plus jeunes du groupe (les plus âgées ayant déjà fait une visite avec nous au mois de janvier 2019) ont pu découvrir avec Claire Okach toutes les parties cachées du théâtre, et discuter longuement avec Christophe Cheldi, le directeur technique, qui leur a expliqué comment se passait l'organisation des spectacles, depuis leur sélection pour la saison suivante, conditionnée entre autres par les caractéristiques de la salle, jusqu'à la représentation.

L'équipe de techniciens était en train d'installer le décor du spectacle d'Abd Al Malik prévu 2 jours plus tard, dont nous avons également parlé à cette occasion.

Les jeunes ont également rencontré Marie Geus-François, collaboratrice de direction, qui leur a expliqué divers aspects des métiers du spectacle, notamment à travers son parcours personnel et ses activités actuelles.

Les jeunes filles ont monté beaucoup d'intérêt à tout ce qu'elles ont découvert lors de cette visite, notamment par leurs nombreuses questions.

15/11/19 : Spectacle Le jeune noir à l'épée, d'Abd Al Malik

Ce spectacle fait suite à l'exposition Le modèle noir de Géraldine à Matisse, présentée du 26 mars au 21 juillet 2019 au musée du Quai d'Orsay à Paris, sur la thématique de la représentation de l'homme noir dans l'art. Abd Al Malik y aborde à travers ses textes les thèmes du racisme et des discriminations.

Nous avons prévu d'y emmener les lycéennes du groupe. Celles-ci ne s'étant pas mobilisées pour cette action, nous y avons emmené 3 des plus jeunes filles du groupe, âgées de 11 à 14 ans, qui faisaient également partie du groupe ayant visité le théâtre quelques jours plus tôt. Cette action a été l'occasion de discuter avec elles des problématiques liées au racisme et aux discriminations, mais aussi, pour les jeunes participantes, de découvrir un artiste majeur de la scène française, qu'elles ne connaissaient pas du tout. A la suite de cette soirée, elles ont emprunté à tour de rôle à la médiathèque le livre Le jeune noir à l'épée, publié aux éditions, reprenant les textes des spectacles et les photos des œuvres présentées dans l'exposition, et accompagné du CD.

12/02/20 : Spectacle Luce, par la Compagnie Manzibill

Ce spectacle se déroulait à l'Auditorium de la Dracénie, et ce fut donc l'occasion de faire une visite rapide de l'ensemble du Pôle culturel Chabran : Médiathèque d'agglomération, Artothèque (où les jeunes ont pu rencontrer et échanger avec l'artiste exposant ses œuvres à ce moment-là), Conservatoire et Archives départementales.

Le spectacle, qui mettait en scène des comédiens, mais aussi des marionnettes, abordait la thématique du handicap, autour d'une relation mère-fille complexe.

Les jeunes filles du groupe n'ont d'abord pas aimé la pièce. Mais elles ont pu ensuite poser des questions aux artistes, puisque le théâtre avait prévu un "bord de scène" à la fin du spectacle. Plusieurs des points qu'elles n'avaient pas compris ont pu ainsi leur être expliqués lors de cet échange, ce qui leur a permis de mieux apprécier la pièce finalement.

Les questions ont également abordé le métier de comédien et de marionnettiste, ainsi que les aspects techniques du spectacle (décors, lumière, son). Nous avons senti que leur visite au théâtre quelques mois plus tôt avait sans doute permis de faire émerger des questions pertinentes.

Il était prévu d'aller à deux autres spectacles du théâtre, Everyness, un spectacle de danse, et Au-delà de la forêt, le monde, une pièce de théâtre sur la thématique de la crise des réfugiés en Europe, à travers le regard d'un enfant, mais l'annonce de l'état d'urgence sanitaire en raison de l'épidémie de COVID-19 et le confinement qui a suivi à partir du 17/03/20 ont arrêté net le projet pour cette année.

2. Déroulé des actions avec la Médiathèque Intercommunale du Mury :

1/19 : Repas de fin d'année et projection du film : Les grands esprits, d'Olivier Ayache-Vidal. Un très convivial, organisé par les éducateurs d'APS et les jeunes participantes, qui ont elles-mêmes pris le film à projeter, après avoir consulté les bibliothécaires. Le film a été très apprécié par l'ensemble du groupe.

2/20 : Réunion de présentation de la double action de la Cie Peanuts, prévue au mois de février

et 1er/02 2020 : Spectacle Le Chameau, le lion, le léopard, le corbeau et le chacal de Bidpai, lu et par deux comédiens de la Cie Peanuts.

3/20 : Spectacle tous publics, organisé dans la salle polyvalente l'Amicale muyoise, le vendredi 31/01 en fin de journée. Une séance scolaire a également eu lieu dans l'après-midi avec une classe de 3^e du collège La Mura. Certains jeunes sont revenus à la deuxième représentation tous publics avec leur famille.

4/20 : d'un atelier d'écriture et d'un atelier théâtre, le samedi 1er/02, matin et après-midi.

5/20 : spectacle abordait la thématique du bouc émissaire, à travers la lecture théâtralisée d'une fable, jouée en scène des animaux, et qui a inspiré en son temps Jean de la Fontaine pour sa fable. Les animaux malades de la peste. A la suite du spectacle, le public a pu échanger avec les deux comédiens sur l'histoire qui venait de lui être racontée, mais aussi sur les choix de la mise en scène.

6/20 : Les deux ateliers du samedi, d'écriture et de théâtre, ont permis aux jeunes de réfléchir sur cette thématique du bouc émissaire et ont donné lieu le matin, à des textes et des témoignages personnels et l'après-midi, à des saynettes visant l'expression personnelle et l'improvisation, encadrées par les deux intervenants de la Cie Peanuts.

Cette action a été un succès, aussi bien le spectacle, qui a réuni 46 personnes (adulte, ado et enfants), que les ateliers du samedi qui ont réuni l'ensemble des 17 jeunes filles du groupe, ainsi que 3 garçons qui ont demandé à y participer, et où tous les participants se sont beaucoup impliqués et amusés, malgré certaines réserves timides initiales.

14 et 15/02/2020 : Spectacle Les aventures d'Huckleberry Finn, de Mark Twain, lu et joué par la Cie Peanuts Spectacle tous publics à partir de 11 ans, organisé dans la salle polyvalente l'Amicale muyoise, le vendredi en fin de journée.

Suivi d'un atelier d'écriture et d'un atelier théâtre, le samedi matin et après-midi.

Ici la thématique était le racisme et les discriminations, en prenant appui sur la lecture théâtralisée du texte de Mark Twain, qui raconte l'histoire de l'évasion d'un esclave, Jim, aidé par Huckleberry Finn, jeune garçon marginal, dans le sud de l'Amérique d'avant la guerre de Sécession, et l'abolition de l'esclavage. Là aussi, un temps d'échange a été ménagé avec les deux comédiens, sur l'histoire d'Huckleberry Finn, ainsi que sur les choix de mise en scène et les caractéristiques de la lecture théâtralisée.

Comme pour l'action précédente, menée par les deux comédiens de la Cie Peanuts, les deux ateliers du samedi 15/02 ont permis aux jeunes de réfléchir et s'exprimer sur la thématique du racisme et des discriminations, à travers l'écriture de textes personnels, le matin, puis des saynettes et des mises en situation par le biais des techniques du théâtre, l'après-midi.

Succès également pour l'ensemble de cette action. Le spectacle a réuni moins de spectateurs que pour le premier spectacle de la Cie Peanuts, puisqu'il ne s'adressait pas à un public d'enfants : nous avons compté 35 personnes dont presque tout le groupe de jeunes filles et quelques autres, ainsi que des adultes. Les ateliers du samedi ont également attiré d'autres jeunes, en dehors du groupe de jeunes filles : 22 jeunes ont participé en tout.

Ces deux actions nous ont montré l'intérêt d'avoir plusieurs fois les mêmes intervenants, car cela permet de tisser des liens avec les participants, à travers une activité à la fois intéressante et ludique, ce qui leur donne envie de revenir. Les comédiens de la Cie Peanuts sont des professionnels ayant l'habitude de mener ce type d'actions par le biais du théâtre, notamment avec des jeunes des quartiers prioritaires. Ils interviennent également dans des établissements scolaires de Marseille et d'autres villes des Bouches du Rhône.

Bien que ce projet ait dû s'interrompre à la mi-mars du fait du confinement en raison de l'épidémie de COVID-19 cette année, il a donné lieu tout au long des mois précédents à des expériences nouvelles et de belles découvertes pour les jeunes du quartier prioritaire du Mury. Nous avons pu constater que pour plusieurs des jeunes participantes, était né un réel intérêt pour le spectacle vivant, et notamment pour les différents métiers qui le font vivre. C'est pourquoi nous allons le poursuivre l'an prochain, avec tous les jeunes du quartier prioritaire qui souhaitent y participer, car nous avons pu constater que d'autres jeunes étaient intéressés par cette action.

d. Animation Economique et Touristique

La direction subventionne et mène des actions avec des associations porteurs de projets pour les publics en quartiers prioritaires (QPV) :

- ADIE (4 personnes en QPV sur 37 porteurs soit 11%) ;
- Les missions locales (44 jeunes QPV ML Est Var sur un total de 175 soit 25%, et pour ML Dracénie Coeur du Var 345 jeunes QPV sur un total de 2 235 jeunes soit 15.4%) ;
- Var initiative (1 personne en QPV sur 23 porteurs soit 4.3%) ;
- Couveuse (1 personne en QPV sur 16 porteurs soit 6%) ;
- BGE (10 personnes en QPV sur 48 porteurs soit 21%).

e. Habitat Cohésion Sociale Emploi

Outre le service Politique de la Ville, le service Habitat subventionne des parcs privés et publics.

En 2019, DPVa a notifié le MAPA « Politique de peuplement » qui inclut un volet spécifique sur les attributions de LLS dans les quartiers prioritaires pour un montant de 65 797,71€ TTC.

D'autre part, dans le cadre du parc public, la construction de 20 LLS en résidence étudiante au 63 rue de Trans a bénéficié de la part de DPVa d'un financement direct à hauteur de 84 000€. En ce qui concerne Le Mury, la construction de 9 LLS rues Carnot et RN7 a bénéficié de la part de DPVa d'un financement direct à hauteur de 213 850€.

Dans le cadre du parc privé pour les particuliers, 24 dossiers ont fait l'objet d'une subvention de DPVa sur le centre ville de Draguignan pour 178 dossiers déposés au total sur l'année 2019. 10 dossiers propriétaires bailleurs pour 435 024,10€ de travaux, 145 169€ de subvention Anah et 102 201€ de subvention DPVa. 14 dossiers propriétaires occupants pour 138 297,02€ de travaux, 72 426€ de subvention Anah et 6 200€ de subvention DPVa.

f. Sports

Comme pour la culture, la Direction des sports répond à l'enjeu du Contrat de ville « Assurer un accès au sport et à la culture égal pour l'ensemble des habitants et valoriser les outils et lieux sportifs et culturels comme espace d'apprentissage, de rencontre et de mixité sociale » sur l'objectif 5/ Valoriser les outils et lieux sportifs, culturels et artistiques comme espace d'apprentissage, de rencontre et de mixité sociale, d'accès à l'emploi dans l'objectif national « apprendre à nager » via des cours de natation dans les écoles en QPV à la piscine J Boiteux :

- 271 séances de natation sur 6 établissements scolaires QPV Draguignan (35 classes) pour un montant de 12 147€ ;
- 37 séances de natation sur 2 établissements scolaires Quartier en veille Le Mury (4 classes) pour un montant de 2 350€.

Dans le cadre de la Politique de la Ville, la Direction des Sports et la Direction Habitat Cohésion sociale ont proposé de conduire une action en direction des habitants résidant en quartiers prioritaires Politique de la Ville via des ateliers d'apprentissage de la natation pour un montant total de 2418€ :

Qualités de l'atelier :

- Favoriser l'apprentissage de la natation et inciter à la pratique des activités aquatiques et nautiques, au bénéfice des publics des quartiers prioritaires de DPVa,
- Participer à la lutte contre les inégalités d'accès à la pratique sportive et éducatives,
- Mettre en place d'une action dans le cadre du contrat de ville sur le pilier cohésion sociale en lien avec les structures de proximité,
- Faciliter l'accès aux équipements et aux différentes pratiques répondant à l'objectif national cible : Jeunes âgés de 6 à 12 ans, filles/garçons, hors club et hors licence
- - vacances de février et de printemps 2019, sur inscription.

organisation et la communication ont été lancées de novembre 2018 à janvier 2019 afin de mener à bien cette action de droit commun en QPV.

Du 1^{er} au 31^{er} décembre 2017, 45 bénéficiaires au total sur les 2 périodes de vacances, avec respectivement 19 bénéficiaires en février et 26 bénéficiaires en avril.

g. Point d'Accès au Droit (PAD)

Le PAD de Dracéne Provence Verdon agglomération, repris par la Direction Habitat Cohésion Sociale et Emploi depuis novembre 2019, est un service judiciaire de proximité, qui a pour but de faciliter l'accès au droit de tous les citoyens, en mettant à disposition :

- un service d'accueil gratuit et confidentiel ;
- une aide pour l'orientation et l'information par une coordinatrice ;
- un accès à des associations spécialisées et à des professionnels du droit ;
- un accès à des modes alternatifs de résolution des conflits, telles que la conciliation et la médiation.

Le rapport d'activité 2019 est présenté lors du comité de pilotage en septembre 2020 aux partenaires. Des permanences sont tenues par des experts comme les avocats, les huissiers de justice, les notaires, le centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDEF), les conciliateurs, le Défenseur des Droits, ainsi que par des associations : d'aide aux victimes d'infringences du Var (AAVIV), Résonances. Et autour de la médiation ou le médecin coordinateur expert auprès des tribunaux.

Au cours de l'année, 3 142 contacts (téléphoniques et physiques) sur le PAD ont été recensés, dont 54% de femmes, sachant que la tranche d'âge la plus représentée est 41-60 ans et la catégorie socio-professionnelle est celle des salariés à 32%.

1027 usagers ont été conseillés et orientés par les professionnels lors des consultations et permanences avec une majorité via les avocats (36%), puis les conciliateurs de justice (24%).

Les 3 thématiques les plus abordées sont la famille (21%), le logement (12%).

Des publics de tout le territoire ont bénéficié des services du PAD en 2019. Pour l'heure, aucune comptabilisation précise n'est en place pour quantifier les usagers provenant des quartiers prioritaires.

Les usagers issus des communes de Draguignan et du Muy représentent à eux seuls 47% des publics accueillis.

Une cotisation est versée au CDAD et des subventions en matière de droit commun versé pour le CIDFF et l'AAVIV.

4. Programme de réussite éducative

Le programme de réussite éducative est un dispositif local et localisé ayant pour but la prise en charge individualisée à partir de 2 ans d'enfants en fragilité, répétés la plupart du temps en milieu scolaire sur la base de critères multiples. Le dispositif repose sur l'idée d'une approche globale des difficultés rencontrées par les enfants ainsi qu'une double volonté de placer la famille au centre de l'action et amener les différents acteurs du champ éducatif à coopérer.

Sur Draguignan, le bilan de la mise en oeuvre du PRE est globalement positif avec une implantation territoriale de mieux en mieux identifiée. Il s'agit aujourd'hui de renforcer certaines actions, d'en développer d'autres et d'affiner les prises en charge au regard des missions du Programme de Réussite Educative. En effet, la proportion des prises en charge QPV reste encore trop faible à ce jour (59%) notamment avec une faible demande du quartier des Collettes (2%).

5. Conseils citoyens

Selon l'article 1 de la loi n°2014-173 du 21 février 2014, la Politique de la Ville (...) s'inscrit dans une démarche de co-construction avec les habitants, les associations et les acteurs économiques. Pour se faire, selon l'article 7 de cette même loi, un conseil citoyen est mis en place dans chaque quartier prioritaire de la Politique de la Ville sur la base d'un diagnostic des pratiques et des initiatives participatives.

Les conseils citoyens sont associés à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation du Contrat Ville de DPvA. Ils favorisent l'expression des habitants aux côtés des acteurs institutionnels et participent à toutes les étapes de construction de la politique de la ville. Ils doivent être un tremplin pour l'initiative citoyenne.

Dans ses rôles et missions, le conseil citoyen :

- Favoriser l'expression des habitants et usagers aux côtés des acteurs institutionnels : il sera fait appel à des méthodes actives dans un cadre rassurant et convivial (porteurs de paroles, forum ouvert ...) ;
- Participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation du Contrat de Ville : des représentants des conseils citoyens participeront aux instances de pilotage du Contrat de Ville ;
- Stimuler et appuyer les initiatives citoyennes : élaboration et conduite, à leur initiative, des projets s'inscrivant dans le cadre des objectifs fixés par le contrat de Ville. Ces projets devront s'inscrire en cohérence et dans la complémentarité avec l'existant, se construire en partenariat avec les acteurs du territoire ;
- Communiquer aux différents acteurs du Contrat de Ville leurs travaux, leurs propositions et le bilan de la mise en œuvre des projets initiés.

La circulaire du 2 février 2017 relative aux conseils citoyens précise les modalités de fonctionnement.

Organisation des conseils citoyens sur le Contrat de Ville :

Le portrait de Ville prévoit 3 conseils citoyens : un par quartier prioritaire. Ils sont composés des habitants et d'acteurs associatifs et économiques locaux.

Le Draguignan : 2 conseils citoyens, 1 en centre ancien + 1 aux Collettes

En 2019, le portage se fait par le centre social et culturel pour le conseil citoyen des collettes, puis celui du centre ancien par l'association l'espace de vie sociale La Fabrique, situé en centre ancien.

Le conseil citoyen du centre ancien est composé de deux collèges. Un collège habitants composé de 19 membres, 9 titulaires (dont trois ont démissionné en 2019, un en 2018), quatre nouveaux élus en 2019 et 10 suppléants (dont 3 ont démissionné en 2018). Un collège d'acteurs locaux composé de 7 membres dont 3 ont démissionné en 2018, un nouvel arrivant en 2019 et 5 membres élus en 2018.

Le conseil citoyen des Collettes est composé de 5 membres habitants et 4 membres acteurs (ASPTT, AFOC83, APS, Clarisse Environnement).

Certains membres du conseil citoyen de Draguignan sont aussi membres des conseils de quartier de la ville, et il est important de distinguer le rôle et objectif de chaque conseil, dans le respect de la loi et du cadre de référence.

Ville du Muy : 1 conseil citoyen en centre ancien

Date de constitution : Arrêté préfectoral du 23 octobre 2015.

Le Muy : portage par un adulte relais et attribution d'un local courant 2017, par la commune.

Sur 2019, les conseils citoyens ont participé aux instances du Contrat de Ville (comité de lecture, comités technique, comités de pilotage), aux « diagnostics en marchant » avec la DDTM, la Ville de Draguignan et les bailleurs sociaux dans le cadre du dispositif TFPB (le 16/09 pour les Collettes et le 18/09 pour le centre ancien)

Bilan du Conseil citoyen des collettes de Draguignan

11 rencontres sur 2019 et 9 bénéficiaires

Points forts en termes d'objectifs atteints 2019 :

- Les membres du conseil citoyen sont régulièrement représentés dans les instances du Contrat de Ville ;
- Bonne compréhension du Contrat de Ville et du rôle du CC ;
- Ambiance sereine et constructive ;
- Organisation de deux actions FFPH ;
- Présence du CC lors de la fête de quartier afin de communiquer sur le CC.

Points faibles en termes des difficultés rencontrées :

- La mobilisation des habitants reste difficile ;
- Difficulté à être un acteur à part entière du contrat de ville : accès aux documents, calendrier des réunions en amont afin de préparer les interventions des représentants du CC et que ces derniers portent une parole collective, horaires des réunions ne favorisant pas l'implication de tous ;
- Manque de moyens financiers et logistiques.

Bilan du Conseil citoyen du centre ancien de Draguignan :

15 réunions sur 2019 dont deux spécifiquement sur la communication.

Points forts en termes d'objectifs atteints :

- Clarification du rôle et du sens donné par les textes ;
- Amélioration de la visibilité, de la communication, l'anticipation et meilleure visibilité du calendrier de la Politique de la Ville. Aussi, le conseil citoyen prend mieux sa place en tant qu'acteur de la Politique de la Ville. Ses membres ont été conviés à l'ensemble des réunions et groupes de travail (AAP, actions estivales, groupes de travail cohésion sociale et développement économique, diagnostic en marchant, Copil TFPB...) ; Pour la 1^{ère} fois, les membres du CC ont examiné et pu émettre un avis sur les projets présentés dans le cadre de l'appel à projets 2019. Le CC a été consulté et fait remonter ce qu'il a pu constater au quotidien dans le quartier (AAP, avenant au Contrat de Ville). Par ailleurs il a été invité et questionné lors de l'évaluation à mi-parcours ainsi qu'à l'occasion de l'enquête sur la mobilité menée par le groupe Transdev ;
- Malgré une difficulté à mobiliser pour le conseil citoyen et des difficultés de fonctionnement soulevées l'année dernière, stabilisation et renforcement du conseil citoyen qui prend pleinement son rôle et sa place. 4 nouveaux habitants ont souhaité rejoindre le CC et 1 nouvel acteur local. Implication active des membres du CC ;
- Mise en place et programmation d'actions visant à favoriser l'expression citoyenne (en partenariat avec la Fabrique) : tenue d'un théâtre forum le 24 juin, un porteur de parole a été un véritable vivier de paroles exprimées et partagées, elles ont été un support conséquent pour les remontées qui ont été faites dans le cadre du Contrat de Ville ;
- Mise en place d'un calendrier de travail : mise en perspective du travail sur l'année et meilleure organisation des séances de travail ;
- Travail engagé autour de la communication qui a permis de faire connaître le CC et de mobiliser de nouveaux habitants : création d'un tract informatif afin de participer à la mobilisation des habitants, participation à la journée des associations, goûter proposé durant la semaine bleue, groupe de travail communication ;
- Proposition faite aux membres du conseil citoyen de se former (l'écrit et Valeurs de la République).

Points faibles en termes des difficultés rencontrées :

- Difficulté à mobiliser de nouveaux membres ;
- Charge de travail importante pour les membres du conseil citoyen qui sont peu nombreux ;
- Calendrier de la Politique de la Ville très dense, leurs membres sont très sollicités donc difficultés à organiser des manifestations en dehors ;
- Définir ce que pourrait être le rôle du CC en dehors de sa participation au Contrat de Ville ;
- Difficultés de compréhension du rôle du CC. Décalage entre les préoccupations quotidiennes des citoyens à court terme et la construction de la politique publique qui s'inscrit plutôt à moyen ou à long terme. Difficulté de compréhension également de son rôle dans le fonds de participation des habitants ce qui a été source de conflit ;
- Calendrier plus stable mais auquel il est parfois encore difficile de s'adapter dans des délais très courts.

Bilan du Conseil citoyen du centre-ville du Muy 2019 :

- Présentation de la chaîne d'instruction de la programmation annuelle - Janvier 2019
- Conception support mobilité accessible aux habitants QPV - 14 Mars 2019

> Conception et impression d'un nouveau flyer de présentation du conseil citoyen – Mars 2019 > Préparation de l'action « Gôûter citoyen » conjointement avec la ludothèque / médiathèque/APS – Avril 2019 > Conception des affiches et des flyers pour l'action « goûter citoyen » - Mai 2019 > Participation à la journée goûter citoyen (stand) - Juin 2019 > Echanges sur le comité de pilotage du 07 novembre 2019 - Novembre 2019	
Les – de l'année écoulée les besoins et une volonté de coconstruire	Les + de l'année écoulée Des avancées avec les institutions et le quartier
- Un lieu d'un local dédié - Le conseil citoyen n'a plus d'association - Porteur pour la rédaction d'un dossier pour un appel à projets, l'élaboration d'une contre-proposition, la gestion d'un budget ou encore la maîtrise de la communication - Le manque de clarté quant au rôle du conseil citoyen - Manque de visibilité et d'attractivité	- Des échanges enrichissants avec les élus et les institutions - Sentiment d'une volonté commune entre la ville, habitants, associations pour travailler ensemble - Enthousiasme et volonté de changer les choses - Association du conseil citoyen à l'évaluation de mi-parcours du contrat de ville
Besoin d'assistance technique, de formations pour la compréhension du langage technique utilisé	Prise en compte de l'avis du conseil citoyen lors du dépôt des demandes de subvention des porteurs de projets
Besoin de recruter de nouveaux conseillers / renouveler les conseillers citoyens démissionnaires ou absents	Implication du conseil citoyen dans les réunions d'évaluation du contrat de ville
Difficulté de mobiliser les habitants mais aussi les associations	Participation aux instances d'attribution des demandes de subventions de l'appel à projets
Pas de moyens budgétaires et logistiques pour exercer en toute indépendance leurs missions	Mise au point régulière avec les acteurs Politique de la Ville / délégué du préfet

6. Politique de la Ville et sécurité et prévention de la délinquance

A. Prévention spécialisée

Dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité Prévention de la Délinquance comme du Contrat de Ville, il a été mis en place une action de prévention spécialisée sur Draguignan et Le Muy comprenant les territoires QPV.

Sur 2019 : poursuite du dispositif sur le Muy et Draguignan avec l'association de Prévention Spécialisée (APS) (QPV, quartiers en veille, abords établissements scolaires) via :

- une convention et participation financière entre DPVa et APS pour action de prévention (3 éducateurs, 1 adulte relais médiateur)
- une convention et participation financière entre DPVa et APS pour action de prévention (3 éducateurs).

DPVa ayant financée les 2 actions à hauteur de 34 000€ pour Draguignan et 34 000€ pour le Muy.

B. Actions de formations des professionnels dans le cadre du CISP

Depuis 2016, l'agglomération poursuit la communication et l'organisation de formations au « **phénomène de radicalisation** » (prise en charge par le Pôle Sécurité et Prévention de la Délinquance de la Préfecture) :

1 session a eu lieu les 9 et 10 décembre 2019, avec une vingtaine de participants sur la Dracénie (force de l'ordre, éducation nationale, agents DPVa, Service Pénitentier de Probation et d'insertion).

En lien avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, des formations « **Valeurs de la République et Laïcité** » ont été organisées sur Draguignan pour les professionnels. Les intervenants sont des formateurs habilités par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET).

4 sessions de 2 jours ont été organisées sur 2019 pour des agents du Département, de DPVa ou des communes, des missions locales, des associations et partenaires du territoire, services jeunesse, adultes relais, conseils citoyens... représentant environ 60 professionnels.

Dans le cadre de son CISP, Dracénie Provence Verdon agglomération conduit des actions depuis 2011 en faveur de la **lutte contre les violences conjugales**, notamment en matière d'animation et formation du réseau de professionnels et de mise en œuvre d'un dispositif d'hébergement temporaire

Suite aux cycles de formations des professionnels de la Dracénie organisés en 2018 par DPVa « **Partage de pratiques et d'approches dans le traitement des violences conjugales** », l'agglomération poursuit en 2019 les réflexions engagées et facilite les conditions de bon échange du réseau de professionnels sur cette thématique, avec :

- l'organisation d'une **journée de restitution en mars** (évaluation partagée – émergence de besoins collectifs). Les besoins ressortis sont de formaliser la coordination des professionnels du territoire, de constituer un travail de réseau, et d'apporter des réponses aux pistes d'actions et des thématiques phares repérées dans le but de développer l'efficacité de l'accompagnement des victimes de violences conjugales, des enfants co-victimes, et de l'entourage des victimes sur le territoire de DPVa, et proposer des pistes d'actions territorialisées.
- la mise en place d'une **plateforme numérique** comprenant un annuaire, des documents ressources (à venir cartographie des acteurs)
- le lancement d'un **marché** pour l'accompagnement à DPVa sur un projet de service territorial (projet de parcours d'hébergement, journées thématiques et groupes de travail, coordination, diagnostic)
- le **co-financement** d'un poste d'intervenant Social en Gendarmerie sur le dernier trimestre
- le suivi et mise en œuvre de la convention de logements de mise à l'abri pour les victimes de violences conjugales (partenariat avec le CD83, la commune des Arcs, la CAD et l'AVAF) Les objectifs de ce dispositifs sont de lutter contre la précarisation et fragilisation des conditions de vie des victimes, majoritairement contrainte de quitter leur logement, d'abandonner leur travail, de déscarifier les enfants en acceptant un hébergement hors Dracénie. Mais également de mettre à l'abri les victimes de violences conjugales, originaires de la Dracénie, devant quitter le domicile familial, avec ou sans enfants, sans solution d'hébergement, et contribuer à reconstruire le projet de vie dans un contexte protégé et un délai de 15 jours renouvelable.

C. CISPD ET CLSPD

Il a voté la création d'un Conseil Intercommunal de Prévention de la délinquance (CISPD) par délibération n°2008-118 du 17 décembre 2008.

Les communes de Draguignan, Vidauban (en veille), Le Muy et Lorgues ont créé un CLSPD pour animer la politique locale en matière de sécurité et de prévention de la délinquance.

l'opération accueille des personnes en TIG (Travail d'intérêt général) via le SPIP et la P.J.

119, 8 accueils en TIG (sur 9 demandes) ont été organisés représentant 722 heures de travail, ainsi que 2 accueils en réparation pénale. Ces personnes sont principalement accueillies en interne par la direction des sports ou ponctuellement sur le réseau de lecture publique en médiathèque, à la direction des transports, de l'environnement ou en accueil sur les offices de tourisme. En 2019 l'Etat a créé l'Agence Nationale du T.I.G et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous main de justice, un référent territorial que nos services a rencontré, dans le but de mettre à jour et développer les actions de TIG.

gestion/versement des demandes de subventions (droit commun) sur 2019 a permis de verser 92 200€ de subvention à des structures pour des actions de prévention spécialisée, relais enfants-parents, journée justice... et 24 000€ en cohésion sociale. Une partie des bénéficiaires étant en QPV, les financements sont valorisés via un ratio de 20% à 30% dans la maquette financière (droit commun).

L'agglomération participe également à des stages de citoyenneté. Instauré par la loi du 9 mars 2004, le stage de citoyenneté est une alternative aux poursuites. Il s'agit pour le parquet de proposer aux auteurs d'infractions pénales un stage qui a pour but de les sensibiliser aux « valeurs républicaines de tolérance et de respect de la dignité humaine sur lesquelles est fondée la société » et lui « faire prendre conscience de sa responsabilité pénale et civile ainsi que des devoirs qu'implique la vie en société » (article 131-5-1 du code pénal). L'Association d'Aide aux Victimes d'Infractions du Var (AAVIV) a été habilitée par le tribunal judiciaire de Draguignan pour animer ces stages de citoyenneté.

La durée du stage est fixée à 2 demi-journées, 6h par jour pour 1 groupe de 8 à 10 personnes. Ce stage se déroule à la maison des jeunes de Draguignan.

Durant ces stages, des partenaires institutionnels, Police, Gendarmerie, Pompiers, Parquet sont invités à venir se présenter et rappeler les valeurs prôchées. Dracénie Provence Verdon agglomération y participe depuis 2012 dans le cadre du CISPD puis dans le cadre du PAD à partir de 2016 et repris par la DHOSE fin 2019. En 2019, le service Politique de la Ville a animé un stage de citoyenneté début décembre.

La tenue d'une cellule de veille « transports » en juin 2019, en lien avec la direction des transports et mobilités durables de DPVa, a permis une réflexion collégiale sur la situation des transports de l'agglomération (lignes régulières et transports scolaires) et d'échanger sur la thématique afin de coordonner les actions et de mieux répondre aux problématiques de délinquance dans les bus, avec les transporteurs (Bremond et Beltrame).

Autres fonctions : le lien et la coordination avec les structures associatives, les partenaires institutionnels et les 4 Conseils Locaux de Sécurité et Prévention de la Délinquance (Draguignan, le Muy, Vidauban et Lorgues) : participation aux groupes de travail et plénières, information sur les formations/appels à projets, actions CISPD...

7. Ecole de la deuxième chance

Les EZC, dispositif institutionnalisé reconnu (loi de mars 2007), accueillent des jeunes de 16 à 25 ans, en voie d'exclusion, sortis du système scolaire depuis plus d'un an, dépourvus de diplôme ou de qualification professionnelle. Elles proposent une formation sur la base d'un parcours personnalisé pour chaque élève, hors des schémas scolaires classiques et délivrent une attestation de fin de formation

indiquant le niveau de compétence acquis. Elles visent l'insertion professionnelle de cette cible de « décrocheurs ».

Le concept repose sur le principe de l'alternance en entreprise, véritable clé de voûte du dispositif et sur l'individualisation des apprentissages dans le cadre d'une remise à niveau des savoirs de base.

Le Préfet du Var a confié à l'Union Patronale du Var (UPV) le projet d'ouverture d'une école de la deuxième chance multi-sites sur les zones de Toulon, Draguignan, Brignoles et Fréjus-Saint Raphael. L'ouverture du site en Dracénie a eu lieu le 23 octobre 2017 dans les locaux mutualisés de l'UPV / IMSAT.

Sur 2019 DPVa a soutenu financièrement l'E2C à hauteur de 10 000 €, et participé aux instances (coordination avec les partenaires, commissions de suivi des stagiaires, comité opérationnel local...). 86 stagiaires ont été accueillis sur l'année dont 22 % d'entre eux habitant en quartiers prioritaires.

Sur les 86 stagiaires accueillis par cet établissement :

- 56% d'entre eux ont été prescrits par la Mission Locale ;
- 46% sont des femmes ;
- 14% sont des mineurs (16-17 ans) ;
- 69% de jeunes sont non-diplômés (infra V).

Les résultats de l'E2C Var - DPVa sont les suivants :

- Sorties positives : 67% dont :
 - o En formation qualifiante ou diplômante : 9%
 - o En contrat de travail : 43%
 - o En contrat d'alternance : 15%
- Sorties dynamiques (service civique, CDD de courte durée...) : 16%
- Sorties sans solution (abandon de parcours ou exclusion, fin de parcours sans solution) : 17%

8. Maison de service au public (MSAP)

La MSAP du Muy a été inaugurée le 22 juin 2017. Elle propose une offre de proximité de qualité à l'attention de tous les publics : faciliter les démarches au quotidien (information, orientation) et mise en relation, via un accompagnement sur des démarches administratives et aide à l'utilisation des services et outils numérique (aide prestations sociales, emploi, insertion, retraite, énergie, prévention santé, accès au droit, mobilité, vie associative...) les MSAP s'articulent entre présence humaine et outils numériques. Un espace public numérique est ouvert à tout public sur réservation.

Les opérateurs partenaires du programme MSAP :

- Pôle emploi
- la caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (assurance-maladie)
- la caisse nationale d'assurance vieillesse (assurance retraite)
- la caisse nationale des allocations familiales (CNAF)
- la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (MSA)
- la poste
- GRDF
- La ville du Muy
- Association MODE

Chaque maison de services délivre une offre de services en fonction des besoins locaux et des partenariats tissés notamment avec les acteurs locaux comme l'association MODE sur le territoire. Il s'agit d'un lieu ressource pour les structures de la commune et les partenaires.

MSAP du Muy a été labellisée « Maison France service » en novembre 2019 et ouvrira en janvier 2020. L'ambition de France Services en termes de qualité de service rendu à l'usager est nettement plus élevée que celle des MSAP : plus grande accessibilité, plus grande simplicité et qualité de service fournie.

3. Club Egalité du Var

"hors pilier" du Contrat de Ville prend en compte les questions de l'égalité H/F dans les différents domaines concernés par le Contrat.

ce sujet transversal, DPVa participe au Club Egalité du Var, lancé en juin 2018 par la Préfecture du Var, instance départementale sous la coordination de la Sous-Préfète Astrid JEFFRAULT, animé par la Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité, Madame Chantal MOLINES. Historiquement créé en 2015 par l'association Alter-Egaux dans le département des Alpes-Maritimes, le Club Egalité consiste à accompagner la loi n°2014-873 du 4 août 2014 « pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes » notamment dans le monde professionnel.

Les objectifs sont de :

- transformer les contraintes à l'insertion du monde du travail pour les femmes en opportunités,
 - permettre aux femmes de développer leurs talents,
 - faciliter l'insertion professionnelle des publics les plus en difficulté (jeunes filles et garçons, femmes des QPV, seniors),
 - réduire les inégalités au travail,
 - aider les filles et les garçons dès le plus jeune âge à grandir sans stéréotypes de genre.
- La démarche est de :
- fédérer, à l'échelle départementale, des partenaires qui souhaitent se mobiliser pour une égalité réelle,
 - co-construire avec les partenaires un plan d'actions opérationnel à décliner sur le Var.

En 2019, l'agglomération a participé à l'atelier thématique « Orientation professionnelle tout au long de la vie », auquel a décollé la mise en place de 5 CAFEGALITE. Autour d'un café, les personnes en recherche d'emploi ou reconversion professionnelle étaient invitées au sein des entreprises Varoises engagées pour la mixité des métiers. Le but étant d'amener plus de femmes vers des métiers dits « masculins » et vice-versa. DPVa était présent sur 2 cafés dont un aux Arcs le 8/11/19 et un au Val le 10/11.

IV. Avenant de prolongation au Contrat de Ville de DPVa 2020-2022

La circulaire du premier Ministre du 22/01/19 prévoit la prolongation des 435 Contrats de Ville via :

- l'écriture d'un « protocole d'engagements renforcés et réciproques/avenant annexé au Contrat de Ville » ;
- le suivi des mesures du plan de mobilisation nationale des quartiers (tableau des indicateurs) ;
- les modalités de rénovation des Contrats de Ville et de déploiement du Pacte de Dijon.

L'objet du protocole/avenant au Contrat de Ville est de :

- Prolonger le Contrat de Ville jusqu'à la fin de l'année 2022 ;
 - Apporter une lisibilité aux intentions inscrites au Contrat de Ville ;
 - Réviser et préciser les attendus du Contrat de Ville au regard des évolutions constatées annuellement et issues de l'évaluation à mi-parcours du Contrat ainsi que des évolutions législatives et réglementaires.
- Le protocole entend :
- Recentrer l'intervention sur les enjeux majeurs du Contrat de Ville : l'amélioration du niveau de vie et de revenu des résidents des QPV et aider à l'inclusion sociale ;
 - Clarifier les objectifs communs à l'ensemble des signataires du Contrat de Ville dans leurs engagements, notamment en matière de droit commun et préciser le degré d'opérationnalité de ces objectifs ;
 - Réaffirmer le principe d'une gouvernance partagée DPVa/Etat en associant les Conseils Citoyens.

L'annexe 3 de la circulaire est complétée en annexe de cet avenant, elle précise le suivi des mesures du plan de mobilisation nationale adapté au Contrat de Ville, par thématique, avec les indicateurs à suivre jusqu'à fin 2022. 23 des 40 mesures nationales sont repérées pouvant faire l'objet d'un suivi localement. L'écriture du projet d'avenant par DPVa et l'Etat a été fait de manière co-construite. Il a été réalisé de juillet à août, avec la sollicitation des partenaires/associations/conseils citoyens (groupes de travail), actualisation des engagements des signataires (questionnaire). En octobre, il a été envoyé aux partenaires pour sollicitation de suivi des mesures/indicateurs, puis intégration des contributions de chacun. L'avenant et ses annexes a été validé le 7 novembre en Comité de pilotage, suivi jusqu'en 2020 de la signature ; en décembre les 2 communes et DPVa ont délibéré.

Les axes prioritaires à engager de juillet 2020 à décembre 2022 (amendés par les partenaires, opérateurs et conseils citoyens) portent sur les thématiques suivantes :

- Réaffirmer une stratégie politique en faveur des habitants en QPV ;
- Conforter la politique d'évaluation ;
- Mobiliser le partenariat et assurer la bonne coordination des dispositifs dans les quartiers ;
- Minimiser la lourdeur administrative ;
- Favoriser l'accès, le maintien et le retour à l'emploi ainsi que la création et le développement d'entreprise ;
- Favoriser l'intégration sociale, le soutien à la parentalité et le bien vivre ensemble ;
- Améliorer le cadre de vie des habitants.

V. Perspectives d'évolution et d'amélioration

1. Appel à projet 2020

A. Calendrier et objectifs

Sur l'exercice 2020, l'objectif poursuivi est de continuer l'effort fait sur le pilier « développement économique emploi », sur l'évaluation des actions, de leurs impacts, du service rendu et des résultats obtenus.

9 thématiques prioritaires ont été retenus pour l'AAP 2020, à savoir :

- L'accès, le maintien et le retour à l'emploi ;
- La création, le développement et la cession d'entreprise ;
- La mobilité ;
- L'intégration sociale, la parentalité et le bien vivre ensemble ;
- Les actions collectives permettant d'améliorer le cadre de vie/habitat des habitants ;
- Le volet santé et prévention (psychique, mentale, physique, addictions) ;

L'accès aux droits et au numérique ;

La lutte contre l'isolement ;

La lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme.

Les objectifs ont été validés en comité de pilotage du 7 novembre 2019 ainsi que le calendrier opérationnel suivant :

Calendrier prévisionnel :

Dépôt des dossiers complets	Du 12 novembre au 20 décembre 2019
Instruction des dossiers	Du 1 ^{er} janvier au 29 février 2020
Comité technique	Du 1 ^{er} au 30 avril 2020
Comité de pilotage	Du 1 ^{er} au 30 avril 2020

Les actions déposées devront être spécifiques au bénéfice des QPV et ne pas porter sur le fonctionnement annuel global (Droit commun) des structures.

Coordination des actions :

Un travail d'accompagnement régulier est conduit chaque année par l'équipe opérationnelle pour obtenir une fiabilité des indicateurs de base auprès des structures.

Les **groupes de travail réguliers** seront relancés, par pilier et par QPV comme en 2019. Les objectifs sont multiples :

- accompagner et coordonner les actions financées ;
 - permettre la connaissance fine de chaque structure et action proposée ;
 - permettre un travail en réseau et faciliter la construction des parcours individuels des bénéficiaires.
- Les réunions avec l'éducation nationale (Inspection, CIO, directeurs d'écoles/principaux de collèges) seront maintenues afin d'évaluer les actions financées au sein des établissements scolaires par les équipes enseignantes et afin de recueillir les besoins priorités de l'EN sur des actions à mettre en œuvre dans ce cadre.

B. Cadre général, thématiques et critères retenus

Un « guide pratique dépôt des dossiers à destination des porteurs de projets » accompagne l'appel à projet. Il a pour objectif de rappeler les modalités de dépôt des dossiers de demande de subvention pour répondre à l'appel à projets et présente de manière synthétique les différentes phases permettant aux partenaires financiers d'instruire leur demande de subvention.

Présentation et cadre légal de l'appel à projets 2019

Une attention particulière sera apportée sur les **publics** suivants :

- Les personnes qui sont âgées de 50 ans et plus ;
- Les jeunes âgés de 16 à 25 ans ;
- Le public féminin.

Les **projets** doivent, pour être éligibles :

- porter sur des actions spécifiques non incluses dans le fonctionnement usuel du porteur ;
- répondre aux objectifs opérationnels concrets identifiés dans le présent appel à projets et mesurables ;
- être construits en articulation/en complément et non en doublon avec les services publics de droit commun ;
- cibler les habitantes et habitants des quartiers prioritaires et/ou quartiers en veille active, y compris quand sa mise en œuvre porte sur un territoire plus large ;
- concerner un ou plusieurs quartiers prioritaires et/ou quartiers en veille active et répondre à un besoin avéré du/des territoire(s) concerné(s) ;
- respecter la réglementation applicable en matière d'accueils collectifs de mineurs, y compris pour les séjours VVV ;
- se dérouler entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 (soit sur l'année civile en dehors des vacances scolaires, soit en période de vacances scolaires, soit sur l'année complète). Le budget prévisionnel de l'action est présenté sur l'année civile. Un calendrier de programmation devra accompagner le projet en vue d'une meilleure coordination sur les QPV, précisant les jours/périodes de permanences ou d'interventions, les périodes de fermeture de la structure... ;
- identifier précisément les besoins auxquels l'action répondra ainsi que les objectifs qualitatifs et quantitatifs attendus (données sexuelles, âges et adresses à minima), les moyens humains (ETP, qualification, nature des contrats de travail), les moyens matériels (locaux propres ou mis à disposition, fréquence des permanences hebdomadaires) ;
- mettre l'accent sur la mobilisation du droit commun et la valorisation de celui-ci dans les budgets des actions.

Afin d'apprécier la qualité des projets, les dossiers éligibles sont examinés au **regard des critères** ci-après :

Critères qualitatifs :

- Caractère innovant ;
- Valeur ajoutée / non substitution / non redondance par rapport au droit commun ;
- Caractère spécifique versus fonctionnement global et missions statutaires déjà existantes ;
- Pertinence ;
- Articulation / complémentarité / cohérence avec le partenariat local et les dispositifs existants ;
- Coordination / lien / partage avec les adultes relais, les conseils citoyens et le partenariat local ;
- Plan de communication auprès des publics cibles ;
- Nombre de bénéficiaires ciblés / touchés par l'action.

En cas de renouvellement d'action, des critères additionnels sont analysés :

- Prise en compte des points d'amélioration indiqués par l'équipe opérationnelle ;
- Bilan quantitatif et qualitatif.

Ces critères généraux doivent permettre aux opérateurs d'établir une présentation rigoureuse de leur projet. Les candidats veilleront notamment à ce que le contenu de la demande de subvention corresponde à la fiche de synthèse en annexe et à ce qu'aucun champ ne soit oublié.

Charges financières :

Coût détaillé de l'action (budget prévisionnel) :

Charges (indirectes/de fonctionnement) spécifiquement liées à l'action :

Part des co-financements / saisine d'appels à projets complémentaires ;

Non substitution / non redondance avec les financements de droit commun ou les dispositifs annexes.

Justificatifs pour l'examen du dossier pourra être demandée (factures fluides, inventaires/baux, fiche de paie...).

Les financements seront alloués dans la limite des fonds disponibles et aucune action ne fera l'objet d'une reconduction systématique. L'aide publique intercommunale ne pourra dépasser 80% des dépenses éligibles retenues.

Le cadre de l'évaluation des actions, chaque projet fera l'objet de la remise, par l'opérateur, de :

Un questionnaire de satisfaction à diffuser auprès de ses bénéficiaires qu'il devra remettre au moment du dépôt du dossier ;

Une évaluation individuelle ou collective auprès des bénéficiaires de l'action à remettre au plus tard le 15 janvier 2021 ;

- o La feuille d'évaluation à mi-parcours au 30 juin 2020 à remettre au plus tard le 15 septembre 2020 ;
- o La fiche d'évaluation annuelle au moment du dépôt du dossier et au 15 janvier au plus tard et le dossier cerfa 15059-02 compte rendu financier de subvention au 6 mars 2020 au plus tard.

L'équipe projet DPVa/Etat pourra procéder à des observations/évaluations in situ. Les candidats retenus s'engagent à permettre ces visites terrain ainsi qu'à participer aux rencontres, réunions et groupes de travail réguliers qui seront proposés.

2. CLSPD – CISP

L'organisation d'une séance plénière du CISP permettra de faire un bilan d'activité et de se questionner sur les projets à venir.

L'année 2020 sera également le temps de l'écriture de la stratégie 2020-2025 du CISP suite à la nouvelle stratégie nationale de prévention de la délinquance et l'installation d'une nouvelle mandature.

3. Les conseils citoyens

Le cadre de loi appuyé par les dernières circulaires montre que les Conseils citoyens constituent des acteurs incontournables de la Politique de la Ville.

Le délégué du préfet, en lien avec l'équipe opérationnelle de DPVa, poursuit la dynamique engagée en 2018 pour remobiliser les trois Conseils citoyens.

Perspectives pour le conseil citoyen des collectifs -Draguignan :

- Intégrer de nouveaux membres ;
- Action d'information et de mobilisation des habitants lors de la fête de quartier ;
- Journée de réflexion avec le conseil citoyen du centre ancien.

Perspectives pour le conseil citoyen du centre ancien Draguignan :

- Amélioration et valorisation du rôle joué ainsi que l'action du conseil citoyen contribution à l'appel à projets, aux groupes de travail cohésion sociale et développement économique, étude de dossiers de candidature à l'AAP, Copil/Cotech, Copil TFPB etc ;
- Participation au diagnostic en marchant ;

- Rendre le conseil citoyen plus visible et aller de plus en plus à la rencontre des habitants : construction d'une communication sur le CC du centre ancien pour le faire connaître et encourager la mobilisation et la participation. Les membres du CC ont sollicité une formation sur la communication ;
- Mobiliser d'autres personnes pour intégrer le CC et déposer une liste ;
- Obtenir d'avantage de moyens ;
- Le travail d'accompagnement et de formation des membres devrait continuer, pour faciliter la montée en compétence et en autonomie des membres du CC.

Perspectives 2020 conseil citoyen du Muy :

Le conseil citoyen commence à s'essouffir, la démobilisation de ces membres nous place dans l'obligation d'aller vers une dynamique plus attractive et donner envie à d'autres habitants d'y participer. En prévision des comités de pilotage il faudra continuer à recueillir l'avis du plus grand nombre sur les grands thèmes du Contrat de Ville et du projet de territoire. L'idée étant d'être le plus représentatif possible lors des interventions de fin d'année.

Plusieurs axes de travail pour l'année 2020

- Travailler sur les freins qui entravent cette mobilisation
- Améliorer la communication sur la promotion des actions
- Rendre plus actifs les membres du conseil citoyen lors des instances Politiques de la Ville
- Rechercher des moyens matériels et humains supplémentaires (trouver un local par exemple, intégrer de nouveaux membres)
- Renforcer la dynamique de partenariat
- Rechercher des solutions aux difficultés rencontrées par les associations

Les Actions que souhaitent soutenir le conseil citoyen pour 2020

Soutien à la parentalité

- Actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance, chantiers éducatifs, actions de promotion de la citoyenneté
- Actions en milieu scolaire et en direction des décrocheurs
- Actions en faveur de l'alphabétisation et de la lutte contre l'illettrisme (formation linguistique)

Favoriser la mobilité et l'accessibilité à la ville

- Actions favorisant l'acquisition d'une mobilité autonome, par l'information et l'apprentissage du code de la route
- Actions proposant une offre matérielle de mobilité, notamment pour permettre aux habitants du quartier prioritaire d'élargir leurs déplacements

Insertion et Emploi

- Action pour promouvoir l'insertion des jeunes QPV dit « invisibles »

articulation entre les volets social, économique et urbain du Contrat de Ville
Projet urbain pour les communes

En poursuivant les efforts engagés par la commune depuis 2014 avec la mise en place du **Projet Urbain** (PUG), le ministère de la Cohésion des territoires a retenu la ville de Draguignan pour bénéficier du national "Action cœur de ville".
Le projet "Action cœur de ville" a pour ambition de revitaliser les villes ayant une fonction de pôle urbain, de renforcer leur attractivité et de favoriser le développement économique, de transition énergétique et environnementale, et de promotion de la ville durable et intelligente. La commune a établi un plan d'actions en lien avec sa politique de vitalisation de la ville-centre engagée depuis 4 ans.
De nombreuses opérations instruites par la commune depuis 2014 ont porté leur fruit puisque Draguignan a obtenu pour bénéficier du dispositif Action cœur de ville parmi 222 villes françaises. Un levier de financement qui dès 2019 permettra de démarrer l'étude du développement d'un Pôle universitaire pour endosser une dynamique sociale et culturelle, répondant ainsi à la question de l'accès à l'Université.

Afin de renforcer l'offre de logement pour étudiants et jeunes actifs, un ancien hôtel sera rénové pour offrir vingt-cinq T1 et T2 supplémentaires. Ce développement s'articulera également autour de la restructuration de certaines écoles du centre ancien. Par ailleurs, le pôle numérique de l'espace Millaud sera renforcé en développant un pôle d'actions innovantes appuyé sur le numérique. L'objectif est de créer un espace convivial facilitant l'implication des associations et ainsi apporter des réponses dans les domaines économiques, de l'emploi, de la culture, de l'insertion et du bien vivre ensemble.

AUTRES AXES DU DISPOSITIF

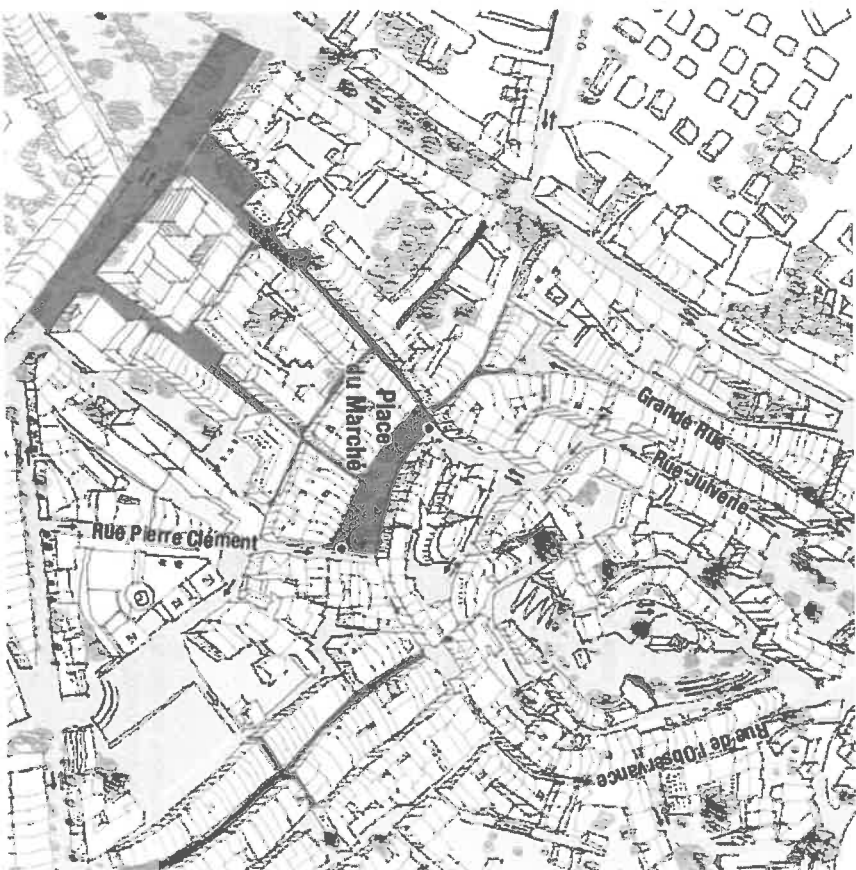
Certaines rues du centre-ville profiteront de travaux d'embellissement afin de renforcer l'attractivité de cœur de ville. Ces rues bénéficieront d'une optimisation de la collecte des déchets visant à réduire la pollution visuelle et les dépôts sauvages. Un relai sera également effectué dans le but de diminuer l'empreinte énergétique et écologique de l'éclairage public.

Le renouvellement commercial est au cœur des priorités de la commune, et il commence par une restructuration de l'accessibilité du centre historique. De nouvelles places de parkings seront créées en périphérie, le parking de l'îlot de l'Horloge sera remis aux normes et ouvert aux usagers afin de faciliter l'accès par le haut de la ville, et notamment à la place du Marché qui sera rendue totalement piétonne en 2019. Dans la même optique, une étude de faisabilité d'agrandissement sera lancée pour le parking des Remparts Observance.



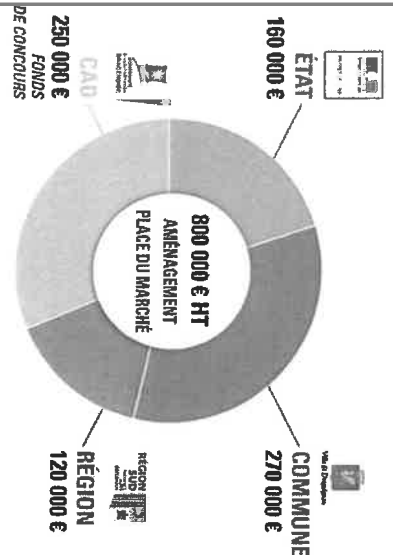
Cette opération est engagée pour l'hyper-centre de Draguignan et représente plusieurs millions d'euros de financement subventionnés par l'État. Cet investissement dans le centre ville. Ce projet cohérent et

équilibre se poursuivra jusqu'en 2022 avec en outre la réalisation d'un équipement sportif et de loisirs, la restructuration et l'acquisition de locaux commerciaux, ou encore l'aménagement et la valorisation paysagère d'espaces publics.



→ Sens de circulation ■ Parcours commercial ● Borne d'accès

Aménagement de la place du Marché



La piétonisation de la Place du Marché

- Création de 3 arrêts minute et 20 places de stationnement rue Pierre Clément,
- Création de 3 arrêts minute place de la Paroisse,
- Ouverture de 30 à 40 places de parking aux usagers horaires Parking de l'Ilot de l'Horloge,
- La Rue Pierre Clément est à sens unique
- Rue Juiverie devient un axe entrant majeur,
- Double-sens de la Place de la Paroisse qui devient une impasse.

Après l'aménagement du boulevard Clemenceau, les travaux de la place du Marché s'inscrivent dans une même dynamique de renforcement du parcours commercial du centre-ville et de soutien de sa fréquentation.

La municipalité a engagé des travaux place du Marché, et cela dans le but de restituer l'espace public aux piétons, créer un lieu aménagé et central dans le parcours commercial avec la création notamment de terrasses afin de favoriser le commerce alimentaire, tout en conservant le marché des mercredis et samedis. Débuté le 14 janvier, ce chantier s'achèvera à l'orée de l'été. À terme, la place sera totalement piétonne, tout en restant accessible pour les livraisons et la desserte locale entre 6h et 10h le matin. Ce projet de rénovation s'inscrit dans la politique menée pour la revitalisation du centre ancien et le développement de l'attractivité du cœur de ville, tout en proposant un lieu de vie agréable et sécurisé pour les piétons.

2. Gestion Sociale Urbaine de Proximité et autres dispositifs habitat/renouvellement urbain

La question de la mise en place d'une Gestion Sociale et Urbaine de Proximité (GSUP) est posée par les services de l'État à la communauté d'agglomération.

Le sujet est évoqué lors des groupes de travail « cadre de vie renouvellement urbain », en comité technique et en comité de pilotage du 29 septembre 2016. Lors de cette dernière instance il a été décidé qu'une GSUP est un outil non adapté aux besoins relevés sur le territoire et ne sera pas retenu sur les quartiers prioritaires de DPVA, par rapport à l'investissement important (moyens financiers et humains que cela nécessite avec diagnostic, mobilisation de partenaires...). Les GSUP dans les centres anciens sont compliquées à mettre en œuvre au vu d'une majorité de propriétaires privés (et non de bailleurs sociaux)

- Par contre, le Plan urbain global de Draguignan répond très bien à cette action ou encore les balades urbaines en marchant pourraient être développées et paraissent plus adaptées au territoire ;
- Les actions doivent prendre en compte toutes les problématiques qui ont été relevées sur les groupes de travail, qui permettront de répondre concrètement aux problématiques des publiques en quartiers prioritaires. Nous pouvons citer les problèmes de logements insalubres, les punaises de lit (pilier cohésion social et cadre de vie, en lien avec le contrat local de santé de la ville de Draguignan), les problèmes d'incivisme, propriété et de gestion des déchets et encombrants sur les quartiers, le problème de mobilité, de sécurité, etc... ;
- Programme de renouvellement et d'aménagement urbain via l'OPAH RU, avec une commission pour l'habitat indigne ;
- Articuler les projets de renouvellement urbain avec les documents de planification à l'échelle intercommunale : PLH 2019-2024 réhabilitation des centres-anciens sur le territoire (diagnostic par résidence n fonction de l'indice de fragilité des ménages).

3. Conventions Abattement TFPB (taxe foncière sur les propriétés bâties)

A. Cadre réglementaire et conditions de l'abattement de TFPB :

Article 1388 bis du code général des impôts : application d'un abattement de 30 % sur la base d'imposition de la TFPB lorsque les logements sont situés dans un des 1500 QPV.

• Conditions de l'abattement

- ✓ L'organisme doit être signataire du Contrat de Ville
- ✓ Déclaration d'identification des biens à transmettre aux services des impôts avant le 1er janvier 2016.
- ✓ Élaboration d'un plan d'actions triennal, articulé avec les démarches de GSUP si nécessaires et envisagées sur le territoire.
- ✓ Transmission d'un bilan annuel des documents justifiant du montant et du suivi des actions pour l'amélioration des conditions de vie des habitants.
- ✓ Deux grands types d'actions d'amélioration du cadre de vie éligibles :
 - ✓ Les actions de droit commun relevant de la gestion classique des bailleurs mais qui font l'objet de moyens renforcés sur les QPV.
 - ✓ Des actions spécifiques aux quartiers pour soutenir les objectifs de qualité de cadre de vie, de cohésion sociale et de développement social.
- ✓ Les actions faisant l'objet de l'abattement ne doivent pas conduire à une augmentation de loyer ou de charges pour les locataires.
- **Champ d'utilisation :**
 - ✓ Renforcement de la présence du personnel de proximité (par rapport à la présence dans le patrimoine hors QPV)
 - ✓ Formation/soutien des personnels de proximité
 - ✓ Sur-entretien
 - ✓ Gestion des déchets et encombrants / épaves
 - ✓ Tranquillité résidentielle
 - ✓ Concertation / sensibilisation des locataires
 - ✓ Animation, lien social, vivre ensemble
 - ✓ Petits travaux d'amélioration de la qualité de service

B. Priorités sur les 3 QPV

GUIGNAN/ Périmètre QPV – Les Colettes –

gard des fonctionnements et dysfonctionnements identifiés lors du diagnostic effectué les 4 et 7 mai 2015, la collectivité compétente en partenariat avec les bailleurs du quartier et les services de la commune ont défini les priorités à traiter pour les 3 ans à venir. Celles-ci sont au nombre de 5.

priorités

Titre n° 1 : Gestion des déchets et encombrants / épaves, et sensibilisation des locataires

Titre n° 2 : Favoriser l'animation, le lien social et le « vivre ensemble »

ité n° 3 : Actions de sur-entretien, et amélioration du cadre de vie
rité n° 4 : Garantir la tranquillité résidentielle

nté n° 5 : Favoriser, via l'insertion de clauses sociales dans les achats, l'accès à l'emploi en faveur des personnes en difficulté

Centre QPV – Centre ancien - Dranguignan et Le Muy

Au regard des fonctionnements et dysfonctionnements identifiés lors de l'élaboration du contrat de ville, la collectivité compétente en partenariat avec les bailleurs du quartier et les services de l'État définissent les priorités à traiter pour les 3 ans à venir. Celles-ci sont au nombre de 5.

Les 5 priorités

- Priorité n° 1 : Mettre en place dans les quartiers prioritaires une organisation et une coordination entre les acteurs sur la base de diagnostics partagés

- Priorité n° 2 : Faire des habitants des quartiers des acteurs de leur vie de quartier et de l'environnement de leur zone d'habitat

-Priorité n° 3 : Améliorer la qualité et requalifier l'habitat public/privé dans les centres anciens en ayant une attention particulière pour les habitants les plus en difficulté

- Priorité n° 4 : Assurer une mixité sociale et économique dans les centres anciens en ayant une attention particulière pour les habitants les plus en difficulté

- Priorité n° 5 : Promouvoir une offre nouvelle de logements par la remise sur le marché de logements vacants rénovés à loyers encadrés

C. État des lieux et conventions sur le territoire

Les 8 conventions relatives à l'utilisation de l'abattement de TFPB ont été signées le 30 décembre 2015 entre les bailleurs sociaux et l'État, suite à un diagnostic en marchant sur le QPV Les Colettes en date du 04 et 07 décembre 2015, avec l'ensemble des partenaires.

8 avenants ont été signés le 31 mars 2017 pour adjonction de DPvA et des communes du Muy et Draguignan comme signataires puis 8 autres avenants ont été signés le 31 décembre 2018 afin de prolonger la période de l'abattement fiscal pour prendre en compte les années 2019 et 2020 et arrêter le programme prévisionnel des actions 2019.

L'évaluation de la convention se réalise par points d'étape réguliers réalisés à partir du tableau de bord de suivi des actions, un bilan annuel à baser sur les actions réalisées, leur coût et une évaluation qualitative de leur efficacité.

Le suivi de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB fait l'objet d'un suivi par deux instances partenariales :

TOTAL - République (4 sur 4)

		2018		2019	
		Répartition par pays	Report	Chiffre 2019 (A+B)	Moins des précédents
					Taux d'écart 2019-2018
		Valeur (A)	Abattement 2018 (B)		
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					
Valeur					

Deux diagnostics en marchant ont été réalisés sur Draguignan avec la DDTM, le Délégué du Préfet, DPVa et les Conseils Citoyens les 16 et 18 septembre 2019.

Ci-dessous les dépenses réalisées en 2019, via l'abattement, qui représentent 221 304,45 € et un montant de l'abattement TFPB cumulé sur DPVa (2 QPV) qui s'élève à 314 711 €.

1. Un comité technique organisé par la DDTM qui évalue l'avancée du programme d'actions, son efficacité concrète sur le terrain, les limites opérationnelles rencontrées et le cas échéant les ajustements rendus nécessaires tant pour les organismes Hlm que pour l'ensemble des partenaires (2 ont eu lieu sur 2019 : 29 et 31 janvier)
2. Un comité de pilotage intercommunal (Contrat de Ville) : présentation et validation du service fait (le 7/11/19)

En annexe vous trouverez le bilan 2019 réalisé par chaque bailleur.

4. Fiches action des partenaires

SAIEM

Travaux de « droit commun » pour 2019 :

Au cours de l'année 2019 la SALEM a réalisé dans les trois quartiers en QPV pour plus de 620 000 € de travaux pour l'entretien de son patrimoine et pour améliorer le cadre de vie de ses locataires, selon la décomposition suivante. Ce montant n'intègre pas les dépenses d'entretien des parties communes.

Envoyé en préfecture le 24/09/2020

Reçu en préfecture le 24/09/2020

Affiché le 24/09/2020



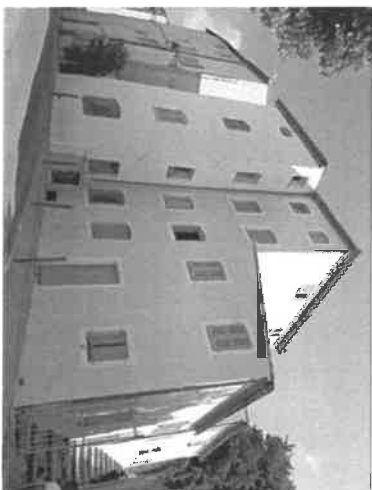
ID : 083-218300507-20200922-2020 124-DE

Un effort particulier est porté sur les remises en état de logement, en particulier au moment de la rénovation.

ANNEE 2019	COLLETES	CENTRE VILLE DRAGUIGNAN	CENTRE VILLE LE MUY
ts travaux courants	94 610 €	105 443 €	26 472 €
s travaux	77 470 €	95 782 €	10 450 €
mise en état des nements	75 685 €	90 081 €	44 860 €
TAL	247 765 €	291 306 €	81 782 €

Principaux travaux réalisés dans le cadre du droit commun :

- Ravèlement des façades de la résidence SAINT CLAIR – centre-ville Draguignan

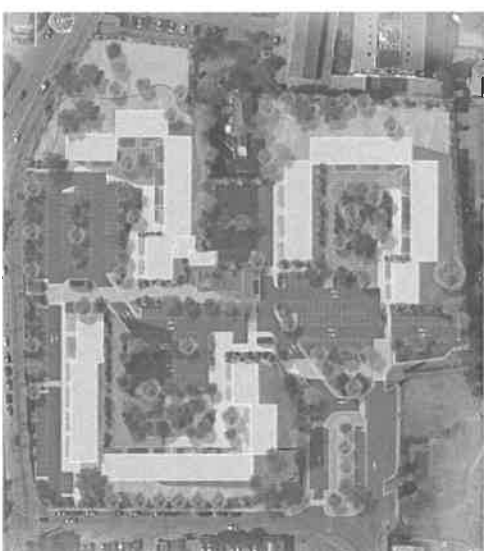


- Remplacement des portes de halls a la résidence le LOUBET – quartier des collettes Draguignan
- Réfection de la toiture de la résidence LE CROS – centre-ville Draguignan
- Peinture des parties communes de l'LOT 1 – centre-ville Le Muy
- Reprise de la façade du 52 rue de l'OBSERVANCE – centre-ville Draguignan



Actions réalisées dans le cadre de l'abattement de TFPB :

Rénovation des espaces extérieurs des Négadis pour les Collettes



Ce réaménagement a démarré en avril 2019 et sera réalisé en plusieurs tranches pour gêner le moins possible les résidents. Il s'achèvera en mai 2020. Il permettra :

- d'individualiser les places de stationnement ;
- de sécuriser les circulations piétonnes ;
- de réaliser un espace de jeux pour enfants ;
- d'embellir les espaces verts en cœur d'ilot ;
- de renforcer la présence végétale ;
- de traiter les jardins privés en pieds d'immeubles.

Des aires de stationnement seront réalisées devant chaque immeuble (y compris devant les C6 /C7/C8). Les places de stationnement seront numérotées et attribuées aux locataires.

places situées vers les containers à poubelles seront supprimées et réparties sur les autres espaces
être au plus près des entrées d'immeubles.

fin des travaux les places seront proposées à la location aux locataires au tarif mensuel de 15
s. Chaque locataire pourra disposer d'au moins une place si il souhaite en louer une et pourra en
une seconde dans la mesure des disponibilités. La location ne sera pas obligatoire.

places de stationnement sont dimensionnées pour des voitures et ne seront pas accessibles aux
ns et fourgons.

Espaces verts au milieu des immeubles seront entièrement réaménagés et replantés avec arbres et
tes. De nombreuses variétés d'arbres seront plantées, avec des espèces nécessitant peu
etien.

espace piétonnier sécurisé permettra de rejoindre, depuis chaque entrée d'immeuble le boulevard
Blum et l'escalier donnant accès à l'école Pagnol et au centre commercial.

lire de jeux pour enfants sera réalisée en position centrale, proche de la chaufferie.

abris pour deux roues motorisés seront réalisés dans la résidence

occasion des travaux de réaménagement les réseaux d'eau chaude entre la chaufferie et les
ocuments seront remplacés, ce qui améliorera le fonctionnement du chauffage.



Entrées et sorties du collège Thomas : le secteur avant l'entrée de la résidence des Négadis, où se
situent les containers à ordures et quelques places de parking sera cédé à la ville de Draguignan et sera
aménagé en placette publique avec places de stationnement pour faciliter la circulation.

Les containers à ordures ménagères seront installés sur cette future placette publique, à l'extérieur de la
résidence

Dans le cadre du réaménagement des espaces extérieurs, la SALEM a prévu de réaliser des jardins
privatifs pour les locataires du rez-de-chaussée, afin de préserver l'intimité des logements et d'empêcher
les autres locataires de s'approcher des portes fenêtres.

Il est prévu une clôture d'aspect identique pour tous les locataires et de supprimer toutes les installations
existantes qui ont toutes été réalisées sans l'accord de la SALEM. Le but est d'avoir une meilleure
esthétique pour toute la résidence.

Cet espace deviendra officiellement un espace privatif qui devra par la suite être entretenu par chaque
locataire. Il devra en faire un usage qui ne nuise pas à l'ensemble des autres locataires et notamment ne
devra pas être utilisé pour devenir un lieu de stockage.



Action de lutte contre les pigeons – LE MUY

Ayant fait le constat de la présence importante de pigeons dans le centre-ville du Muy et des nuisances
qu'ils provoquent à la fois pour le cadre de vie général du quartier (dégradations des façades) et pour la
qualité de vie de ses locataires (accumulation de déjections sur certains rebords de fenêtre), la SALEM a
fait réaliser une campagne par une entreprise spécialisée (entreprise « la générale de désinfection ») qui
a consisté à installer des dispositifs empêchant les pigeons de se poser sur les appuis de fenêtre.

Animation des jardins urbains de l'ilot de l'Horloge – DRAGUIGNAN

La SALEM a réalisé en 2018 l'installation de 12 jardinières sur un espace délaissé au pied de l'immeuble
de l'ilot de l'Horloge (40 logements locatifs sociaux) en partenariat avec Résine Jardins. Un contrat a été
signé entre la SALEM et Résine Jardins pour assurer une animation de cet espace jardins par
l'organisation de permanences. Une jardinière a été réservée pour l'usage de la Fabrique pour réaliser
des ateliers avec des enfants, une autre a été réservée pour des travaux communs aux jardiniers et 10
autres sont mis à disposition de jardiniers volontaires.

Le but de l'opération était à la fois de favoriser le lien social et de valoriser l'environnement urbain

l'action réussie, était au départ prévu à l'attention exclusive des locataires de l'ilot de l'Harboge. Du départ de certains locataires et d'arrivées de locataires moins intéressés, cette action a été ouverte à tous les habitants du centre ville sans distinction, permettant ainsi de devenir un espace de

aux commerciaux – DRAGUIGNAN / LE MUY

SALEM a continué de mettre à disposition plusieurs locaux :

Pour la Mairie du MUY dans le but d'accueillir l'association APS ;

Pour l'association LA FABRIQUE dans le but d'implanter un espace de vie sociale ;

Pour l'association CABOCH'ARTS pour implanter un espace d'exposition pour les artistes membres l'association qui contribue fortement à l'animation de la rue de Trans.

Informations – DRAGUIGNAN

SALEM a depuis 2016 mis en place un partenariat avec la Ludothèque pour réaliser des animations d'été, puis dès 2017 au cours des vacances de printemps et d'automne.

Chaque séance attire entre 40 et 70 enfants plutôt dans la tranche d'âge des 6 /11 ans. C'est devenu un rendez-vous attendu par les familles qui apporte une animation de proximité.

5. Dispositifs – mobilité

La Politique de la Ville étant traitée dans le Pacte de Dijon de manière transversale, la mobilité sera aussi étudiée sous le prisme des autres domaines d'engagement, par exemple comme vecteur d'accès à l'emploi, à la formation, comme outil d'aménagement et de renouvellement urbain ou encore comme moyen d'accès aux différents services.

A. Groupe de travail mobilité – SENDRA

À l'initiative de Monsieur le sous-préfet de Draguignan, Eric de Wispelaere, une commission axée sur la mobilité s'est tenue en 2019. De cette réunion est ressortie la volonté explicite de l'Etat que les acteurs de terrain collaborent et fassent émerger un projet de Mobilité Inclusive.

Le groupement d'économie solidaire SenDRA a accepté la fonction d'animation d'un consortium d'acteurs composé du Conseil Départemental du Var, de DPVa, de Pole Emploi, de la Mission Locale et de l'association Réseine Média.

Un groupe de travail mobilité est alors mis en place et dont l'objectif est d'élaborer collectivement un projet commun permettant d'agir pour la mobilité inclusive.

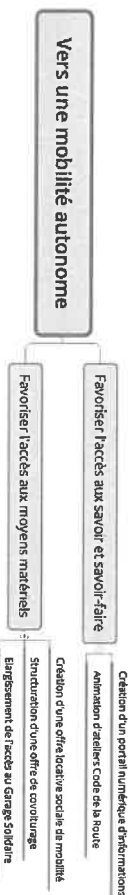
Le 4 décembre 2019 s'est tenu la 1^{ère} rencontre et pour laquelle chaque participant avait du préalablement réfléchir sur ses besoins pour l'insertion professionnelle et ses moyens.

L'ordre du jour de cette réunion était le suivant :

« Etape 1 : comprendre les besoins

Etape 3 : Générer plusieurs idées pour solutionner le problème. »

Grâce à un brainstorming des besoins, un plan d'action a été défini :



Sur 2020, l'ambition est de lancer le projet « Plateforme Mobilité Inclusive » qui doit être en mesure de produire de l'information sur les services existants, des services de mobilité propres ainsi que des mises en relation ou des réservations sur des services de mobilité partenaires.

B. Etude Transdev

Dans le cadre d'un partenariat entre France Urbaine, l'Assemblée des Communautés de France, Transdev, une étude sur les enjeux de mobilité dans les Quartiers prioritaires a été réalisée et interrogé les 86 signataires du Pacte de Dijon.. Notre collectivité a été sollicitée et a répondu favorablement à l'enquête.

La part qualitative de l'étude a été réalisée par des **entretiens** en allant à la rencontre des **parties prenantes** (partenaires/structures en lien avec la mobilité-CPV) avec 2 consultants de Transdev qui se sont déplacés sur le territoire pour auditer un certain nombre de partenaires (APS, missions locales, élus...)

Les entretiens portaient d'abord sur des chiffres-clés puis sur les grands projets mobilité dans les QPV des interviewés, élargit ensuite sur les divers enjeux de l'étude.

Objectifs : Etudier les enjeux de mobilité dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) :

- Dresser un état de l'art dans les quartiers.
- Etablir un guide des bonnes pratiques pouvant être partagées et nourrir les projets et réflexions,
- Mesurer l'impact et la réplicabilité des initiatives en lien avec les engagements du Pacte de Dijon.

VII. Dotation de solidarité urbaine (DSU)

En 2019, la commune de Draguignan a perçu la somme de 1 320 563 euros au titre de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale. Cette dotation constitue l'une des trois dotations de péréquation réservée par l'Etat aux communes en difficulté. Elle répond principalement aux problèmes posés par la concentration de pauvreté en milieu urbain.

Jusqu'à présent, l'article L. 1111-2 du CGCT imposait aux communes ayant contractualisé avec l'Etat en matière de politique de la ville (« contrats d'objectifs et de moyens relevant de la politique de la ville ») ou ayant reçu de la DSU en année $n-1$ avaient à produire un rapport ad hoc avant la fin du 2e trimestre de l'année $n+1$.

L'article 80 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique rend ce rapport facultatif.

1. Synthèse

Actions		Montant
Petite enfance et enfance		
accueil périscolaire dans les quartiers prioritaires		90 023 €
accueil de loisirs sans hébergement du mercredi en quartiers prioritaires		22 439 €
accueil d'accueil enfants- parents en Centre Ancien		94 447 €
accueil multi accueil des Collettes		271 232 €
accueil dans les écoles des quartiers prioritaires		129 710 €
Total		607 851 €
Education-santé		
éducation Politique de la ville		10 910 €
Total		10 910 €
Subventions accordées aux associations intervenant en quartiers prioritaires		
le social et culturel		55 000 €
associatif		7 000 €
LUDOTHEQUE		10 000 €
DRACENIS SOLIDARITE		2 500 €
PROMOSOINS		3 000 €
LA FABRIQUE		40 000 €
Ass. de Prévention Spécialisée		44 000 €
MODE 83		23 000 €
Sous total		184 500 €
Cadre de vie		
Acquisition foncière pour favoriser la redynamisation du Centre Ancien		220 781 €
Plantations et entretien des espaces verts en quartiers prioritaires		14 900 €
Sous total		235 681 €
Total		1 038 942 €

Ainsi, la somme de 1 038 942 €, soit 78,7% de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, a été affectée aux actions menées au profit des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, notamment en direction de l'enfance-jeunesse et du tissu associatif.

A noter que la somme de 281 841 €, soit 21,3% de cette dotation, contribue à la subvention versée au Centre Communal d'Action Sociale, pour la mise en œuvre de ces actions.

[illegible]

[illegible]

2. Détails maquette financière

A. Dracénie Provence Verdon agglomération

[illegible]

LES
JAN
January
I + T
TIN S
PORT
AT

Le tableau présente les financements en direction des publics des QPV, affectés sur les quartiers spécifiques ainsi que ceux affectés aux quartiers vécus et quartiers en veille avec :

- Il s'agit du détail des montants présentés dans le tableau de synthèse. Il intègre une approche par ratio des interventions des directions de DP/va directement affectés aux publics des quartiers prioritaires, sur les quartiers prioritaires et/ou sur les quartiers vécus et/ou sur les quartiers en veille.

Envoyé en préfecture le 24/09/2020

Reçu en préfecture le 24/09/2020

Affiché le 24/09/2020



ID : 083-218300507-20200922-2020_124-DE

MODE 83	23 000	Valorisation annuelle du loyer : 35 200 euros
AL ASSOCIATION *Pdv	184 500	106 600 euros
9°		
AL CREDIT DROIT	3 602 352	
MMUN		

C. Le Muy

Crédits de droit commun - Le Muy - 2019

Montique	Montant global	Ratio	Montant retenu	Notice explicative
TURE				
Manifestation FL	115 362	20%	23 072	
Association culturelle	29 200	20%	5 840	
SPORT				
Divers	5 926	20%	1 185	
Tennis	738 781	20%	147 756	
Subvention aux associations	55 000	20%	11 000	
EDUCATION				
Subvention aux associations	3 500	20%	700	
JEUNESSE				
BJJ	90 654	50%	45 327	Salaires
	4 129	50%	2 065	Coût de fonctionnement
Pôle Ado	142 840	33%	47 137	Salaires
	16 738	33%	5 524	Coût de fonctionnement
Aish	595 888	20%	119 178	Salaires
	9 349	20%	1 870	Coût de fonctionnement
Crèche	510 551	20%	102 110	Salaires
	32 987	20%	6 597	Coût de fonctionnement
EMLOI/MIL				
EPN	18 160	20%	3 632	MODE
Prévention de la Délinquance				
APS	72 375	100%	72 375	
TOTAL CREDIT DROIT COMMUN	2 441 440		555 368	

Notice explicative du Muy

Pour les thématiques ne pouvant être chiffrées précisément par manque d'indicateurs de fréquentation, la proratisation est faite à hauteur de 20%, c'est-à-dire une estimation légèrement à la hausse par rapport au ratio de 16, 52% des personnes habitant en QPV sur Le Muy.

ANNEXES

1 Liste des rues en quartiers prioritaires (mise à jour en 2017)

LE MUY - LISTE DES RUES INCLUSES DANS LE PERIMETRE DU CENTRE ANCIEN	Numéros	Noms des bâtiments et numéros
ALLES VICTOR HUGO	Pair	
AVENUE DE LA TOUR	Tous	
Avenue Jules Ferry	Tout pas de numéro	
AVENUE ST ANNE	145 Résidence St Anne	
Bd Charles De Gaulle	Tous (Résidence du stade)	
Bd du Bois de Belluques	Tous (lot du bois des Belluques)	
Boulevard du 8 mai 1945	Tous	
Chemin de la Peyroue	Tous	
ESPLANADE SENES	Tous	
HLM ST. ANDRIEU	Tous	
IMPASSE BARBES	Tous	
IMPASSE FRANCOIS TAXIL	Tous	
Impasse le Galliné	Tous	
Impasse Paradou	Tous	
Place Amédée Bous	Tous	
PLACE DE LA REPUBLIQUE	Tous	
PLACE DE L'EGLISE	Tous	ILLOT 2 OUEST - 15 Rue de l'Eglise
PLACE GAMBETTA	Tous	DNT + place Gambetta
PLACE JEAN JAURES	Tous sauf 1 - 3 - 5	
Place Pasteur	Impair de 9 à 23	
RN7	Tous jusqu'à 143 HLM St Andrieu	SAINT ANDRIEU : 3 Bat /6 entrées (A1-A2-B1-B2-C1-C2)
ROUTE DE LA BOURGADE	de 1 à 45 pair et impair	
Rue Aragon Trastour	1 à 23	
RUE BARBES	Tous	
RUE CARNOT	Tous	
RUE CAVALIER	de 1 à 9	Les 2 orthographes Cava(l)lier Pair+impair
RUE COURBET	Tous	ILLOT 1 - rue Courbet Entrée 3 CPA DU MUY - 2 rue Courbet
RUE DE LA LIBERTE	Tous	
RUE DE LA PLACETTE	Tous	
RUE DE L'AVENIR	Tous	
RUE DE L'ECLAIR	Tous	
RUE DE L'HOTEL DE VILLE	Tous de 1 à 18	
RUE DES JARDINS	Tous	
Rue des Portiques	Impair de 9 à 25	ok/ Pancarte "passage des portiques"
RUE DES TANNIEURS	de 1 à 6	
Rue des vergers	Tous	
RUE DROITE	Tous	

Affiche le		24/03/2020	
ID : 083-218300507-20200922-2020_124-D			
RUE DU BOIS DES BELFUGUES	Tous (lot du bois des Belfugues)		
RUE DU FIGUIER	Tous		
RUE DU FOUR	Tous		
RUE DU MURIER	Tous		
RUE DU Nord	Tous		
RUE RANCOIS TAXIL	Tous		
RUE RABBETTA	Tous		
RUE ambetta	Tous		
RUE GRANDE	Tous		ILLOT 2 EST - 25 rue Grande
RUE JEBREARD	Tous		
RUE JOCHE	Païrs		
RUE jachin Olivier	Tous		
RUE ATIL	Tous		
RUE ED RU ROLLIN	Tous		
RUE LOUIS BLANC	Tous		
Rue Marceau	Tous		
RUE MAURICE LACHATRE	Tous		
Rue Paradou	Tous		
RUE PASTEUR	Tous		
Traverse Paradou	Tous		

Mise à jour 2017

DRAGUIGNAN LES COLLETES

Type du vote	Nom de la voie	Totalité Partielle	Précisions n°
Avenue	de Verdurin	P	Résidence Les Colettes, ??Résidence Les 3 Côteaux (bât J,K,M) ??
Avenue	de Puyl	P	Résidence Etoile du Sud et n°138 Résidence Les Alouettes.
Chemin	des Colettes	P	??Résidence Les 3 Côteaux (bât R) ?? Résidence Les Jardins de Pagnol (bât J,K ???)
Boulevard	Marcel Pagnol	P	Résidence Le Temps des Cerises, Résidence Carré Topaze, jusqu'à l'édicule n°194.
Chemin	Saintre-Barbe	P	Centre des Finances Publiques, Résidence Le Louet.
Boulevard	Emile Thomas	P	Collège, Résidence Les Négatifs, Résidence Les Portugais.
Boulevard	Theodore Aubanel	P	Résidence Les Souleüs.

Annexes des résidences de Dragutim

Résidence Les Colétes	Vie Habitat		Résidence Les Jardins du Pyrocl	
Avenue de Verdun	Bâtiments	Entrées	296 Chemin des Colétes	Bâtiments
	A	1-2		K
	B	1-3		L
	D			
	E	1-2		
Résidence Etoile du Sud			Résidence Le Mégalis	
234 Avenue Paul Arène			141 Boulevard Emile Thomas	
	Bâtiments			Bâtiments
	Alpha			A
	Bêta			B
	Gamma		Résidence Les Portiques	
	Delta		404 Bd C. Thomas / Bd Blum	Bâtiments
				A
				B
Résidence Les Alouès				
138 Avenue Paul Arène	Bâtiments		Résidence Les Souilles	
	La Farcigulo		379 Boulevard Théodore Aubanel	Bâtiments
	Le Alouès			A
	La Mibegromo			B
				C
				D
				E
				F
				G
				H
				I
				J
				K
				L
				M
				N
Résidence Les 3 Châteaux	Groupes 3F			
	Bâtiments	N° de voie	Nom de Voie	
	E	399		
	D			
	F			
	G			
	H			
	I			
	J			
	K	411		
	L			
	M			
	P			
	R			

DRAGUIGNAN - LISTE DES RUES INCLUSES DANS

DRAGUIGNAN - LISTE DES RUES INCLUSES DANS LE PERIMETRE DU CENTRE ANCIEN		Numéros et noms résidence
Traverse du Jeu de Paume	tous	
Impasse du Jeu de Paume	tous	
Montée de la Roque	tous	
Rue des Endronnes	tous	
Rue des Tanneurs		Résidence Etudiants - 1 rue des Tanneurs TOUR DES TANNEURS, 21 rue des Tanneurs
Rue des Tanneurs	tous	
Place des tanneurs	parking	
Rue de la Roque	tous	

Place de l'Horloge	tous (sans habitation?)
Place René Cassin	tous
Place Pierre Clément	tous
Place du Dragon	tous
Place des Potiers	tous
Place Vieille Halle	tous
Place Vieille Halle	tous
Passage du Chapitre	tous
Rue du Palais	tous
Place des 3 Pigeons	tous
Place d'Arménie	tous
Place Joseph Bernard de Trans en provenance	tous (sans habitation?)
Place Joseph Bernard de Trans en provenance	Résidence Bernard Trans: 1 bâtiment / 6 entrées (de 1 à 6), N° 47 Maison de la solidarité-Avaf
Boulevard Joseph Bernard de Trans en provenance	tous
Place Portaignières	PORTAIGUIERES/MENDUDIERES. 21 rue Ménudière - 15 place Portaignières
Place Portaignières	L'HORLOGE - 23 place Portaignières
Rue du Jeu de Ballon	tous
Place des Comtes de Provence	Tous (sans habitation?)
Montée de la Porte de Grasse	tous
Rue du Courtois	tous
Rue des Moulins	tous
Place du Souvenir Français	tous (sans habitation?)
Traverse des Jardins	tous
Rue des Jardins	tous
Rue Grande	tous -dont ILOT 2 EST - 25 rue Grande
Rue Lou Fabriguier	tous
Place Lou Fabriguier	tous
Montée du Rigoulier	tous
Rue de la Menudière	PORTAIGUIERES/MENDUDIERES. 21 rue Ménudière. 15 place Portaignières
Rue de la Menudière	HORLOGE - 23 rue Ménudières
Traverse Eugène Guigues	Tous
Rue des Chaudronniers	CHAUDRONNIERS - 12 rue des Chaudronniers
Rue des Chaudronniers	tous
Trav. du Piquet Vieux	tous
Rue du Piquet Vieux	tous

Rue du Jeu de Paume	tous
Rue Adolphe Giraud	tous
Place Pasteur	tous
Place de l'Observance	tous
Rue de l'Observance	Observance 1 - 51 rue de l'Observance
Rue de l'Observance	Observance 2 - 52 rue de l'Observance
Rue de la République	Observance 3 - 58-64 rue de l'Observance
Boulevard Jean Jaurès	côté pair N° 2 à 40
Rue du Père Fouzou	Tous
Place Claude Gay	tous
Trav. des Minimes	tous (sans habitation?)
Place des Minimes	REHAB 6 PLACE DES MINIMES. 1 bat / 1 entrée
Place des Minimes	tous
Rue des Minimes	tous
Rue de Trans	Les Chaudronniers - 7 rue de Trans
Rue de Trans	bis rue de Trans
Montée des Ouilères	tous
Place du Marché	tous
Rue Juiverie	Résidence Personnes Agées
Rue Juiverie	tous
Rue de la Visitation	tous
Place St Clair	tous
Rue Saint Clair	tous
Montée St Clair	tous
Traverse St Clair	tous
Impasse Blancherie	tous
Impasse des Augustins	tous
Traverse du Cros	tous
Rue du Cros	tous
Place des Tonneliers	tous (rebaptisé Place Cogordan)
Place Cogordan	tous
Rue du Jardin des Plantes	tous
Boulevard du Jardin des Plantes	côté pair
Rue Edmond Pouppé	tous
Rue de la Tête de Boeuf	tous
Rue de l'Horloge	tous
Place Roger Fréani	tous
Place aux Herbes	tous
Place des Augustins	tous
Rue de l'Ancien Théâtre	tous
Imp. Capasse	tous

Adresse	Observance
Rue de la Papesse	tous
Rue du Combat	tous
Boulevard des Remparts	côté pair-L'Observance: 1 bâtiment /1entree
Rue de la Halle	tous
Boulevard de la Liberté	côté pair
Rue de la Liberté	tous
Rue Frédéric Milneur	tous
Rue de la Blancherie	tous
Rue l' Etoile	tous
Rue Joseph Roumanille	tous
Rue Georges Clisson	tous
Rue Juiverie	tous
Rue Georges Brassens	tous
Rue de la Four de Peisse	tous
Rue Beauvezer	tous
Place du Dragon	tous
Boulevard John Kennedy	-N° 9 à 47 Impair
Traverse des Dominicains	tous (habitations?)
Rue des Dominicains	tous
Boulevard Maréchal Foch	côté pair
Rue des Marchands	tous
Square Mozart	Tous
Place de la Paroisse	tous
Montée de l'Horloge	tous
Boulevard Georges Clémenceau	côté impair jusqu'au Bd J. JAURES et N°3 à 13C
-Théâtre	

2- Appel à projets 2019

I. Présentation et cadre de référence de l'appel à projets 2019

Le vote de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine permet de concentrer les moyens publics sur les territoires les plus en difficulté. S'inscrivant dans une géographie prioritaire resserée, cette réforme renforce la lisibilité, la cohérence et l'efficacité de la politique de la ville.

II. La géographie prioritaire

Quartiers prioritaires, territoires éligibles au Contrat de ville intercommunal 2015-2020

La DDCS a mis à jour en 2017 les voies composant chaque quartier prioritaire en les recensant intégralement afin de renseigner avec précision les personnes éligibles.

Aussi, vous trouverez la liste des rues, mise à jour en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Dracénoise, en annexe 1 du présent document et téléchargeable sur le site de la CAD : <http://www.dracentie.com/index.php/7-actu/667-signature-des-contrats-de-ville-2015-2020>.
 Il est à noter que lorsque la limite d'un quartier correspond à une voie publique, elle est réputée suivre le central de cette voie.

Le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, quartiers portant sur 2 communes ont été retenus et représentent 8370 habitants¹ répartis comme suit :

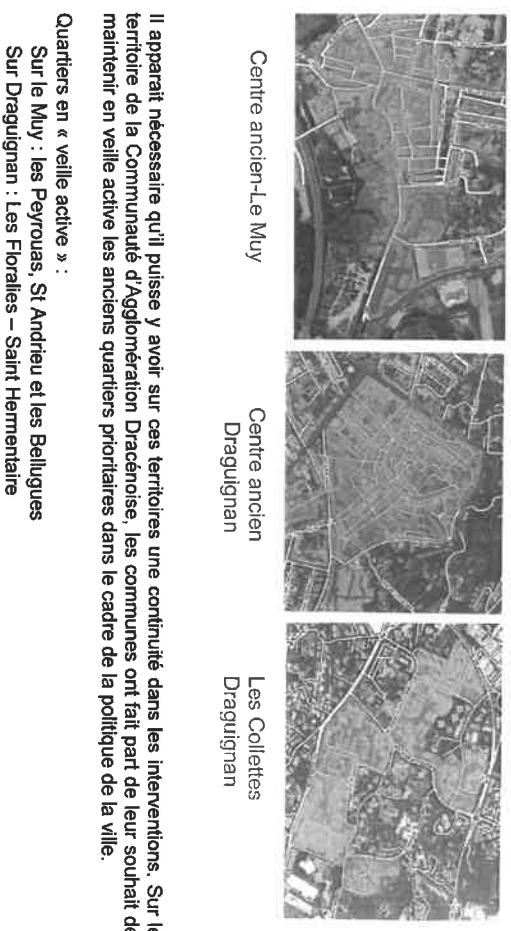
Sur la ville de Draguignan, le nombre d'habitants identifiés dans les territoires prioritaires est de 6 770 répartis entre le centre-ville, 4 320 habitants, et le quartier les Collettes, 2 450 habitants.

Quartier les Collettes à Draguignan enregistre un revenu médian annuel de 11 200 € soit 933 € par mois. Celui du centre-ville de Draguignan de 10 900 € soit 908 € par mois. Plus de 2 000 personnes vivent avec moins de 900 € par mois en centre-ville de Draguignan.

Sur la ville du Muy, le nombre d'habitants identifié dans le territoire prioritaire, centre-ville, est de 1 600. Le quartier prioritaire centre-ville du Muy enregistre un revenu médian annuel de 8 800 € soit 733 € par mois. Aussi 800 personnes du centre-ville du Muy vivent avec moins de 733 € par mois.

¹ Le kit de données sexuées (février 2015 avec données 2010-2011) initial ainsi que le kit de données complémentaires sont annexés au contrat de ville 2015-2020, téléchargeable sur le site de la CAD : <http://www.dracentie.com/index.php/7-actu/667-signature-des-contrats-de-ville-2015-2020>

CARTOGRAPHIE DES TROIS QUARTIERS PRIORITAIRES



Il apparaît nécessaire qu'il puisse y avoir sur ces territoires une continuité dans les interventions. Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, les communes ont fait part de leur souhait de maintenir en veille active les anciens quartiers prioritaires dans le cadre de la politique de la ville.

Quartiers en « veille active » :

Sur le Muy : les Peyrouas, St Andreu et les Bellugues
 Sur Draguignan : Les Floriales – Saint Hermentaire

III. Le Cadre Général de l'appel à projets 2019

Les projets déposés dans le cadre du présent appel à projets devront s'inscrire dans les orientations définies par le contrat de ville 2015-2020 et bénéficier exclusivement aux habitants des quartiers prioritaires.

Des opérateurs qui ne sont pas situés dans les quartiers, mais proposent de conduire des actions bénéficiant directement et concrètement à leurs habitants, peuvent élargir aux crédits spécifiques.

L'appel à projets 2019 est structuré suivant les 4 piliers du contrat de ville :

- Le pilier « développement économique et emploi » :
 - Développement économique/Accompagnement aux porteurs de projet
 - Insertion/Formation/Emploi

Le pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » :

- Projet urbain/Qualité urbaine
 - Mobilité /Numérique
 - Habitat logement
- Le pilier « cohésion sociale » :
- Éducation et lien social,
 - Veille Sociale et Santé,

- Sport et culture,
 - Violence intra familiales/Prévention de la délinquance/Accès au droit.
- Le pilier « citoyenneté et valeurs de la République » :
- Agir en faveur de la citoyenneté et valeurs de la République

con transversale, une attention particulière sera portée à la prise en compte dans les projets de :

- la jeunesse,
- l'égalité femmes/hommes,
- la lutte contre les discriminations,
- la participation des habitants.

plus de détail :

iliers/enjeux/orientations stratégiques/opérationnels/actions et indicateurs de réalisation sont
d'agglomération
www.dracenie.com – rubrique « vivre en Dracénie » / solidarité / politique de la ville

IV. Les critères d'éligibilité à l'appel à projets 2019

4.1 Les porteurs de projets

L'ensemble des porteurs, personnes morales de droit public comme privé (associations, établissements publics autonomes...), est éligible, quel que soit le lieu d'implantation du siège social de la personne morale.

4.2 Les projets

Les projets doivent, pour être éligibles :

- porter sur des actions spécifiques et non sur le fonctionnement annuel global de l'association ;
- répondre aux objectifs opérationnels concrets identifiés dans le présent appel à projets, et mesurables.
- être construits en articulation, et non en doublon, avec les services publics de droit commun ;
- cibler les habitantes et habitants des quartiers prioritaires, y compris quand sa mise en œuvre porte sur un territoire plus large ;
- concerner un ou plusieurs quartiers prioritaires et répondre à un besoin avéré du/des territoire(s) concerné(s) ;
- respecter la réglementation applicable en matière d'accueils collectifs de mineurs, y compris pour les séjours VVV ;
- se dérouler entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 (soit sur l'année civile en dehors des vacances scolaires, soit en période de vacances scolaires, soit sur l'année complète). Le budget prévisionnel de l'action est présenté sur l'année civile. Un calendrier de programmation devra

accompagner le projet, en vue d'une meilleure coordination sur les QPV, précisant les jours/périodes de permanences ou d'interventions, les périodes de fermeture de la structure...)

- identifier précisément les besoins auxquels l'action répondra ainsi que les objectifs qualitatifs et quantitatifs attendus (données sexuelles, âges et adresses à minima), les moyens humains (ETP, qualification, nature des contrats de travail), les moyens matériels (locaux propres ou mis à disposition, fréquence des permanences hebdomadaires) ;

- mettre l'accent sur la mobilisation du droit commun et la valorisation de celui-ci dans les budgets des actions

4.3 Les thématiques et les publics cibles à privilégier dans les candidatures de l'appel à projets :

Sur l'exercice 2019, une attention particulière sera apportée sur les thématiques suivantes :

- Les actions permettant de favoriser le retour à l'emploi dans le but d'améliorer le niveau de revenu des publics QPV ;
- Les actions favorisant la parentalité et l'intégration sociale ;
- L'accès aux droits ;
- La lutte contre l'isolement ;
- La lutte contre l'illettrisme ;
- Les actions collectives permettant d'améliorer le cadre de vie des habitants.
- Les volets santé (psychique, mentale et physique), mobilité et l'axe de la parentalité

De plus, une attention particulière sera apportée sur les publics suivants :

- Les personnes qui sont âgées de 64 ans et plus ;
- Les enfants âgés de 3 à 14 ans ;
- Les adolescents de 14 à 25 ans ;
- Le public féminin

4.4 L'évaluation des actions

- Chaque projet fera l'objet de la remise, par l'opérateur, de :
 - Un questionnaire de satisfaction à diffuser auprès de ses bénéficiaires qu'il devra remettre au moment du dépôt du dossier ;
 - Une évaluation individuelle ou collective auprès des bénéficiaires de l'action à remettre au plus tard le 15 janvier 2020 ;
 - Compléter et remettre la feuille d'évaluation à mi-parcours au 30 juin 2019 qui sera demandé en cours d'année ;
 - La fiche d'évaluation annuelle et les fiches 6-1, 6-2, 6-3 (compte rendu financier d'action) au moment du dépôt du dossier ou au 15 janvier 2019 au plus tard.
- L'équipe projet Communauté d'Agglomération Dracénoise/Etat pourra procéder à des observations/évaluations in situ. Les candidats retenus s'engagent à permettre ces visites ainsi qu'à participer aux rencontres ou réunions qui seraient proposées.

13 : Ne rentre pas dans le cadre de cet appel à projets les actions ciblant d'autres territoires que ceux ayant accès plus haut, les actions de formation et les actions d'animations.

Le calendrier prévisionnel de programmation

Dépôt des dossiers complets	Du 12 novembre au 7 décembre 2018*
Instruction des dossiers	Du 10 au 28 décembre 2018
Comité de lecture	Du 28 janvier au 1 ^{er} février 2019**
Comité technique	Du 25 février au 1 ^{er} mars 2019**
Comité de pilotage	Du 25 au 29 mars 2019**

* Les dossiers déposés après la date limite de retour fixée au plus tard au 07/12/18, ne seront pas examinés.
Des pièces complémentaires pourront être déposées sur demande de l'équipe projet du 02 au 18 janvier 2019.

**Ces dates sont susceptibles de faire l'objet d'une modification.

Le détail des modalités de candidature est présenté dans le guide pratique, et disponible sur le site de la Communauté d'agglomération :

www.dracenie.com – rubrique « vivre en Dracénie » / solidarité / politique de la ville

V. Les critères d'appréciation des projets

5.1 Critères qualitatifs des projets

Afin d'apprécier la qualité des projets, les dossiers éligibles sont examinés au regard des critères ci-après.

- Caractère innovant du projet ;
- Valeur ajoutée du projet / non substitution / non redondance par rapport au droit commun ;
- Caractère spécifique de l'action ;
- Pertinence de l'action ;

- Articulation du projet / complémentarité / cohérence avec le partenariat local et les dispositifs existants ;
- Plan de communication ;
- Nombre de bénéficiaires ciblés / touchés par l'action ;
- Valorisation de la participation de la CAD et de l'Etat au financement de l'action dans le cadre du Contrat de Ville.

En cas de renouvellement d'action, des critères additionnels sont analysés :

- Prise en compte des points d'amélioration vus en fin d'année ;
- Bilan quantitatif et qualitatif fourni par le porteur de projet

Ces critères généraux doivent permettre aux opérateurs d'établir une présentation rigoureuse de leur projet. Les candidats veilleront notamment à ce que le contenu de la demande de subvention corresponde à la fiche de synthèse en annexe et à ce qu'aucun champ ne soit oublié.

5.2 Critères financiers des projets

- Coût détaillé de l'action (budget prévisionnel) ;
- Charges (indirectes/de fonctionnement) spécifiquement liées à l'action ;
- Part des co-financements / saisine d'appels à projets complémentaires ;
- Non substitution / non redondance avec les financements de droit commun ou les dispositifs annexes ;

Les financements seront alloués dans la limite des fonds disponibles et aucune action ne fera l'objet d'une reconduction systématique. L'aide publique intercommunale ne pourra dépasser 80% des dépenses éligibles retenues.

VI. Identification des domaines d'intervention du dispositif « Ville Vie Vacances »

Le programme « Ville Vie Vacances » contribue à la prévention de l'exclusion, à un égal accès aux loisirs éducatifs, aux vacances des enfants et des jeunes sans activité et/ou en difficulté.

1- Les publics et les territoires bénéficiaires

Le programme « Ville Vie Vacances » (VVV) s'adresse prioritairement aux enfants et aux jeunes, filles et garçons, âgés de 11 à 18 ans, habitant les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Dans le cadre de la promotion de l'égalité filles/garçons, les projets qui reposeront sur une offre d'activités assurant une mixité effective seront privilégiés. Un seul minimum de 45 % de la part des jeunes filles dans les projets est un objectif réaffirmé par l'ACSE.

2- Les périodes : l'ensemble des vacances scolaires, particulièrement et prioritairement durant la période estivale.

3- Les actions éligibles

Le programme VVV n'a pas vocation à soutenir des prestations de loisirs de droit commun pendant les vacances scolaires. Les actions soutenues porteront sur les axes suivants :



l'ouverture au monde extérieur : sorties et séjours en dehors du quartier de résidence des jeunes, activités permettant le brassage des publics et la découverte d'autres environnements notamment culturels

Les actions à « contenu citoyen et civique » : meilleures connaissances des institutions de la République, acquisition des règles de vie collective, promotion des comportements civiques, approfondissement du sens de l'engagement

Les travaux d'utilité sociale : stages ou chantiers éducatifs jeunes basés notamment sur la habilitation ou sur l'entretien d'espaces ou d'équipements

Les actions devront respecter la réglementation applicable en matière d'accueils collectifs de mineurs.

Les actions devront favoriser chez les jeunes la prise de responsabilité, et mettre en valeur des actions telles que le respect, la citoyenneté, la tolérance, l'engagement et l'éducation à l'environnement durable. L'implication des parents dans la préparation et le suivi des activités.

Le volet financier du CGET est un complément et doit permettre de faire face aux dépenses liées aux particularités du dispositif. Les co-financements sont obligatoires, une action ne peut être financée que par le CGET dans le cadre des contrats de ville ne sera pas financée sur le dispositif.

VII. Identification des domaines d'intervention du dispositif « Fonds de participation des habitants »

Le Fonds de participation des habitants (FDPH) permet de financer des projets concrets qui contribuent au renforcement du lien social dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Objectifs :

- donner les moyens aux habitants, constitués ou non en association, de participer à la vie de leur quartier ;
- construire des projets qui contribuent à l'animation du quartier ;
- améliorer le cadre de vie ;
- développer des échanges intergénérationnels entre les habitants.

VII. Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties

L'Article 1388 bis du code général des impôts précise l'application d'un abattement de 30 % sur la base d'imposition de la TFPB lorsque les logements sont situés en quartier prioritaire, avec la condition que l'organisme soit signataire du contrat de ville.

Dans ce cadre 8 conventions relatives à l'utilisation de l'abattement de TFPB ont été signées le 30 décembre 2015, entre la DDTM et les bailleurs (SAIEM, Var habitat, Immobilier M. 3F et Logis Familial Varois) puis par avenants (signés au 31 Mars 2017, avec les collectivités locales (Communauté d'Agglomération Dracénoise, communes de Draguignan et du Muy).

Deux grands types d'actions d'amélioration du cadre de vie éligibles :

Les actions de droit commun relevant de la gestion classique des bailleurs mais qui font l'objet de moyens renforcés sur les QPV et des actions spécifiques aux quartiers pour soutenir les objectifs de qualité de cadre de vie, de cohésion sociale et de développement social.

La convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB fait l'objet d'un suivi par deux instances partenariales, en sus de point d'étape régulier à réaliser à partir du tableau de bord de suivi des actions par bailleur.

Toute action bénéficiant de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dans le cadre des conventions ne pourra pas prétendre à un double financement Etat.

3 – Délibérations d'attribution de subventions Politiques de la Ville- Programmations 2019

Document de l'UR
Arrondissement de Draguignan



DRACENIE
PROVINCION VIRON

Document de l'UR
Arrondissement de Draguignan

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 20 JUIN 2019

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-huit à dix-huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PLANETTI, Claude ALEMANA, Alain PIANLANT, Bernard CHATELAIN, Laure DUBREUIL, Jean-Marc MARTIN, Daniel FERRAS, Jacques GÉRARD, Claude MARIN, Alain BARALE, Anne-Marie FERRAS, Charles FANELLI, Richard STRAMBO, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUPOUR, Jean-François FERRAS, Jacques GÉRARD, Claude MARIN, Alain BARALE, Anne-Marie AMOROSO, Alain CAYMARIS, Stéphane CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Anne-Marie COLLOMBANI, Guy DEMARTIN, Brigitte DUBOIS, Sylvie FAYE, Françoise FIORINI, Sylvie FRANCON, Nathalie GONZALEZ, Maitia GUELLATI, Mathilde HOUJ-DECOURT, Françoise LEGRAVEN, Fabrice MEGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MONDGETT, Michèle SENS, Régis ROUX, Thierry TROIN, Jean-Daniel SAVATON, Sylvain SERES, Richard TILANSKI, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

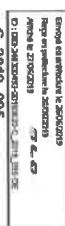
Jacques LECOINTE, pouvoir à Alain CAYMARIS, Christian TAILLANDIER, pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Serge BALDECHI, pouvoir à Nicole FANELLI, Lucie AUGUIN, pouvoir à Françoise FIORINI, Bernard CHATELAIN, pouvoir à Françoise LEGRAVEN, Marie-Christine GUILLOT, pouvoir à Jean-Daniel SAVATON, Alain HARAUJ, pouvoir à Sylvie FRANCON, Yves DEMARTIN, Claude PLANETTI, pouvoir à Sophie FIORINI, Jean-Pierre MONDGETT, pouvoir à Claude PLANETTI, pouvoir à Brigitte DUBOIS, pouvoir à Claude PLANETTI, Christine PREMOSSET, pouvoir à Brigitte DUBOIS

ABSENTS :

Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Alain BOUCHER, Carole COLLOMBAT, Florence LEROUX, Laura REIG, Valérie VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mathilde Mathilde HOUJ-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMANA



La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville concentre les moyens publics sur les territoires les plus en difficulté.

et la cohésion urbaine vise à

au profit des habitants des quartiers identifiés comme prioritaires.

Le territoire de Dracénie Provence Verden agglomération possède 3 quartiers prioritaires. Ils sont situés à Draguignan et au Muy et comptent 8 370 habitants :

- Pour la commune de Draguignan, il s'agit du quartier « Centre-ville » avec 4 328 habitants au revenu moyen mensuel de 808€ et du quartier « Les Collettes » avec 2 450 habitants au revenu moyen mensuel de 833€.
- Pour la commune du Muy, il s'agit du quartier « Centre-ville » avec 1 000 habitants et un revenu moyen mensuel de 732€.

La mise en oeuvre du contrat de ville comporte des actions de droit commun et des actions spécifiques.

Les actions de droit commun concourent à la réalisation des objectifs de la Politique de la ville autour de cinq grands domaines d'intervention. Les actions spécifiques sont financées en partie par l'État et renouvelées chaque année.

Les crédits dédiés aux actions spécifiques sont attribués après publication d'un appel à projets annuel.

L'appel à projet a été lancé le 7 novembre 2018 par Diarène Provence Verdon application en collaboration avec l'Etat. L'instruction des projets a été réalisée par les comités et comités techniques ouverts aux membres signalataires du contrat de ville et aux conseils citoyens. Les membres du comité de pilotage, réunis en séance le 20 mars 2019, ont émis un avis favorable sur :

- les projets détaillés en annexe, par pilier,
- la répartition des participations financières par action, entre l'État et l'Oratoire Providence Vendon agglomération.

Il en résulte que le montant des subventions proposées par pilier est réparti comme suit :

- pour le pilier « Développement économique et emploi » : 58 100€ par Dacréine Provence
Verdon agglomération et 30 000€ par Etal,
pour le pilier « Amélioration du cadre de vie et renouvellement urbain » : 2 000€ par
Dacréine Provence Verdon agglomération et 2 000€ par Etal,
pour le pilier « Cohésion sociale » : 64 800€ par Dacréine Provence Verdon
agglomération et 67 800€ par Etal.
pour le pilier « Convergence et valeur de la République », aucun projet n'a été retenu.

Au delà. "L'état participe au dispositif ville vie vacances à hauteur de 8 700€.

Amis pour l'appel à projet 2018, Dracénie Provence Verdon agglomération participera à hauteur de 145 000€ et l'Etat à hauteur de 109 500€.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission Politique de la ville réunie le 6 juin 2019, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver les projets retenus par le comité de pilotage et les/les en annexe,
- approuver le montant de chacune des subventions consenties pour chacune des actions listées en annexe,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document préaffirmé,
- dire que les crédits nécessaires sont prévus sur le budget principal 2010, au chapitre 06 (article 0574).

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITÉ, décide d'adopter cette délibération.

[illegible]

Ref: 1111-707

Construction by the City of London reflects interest in only one other sector and shows a year-on-year decline in construction work in London. In the private construction sector, the largest increase in value added was in the construction of new buildings, which rose by 1.1% in 2005. The construction of new buildings is the largest sector in the private construction sector, accounting for 44% of the total value added. The construction of new buildings is the largest sector in the private construction sector, accounting for 44% of the total value added. The construction of new buildings is the largest sector in the private construction sector, accounting for 44% of the total value added.

Envoyé en préfecture le 24/09/2020

Reçu en préfecture le 24/09/2020

Affiché le 24/09/2020



ID : 083-218300507-20200922-2020_124-DE

ATTRIBUTION DES CREDITS SPECIFIQUES POLITIQUE D

Envoyé en préfecture le 28/08/2019
Reçu en préfecture le 28/08/2019
Affiché le 28/08/2019
SLO
ID : 083-218300507-20190828-C-2019_098-DE
ETAT 2019 (G)

STRUCTURE	ACTION	Communes	Rest/ N	Coût de l'action	Période	DEVA 2019 (G)	ETAT 2019 (G)
B-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EMPLOI							
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Accompagnement de l'activité en faveur de l'accès à l'emploi et à la formation des jeunes CDF avec une quinzaine de centres d'activités de Dragageur et des Centres de Dragageur	DRAGUEUR	R	10 576	7 600	4 980	3 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	N	3 800	3 800	1 800	1 500
INDUSTRIELLE EST-VAR	Accompagnement D'entreprises à l'emploi CDF (La May)	LE MAY	R	29 595	20 000	11 500	9 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	9 035	4 300	2 500	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	LE MAY	R	9 164	4 000	2 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	8 313	6 000	2 800	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	19 475	5 900	3 800	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	LE MAY	N	19 475	5 900	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	19 000	7 500	7 500	7 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	6 250	5 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	20 000	10 000	7 000	3 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	N	14 010	14 010	11 500	1 500
TOTAL				58 100	30 000		
C-DEVELOPPEMENT URBAIN							
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Accompagnement de l'activité en faveur de l'accès à l'emploi et à la formation des jeunes CDF avec une quinzaine de centres d'activités de Dragageur et des Centres de Dragageur	DRAGUEUR	R	7 075	4 000	2 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	21 800	10 000	3 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	5 940	5 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	N	12 700	10 000	8 000	9 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	8 550	4 000	2 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	74 800	12 000	3 800	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	77 000	10 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	N	5 400	4 100	4 100	4 100
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	5 975	4 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	28 120	8 000	4 000	4 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	30 000	7 000	3 800	3 200
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	N	40 000	14 000	1 600	4 000
TOTAL				200 000	20 000	20 000	20 000

ATTRIBUTION DES CREDITS SPECIFIQUES POLITIQUE D

Envoyé en préfecture le 28/08/2019
Reçu en préfecture le 28/08/2019
Affiché le 28/08/2019
SLO
ID : 083-218300507-20190828-C-2019_098-DE
ETAT 2019 (G)

STRUCTURE	ACTION	Communes	Rest/ N	Coût de l'action	Période	DEVA 2019 (G)	ETAT 2019 (G)
B-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EMPLOI							
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Accompagnement de l'activité en faveur de l'accès à l'emploi et à la formation des jeunes CDF avec une quinzaine de centres d'activités de Dragageur et des Centres de Dragageur	DRAGUEUR	N	10 576	7 600	4 980	3 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	29 595	20 000	11 500	9 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	9 035	4 300	2 500	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	LE MAY	R	9 164	4 000	2 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	8 313	6 000	2 800	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	19 475	5 900	3 800	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	LE MAY	N	19 475	5 900	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	19 000	7 500	7 500	7 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	6 250	5 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	R	20 000	10 000	7 000	3 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	DRAGUEUR - Fourniture de matériel à l'emploi des jeunes	DRAGUEUR	N	14 010	14 010	11 500	1 500
TOTAL				58 100	30 000		
C-DEVELOPPEMENT URBAIN							
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Accompagnement de l'activité en faveur de l'accès à l'emploi et à la formation des jeunes CDF avec une quinzaine de centres d'activités de Dragageur et des Centres de Dragageur	DRAGUEUR	R	7 075	4 000	2 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	21 800	10 000	3 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	5 940	5 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	N	12 700	10 000	8 000	9 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	8 550	4 000	2 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	74 800	12 000	3 800	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	77 000	10 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	N	5 400	4 100	4 100	4 100
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	5 975	4 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	28 120	8 000	4 000	4 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	30 000	7 000	3 800	3 200
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	N	40 000	14 000	1 600	4 000
TOTAL				200 000	20 000	20 000	20 000

INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Accompagnement de l'activité en faveur de l'accès à l'emploi et à la formation des jeunes CDF avec une quinzaine de centres d'activités de Dragageur et des Centres de Dragageur	DRAGUEUR	R	7 075	4 000	2 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	21 800	10 000	3 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	5 940	5 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	N	12 700	10 000	8 000	9 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	8 550	4 000	2 000	2 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	74 800	12 000	3 800	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	77 000	10 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	N	5 400	4 100	4 100	4 100
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	5 975	4 000	2 500	2 500
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	28 120	8 000	4 000	4 000
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	R	30 000	7 000	3 800	3 200
INDUSTRIELLE PRACENIE R-VAR	Modèle vert l'emploi des jeunes CDF	DRAGUEUR	N	40 000	14 000	1 600	4 000
TOTAL				200 000	20 000	20 000	20 000

4 - Grille d'analyse 2019 pour évaluation des actions/visites in situ

Titre de l'association :
Nom de l'action :
Date et heure :
Participants (combien, nouveaux venus/habitués, participation, flux entrées/sorties, problématiques et besoins des bénéficiaires, combien en QPV) :

Moyens humains sur l'action (combien et comment sont-ils) :

Conformité avec le cerfa :

Points + :

Le lieu (ouvert/fermé, entrée libre/privée, lieu peuplé ou non, aménagement du lieu) :

L'action (que font les bénéficiaires, qu'est ce qui est proposé, comparaison besoins action/activités proposées, objectifs et impacts de l'action) :

Points - :

Si action renouvelée, comparaison observation 2018 :

L'ambiance (atmosphère, que disent les gens) :

Pistes d'amélioration :

La communication (circuit de l'information, comment avez-vous été orienté, implication des AR et Conseils Citoyens ?) :

5 – bilan des visites in situ 2019

Envoyé en préfecture le 24/09/2020

Reçu en préfecture le 24/09/2020

Affiché le

24/09/2020

Berser
Levrault

124-DE

positifs :

Pilier cohésion sociale :

Les actions réalisées sont source de convivialité, de partage, de bonne humeur et d'entraide. Les bénévoles font régulièrement part de leur satisfaction quant à ses actions « occupationnelles » et les, Globalement, les animateurs sont professionnels et sympathiques.

Les actions, plus ou moins innovantes, permettent d'aborder les sujets/problèmes du quotidien, de lutter contre les inégalités et de faire ressortir les besoins des quartiers.

La communication plus importante et un affichage des flyers des partenaires plus systématique a été faite par rapport à 2018.

Le travail en réseau s'est accentué entre les opérateurs, de part leur propre initiative et par la mise en place de groupes de travail.

Pilier développement économique et emploi :

Les actions réalisées permettent des échanges constructifs dans une ambiance globalement studieuse et positive. En grande majorité, les conseillers ont une bonne connaissance du territoire, de ses freins et de ses réussites permettant un meilleur accompagnement.

Le travail en réseau s'est accentué entre les opérateurs, de part leur propre initiative et par la mise en place de groupes de travail.

Points d'amélioration :

- Pilier cohésion sociale :

Le manque de dynamisme constaté de certains animateurs peut être pénalisant pour la réalisation des actions (manque d'aller-vers). De plus, selon les actions, le temps d'intervention est jugé trop court ou trop long avec trop peu de bénéficiaires ou au contraire un nombre trop important ne permettant pas un travail approfondi (interventions dans les écoles primaires notamment).

Certains lieux sont encore inadaptés ou anciens pour la réalisation des actions financées.

Enfin, il a été constaté à plusieurs reprises une non conformité, pour partie, au cerfa déposé en fin d'année.

Un manque de moyens matériels et financiers est régulièrement soulevé par les opérateurs.

- Pilier développement économique et emploi :

Lors des visites de terrain, il a été de nouveau constaté un absentéisme fort durant la période estivale et une difficulté de captation du public QPV.

Pour certaines actions, le temps des permanences est en baisse et les conseillers « font à la place de » ce qui laisse poser la question de l'efficacité de l'accompagnement des bénéficiaires.

Sur ce pilier également, il a été constaté une non conformité, pour partie, au cerfa déposé en fin d'année.

Perspectives :

- Pilier cohésion sociale :

Nécessité de revoir l'accompagnement global de certaines actions, de proposer un canevas des interventions de l'association intervenant en milieu scolaire.

Le lien parents-enfants nécessiterait d'être accentué sur certaines actions : proposer un jeu collaboratif commun par exemple en fin d'action. De plus, le manque d'action en direction des papas et le manque de travail « d'aller-vers » a été constaté.

Lors des visites terrain, le besoin d'ouverture plus large des structures sur l'état et des besoins de consultations spécifiques en terme de santé ont été remontés.

- Pilier développement économique et emploi :

Une fois encore le manque général de cours d'alphabétisation sur le territoire a été exprimé.

Un travail collectif doit être entrepris pour résoudre/pallier au problème de motivation et d'assiduité des bénéficiaires.

Globalement sur les 2 piliers, il faudrait accentuer l'implication des adultes relais et des conseils citoyens notamment dans le circuit de l'information.

Lors des visites terrain, le besoin d'une journée des associations, pour les associations, a été remonté à plusieurs reprises. Cette journée permettrait de mieux se connaître, d'échanger et discuter sur leur pratique.

1991 was a remarkable year for the RAS. As the first of the new century dawned, the RAS was a small, struggling organization. It had only a few members and was barely afloat. But by the end of the year, it had grown to over 100 members and was thriving. This was due to a combination of factors, including the efforts of the RAS staff and the support of its members. The RAS had a long and successful year, and it was a testament to the power of a dedicated organization.

[illegible]

7- Flyer de la commune de Draguignan pour les actions estivales en QPV

QUARTIERS D'ÉTÉ

ANIMATIONS EN JUILLET / AOÛT POUR LES 4-17 ANS

JEUX
JUDO PLAISIR

CULTURE
JUDO PLAISIR

SPORTS
JUDO PLAISIR

SCIENCES
JUDO PLAISIR

NUMÉRIQUE
JUDO PLAISIR

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL
Tous les après-midis de 14h à 17h, les ateliers sont ouverts à tous les enfants de 4 à 17 ans. Les ateliers sont animés par des bénévoles et des professionnels. Les ateliers sont gratuits et ouverts à tous les enfants de 4 à 17 ans. Les ateliers sont animés par des bénévoles et des professionnels. Les ateliers sont gratuits et ouverts à tous les enfants de 4 à 17 ans.

ESPACE DE VIE SOCIALE ET CULTUREL LA FABRIQUE
Tous les après-midis de 14h à 17h, les ateliers sont ouverts à tous les enfants de 4 à 17 ans. Les ateliers sont animés par des bénévoles et des professionnels. Les ateliers sont gratuits et ouverts à tous les enfants de 4 à 17 ans.

LA FABRIQUE ANI-MO-DE-ES
Tous les après-midis de 14h à 17h, les ateliers sont ouverts à tous les enfants de 4 à 17 ans. Les ateliers sont animés par des bénévoles et des professionnels. Les ateliers sont gratuits et ouverts à tous les enfants de 4 à 17 ans.

UNIONS ET ASSOCIÉS - CAFÉ INVENTE
Tous les après-midis de 14h à 17h, les ateliers sont ouverts à tous les enfants de 4 à 17 ans. Les ateliers sont animés par des bénévoles et des professionnels. Les ateliers sont gratuits et ouverts à tous les enfants de 4 à 17 ans.

8 – Fiche synthèse de l'étude sur la mobilité – Transdev



Le territoire

Politique de Mobilité

- Le mixage et l'ajustement urbain fort dans les territoires provençaux ont façonné une culture voiture forte.
- La ville de Draguignan est bien couverte par le réseau TGV. Ville à taille humaine, la marche à pied est courante, notamment pour les plus dévalorisés.
- Les liaisons avec les autres communes et les zones d'activités de DPMV (Les Arcs, Le Muy) ou des territoires voisins (Fresnes, Saint-Raphaël, Toulon) sont plus problématiques pour disposer d'une offre économiquement performante.

Bonnes Pratiques

Politique de la ville

- 3 quartiers : 2 à 1 le Muy
- 8 à 10 habitants dans les quartiers soit 7% de la population totale de la collectivité.
- Taux d'emploi dans les quartiers : 47,50%
- Taux de jeune dans les quartiers : 36,27%
- 2 types de quartier :
 - Centre-ville ancien à Draguignan (50% de la population vivent en quartier) et au Muy
 - 1 quartier d'habitat en périphérie de centre-ville et d'équipements de loisirs (Les Collettes à Draguignan)

Pourcuite du désenclavement

- Contourner la desserte en bus centre-ville de Draguignan, réduire l'isolement des habitants du centre-ville du Muy (112 sans véhicule personnel), nouer autoroutier et centre-ville en périphérie des grands axes, offrir en transports urbains et interurbains réduites et peu attractives.
- Poursuivre le travail sur les itinéraires doux pour relier les quartiers de Draguignan et rompre des « frontières mentales ».
- Fretins psychologiques.
- Accompagner les habitants pour ouvrir les horizons physiques et psychologiques.

Autonomie et employabilité

- Accompagner le passage du permis de conduire et inscrire la mobilité dans le projet d'insertion sociale.

Mise en réseau des acteurs

- Travailler au-delà des découpages administratifs (EPCI, périmètres Pôle emploi...) pour le bassin de vie du Muy.
- Décliquer EPCI/communes : Coordonner l'investissement dans les infrastructures facilitant les mobilités douces.

Une politique mobilité au service de tous

Teribus permet aux habitants de Draguignan de relier rapidement les centres d'activités et administratifs de la ville par deux lignes structurantes dont l'offre a été améliorée en 2018. La navette électrique de centre-ville (gratit véhicule) lancée en 2019 facilite les déplacements des habitants et des touristes au cœur de la vieille ville. Les personnes âgées bénéficient ce service gratuit qui leur permet d'être plus mobiles, avec un service qui s'adapte aux besoins de la main le long du parcours. DPMV développe également les itinéraires cyclables sur toutes les voiries. En plus de l'axe structurant qui traverse la territoire (« Vigne à vélo ») à vocation intercommunale (touristique, le schéma intercommunal vise à faciliter les communes et quartiers). Le lien entre les zones d'habitation (Draguignan centre et les quartiers) et les zones d'activités (ex : Trans-en-Provence) jusqu'à la gare des Arcs est un moyen de faciliter la mobilité. Le maillage se fait ensuite par l'investissement des communes et la fond de concours intercommunal dédié.

Structurer les actions locales

La Fabrique, espace de vie sociale et culturelle (Centre de Draguignan) anime ponctuellement des ateliers de réparation de vélos issus de dons de particuliers. Les vélos sont ensuite redistribués aux jeunes du quartier (jusqu'à 5 vélos par semaine en 2018). Cette activité repose surtout sur la mobilisation de bénévoles dont la pérennité est difficile à assurer et à inscrire dans un projet plus global répondant pourtant à des besoins locaux. L'enjeu de l'appropriation et de la participation des habitants reste un enjeu fort.

Mobilité et accès à l'emploi

Les acteurs de l'emploi intègrent la dimension mobilité dans le projet global d'accompagnement des publics les plus fragiles, sujet qui représente jusqu'à 3 « plus de 50% de la problématique pour l'accès à l'emploi » selon la Mission locale. Cela passe notamment par un soutien à l'apprentissage et au passage de l'examen du permis de conduire.

DONNEES-CLÉS DU TERRITOIRE

Population : 110 014 habitants
 1^{ère} ville : Draguignan 40 058 habitants
 2^{ème} ville : Vieux-la-Croix 11 545 habitants
 Nombre de communes : 23
 Nombre d'emplois : 35 964 emplois, dont 44,1% dans l'administration publique, enseignement, santé, action sociale, 38,4% dans le commerce, transports, services divers et 5% dans la construction

LA MOBILITÉ : CHIFFRES-CLÉS

Nom du réseau TC : Teribus
 Nombre de voyages annuels : 610 820
 Total des kilomètres (en milliers) : 1 552
 Nombre de déplacements quotidiens domicile-travail : 40 168 déplacements
 Part modale des déplacements domicile-travail par jour :
 • Voiture : 81%
 • Transport en commun : 9%
 • Marche : 7,8%

ZOOM SUR...

APS, la proximité pour les publics les plus en difficulté

sociation de protection spécialisée accompagne et vient en aide aux jeunes en difficulté. Déjà installée dans le département (Fréjus, Hyères...), elle a débuté ses missions sur le territoire de DPVA en 2017. Seule structure à travailler avec les habitants sur tous leurs problèmes.

Offrir l'accès au permis de conduire

En lien avec des conventions avec des auto-écoles et une tarification adaptée, les jeunes bénéficient d'un soutien pour passer leur permis de conduire. L'APS organise des ateliers de soutien (en moyenne 6 demi-journées) auprès d'une dizaine de jeunes en difficulté, un jeune peut bénéficier d'une prise en charge de son permis (reste à charge de 500€). A chaque versement effectué par le bénéficiaire, l'APS complète la somme due à l'auto-école. 10 à 15 jeunes sont ainsi accompagnés par an dans le cadre d'un véritable projet d'insertion professionnelle avec un suivi étroit entre l'association et l'auto-école pour vérifier l'assiduité du stagiaire et ses progrès. Aussi, la Mission locale peut attribuer des aides ponctuelles pour la prise en charge de l'abonnement de bus et peut orienter des jeunes vers des aides financières au permis en lien avec la Maison de l'étudiant et Pôle Emploi. En 2019, la Mission locale a été retenue par Pôle Emploi pour mettre en œuvre le projet « Digicode » : dispositif renforcé pour les personnes les plus en difficulté. En amont de la prise en charge du permis par Pôle Emploi qui donne 5 mois pour réussir l'examen théorique, la Mission Locale accompagne l'apprentissage du code de la route.

La participation citoyenne, un défi de tous les jours



Après des premières années dédiées à la définition du rôle du Conseil citoyen qui a vu une partie de ses membres renouvelée, les Conseils se sentent reconnus et entendus par les instances institutionnelles. À Draguignanne, les Conseils citoyens sont portés par deux structures (La Fabrique dans le centre ancien et le Centre social et culture aux Collettes). Ce portage permet de rassurer les membres par le soutien et la dynamique impulsée par les responsables des structures.

Le rôle premier des conseils est d'être pédagogique à la fois pour préciser son rôle, ne pas être le « bureau des plaintes » et pour conduire l'administration à adapter son langage administratif et rendre les actions accessibles aux habitants. La participation aux comités de pilotage assidue, l'écoute des avis formulés sur les projets présentés, et les échanges sur des rencontres régulières thématiques ou informelles sont des pratiques instaurées. Le délégué du Préfet va chaque mois à la rencontre des conseils pour écouter et partager sur la vie des quartiers. Cette relation humaine régulière est un ingrédient de la confiance réciproque. Conserver les membres du conseil actifs reste un défi quotidien qui nécessite implication mutuelle et dialogue permanent. Les Conseils ont aussi besoin de plus de visibilité en lien avec toutes les actions menées au titre de la politique de la ville.

Si le sujet de la mobilité n'est pas un thème traité en tant que tel, les difficultés liées à l'accès à l'emploi reviennent souvent une dimension mobilisée que les citoyens évoquent. Aussi, le lien avec la Fabrique et ses actions en faveur du vélo permettent de diffuser les informations, de mieux décoder des besoins locaux et de pousser demain des réflexions pour agir sur ce champ (voir encart « bonnes pratiques »).

CHIFFRES-CLÉS

- 6 éducateurs de rue répartis entre Draguignanne et Le Muy + 1 adjuvants à Draguignanne
- Suivi de 150 personnes à Draguignanne et 120 au Muy dont 70% d'hommes

Photo à mettre illustrant l'accompagnement des jeunes



AVENANT AU CONTRAT DE VILLE DE DRACENIE PROVENCE VERDON AGGLOMERATION

Protocole d'engagements renforcés et réciproques



Documents de référence

r

de 1 : Identification du contrat initial

r

de 2 : Objet de l'avenant

r

de 3 : situation des QPV (source : portraits de territoires CRPV PACA-COMPAS)

r

de 4 : Modalités de gouvernance

r

de 5 : Mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers

r

Approche globale de l'action publique (Pacte de Dijon)

r

Annexes

1. Evaluation à mi-parcours du Contrat de ville 2020-2021-2022
2. Questionnaires des partenaires signataires
3. Contribution des conseils citoyens à l'élaboration de l'avenant
4. Axes prioritaires à engager de juillet 2020 à décembre 2022
5. Tableau des indicateurs de suivi (annexe 3 de la circulaire du 22 janvier 2019)

Signataires

Documents de référence

- Loi de programmation n°2014-173 pour la ville et la cohésion urbaine, 21 février 2014
- Loi relative à l'égalité et à la citoyenneté, 27 janvier 2017
- Pacte de Dijon « Cohésion urbaine et sociale : nous nous engageons », avril 2018
- Circulaire du Premier Ministre portant sur la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers, 22 janvier 2019
- Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises (PAQTE)
- Rapport « Démocratie participative et quartiers prioritaires : réinvestir l'ambition politique des conseils citoyens » de la Commission nationale du débat public, 2018
- Evaluation conduite à mi-parcours du Contrat de ville de la Dracénie, octobre 2018

Préambule

La politique de la ville, politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants, est conduite par les collectivités territoriales et leurs groupements, conjointement avec l'Etat, dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La loi du 21 février 2014 vise, entre autres, à concentrer les moyens publics sur les territoires les plus en difficulté. S'inscrivant dans une géographie prioritaire rassurée d'intervention, les « quartiers prioritaires de la politique de la ville » (QPV) ont un taux de concentration de pauvreté important et présentent un écart de développement économique et social fort par rapport au reste du territoire.

Par délibération, le Conseil Communautaire de Dracénie Provence Verdon agglomération a conclu le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) en 2006, avec l'Etat, la Région et les Communes de Draguignan et du Muy. Ce contrat faisait suite aux précédents dispositifs Politique de la ville (Contrat de ville de Draguignan et convention d'objectifs du Muy). Le CUCS visait à développer une solidarité d'agglomération en faveur de la lutte contre les ségrégations urbaines et sociales et s'inscrivait dans le cadre du projet d'agglomération en cours d'adoption.

En 2014, la Dracénie a été impactée par la loi retenant 3 quartiers prioritaires aux périmètres distincts des anciens quartiers CUCS. Ces 3 QPV rassemblent 8370 habitants, soit environ 8% de la population de l'agglomération.

Le Contrat de ville nouvelle génération 2015-2020 signé le 29 juin 2015, succédant au CUCS, constitue le cadre d'action d'une politique de la ville renouvelée.

Il a été conclu à l'échelle intercommunale entre l'Etat et ses établissements publics (CAF, ARS, Caisse des dépôts, éducation nationale), les communes de Draguignan et du Muy, la Région et le Département, les partenaires économiques CCIV, CMAV et UPV et les bailleurs sociaux.

Il est un document "vivant" amené à évoluer et s'enrichir régulièrement (conventions d'application, annexes financières, plans d'actions détaillés). Il mobilise l'ensemble des partenaires concernés sur le territoire de l'intercommunalité et s'inscrit dans le processus de co-construction avec les habitants, avec les associations, avec les acteurs économiques et les bailleurs sociaux et s'appuie notamment sur la mise en place de conseils citoyens.

Le service politique de la ville de DPVa est en charge, au titre de sa compétence obligatoire, de coordonner et mettre en œuvre ce contrat, en collaboration étroite avec le Délégué du Préfet et les partenaires associés.

Par le présent avenant, le Contrat de ville 2015-2020 est prolongé jusqu'à la fin de l'année 2022, conformément à la loi de finances du 28 décembre 2018 pour 2019.

Le présent protocole a fait l'objet de concertation avec l'ensemble des partenaires.

- En juillet 2019, le principe et les modalités de prolongation ont été présentés aux structures associatives bénéficiaires de crédits spécifiques Politique de la ville et aux conseils citoyens dans le cadre de groupes de travail thématiques par QPV. Ces structures ont été ensuite questionnées sur les évolutions perçues depuis 2015 et les préconisations qu'ils feraient pour la période 2020-2022 ;
- En août, un courrier personnalisé a été adressé à chaque partenaire signataire du Contrat de ville, accompagné d'un questionnaire permettant de contribuer à l'élaboration de l'avenant ;
- En septembre, un échange physique ou téléphonique a eu lieu avec 8 signataires sous forme d'interview sur la base du questionnaire (engagements, modalités de mise en œuvre,

thématiques de l'évaluation à mi-parcours, conseils citoyens, priorisation des axes, perspectives...).

e 1 : Identification du contrat initial

Contrat de ville initial 2015-2020 a été signé le 29 juin 2015. L'agglomération comptait alors 19 communes.

Ce document cadre a fait l'objet des modifications suivantes :

- Mise à jour de la liste des rues composant les 3 QPV, en partenariat avec la DDCS,
- Insertion du plan d'actions relatif à la prévention de la radicalisation,
- Adoption de 8 avenants aux conventions locales relatives à l'utilisation de l'abattement de la Taxe foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les QPV, en intégrant les collectivités locales (DPVa et communes) en tant que signataires.

La délibération du 20 décembre 2018 « Dracénie Provence Verdon agglomération » (DPVa) se substitue à la « Communauté d'Agglomération Dracénoise » (CAD), modifiant ainsi ses statuts, son logo et sa charte graphique.

Par ailleurs, DPVa comptabilise, en 2019, 23 communes représentant 105 000 habitants mais sans modification des QPV.

Les orientations des appels à projets annuels ont successivement intégré ou resserré les priorités stratégiques attendues par les partenaires. À ce titre, le rééquilibrage des crédits spécifiques au bénéfice des actions en faveur du pilier « développement économique-emploi » et l'évaluation dynamique et permanente de l'ensemble des actions ont été actés comme axe prioritaire.

Article 2 : Objet de l'avenant

Ce protocole d'engagements renforcés et réciproques annexé au document cadre initial 2015-2020, a pour objet :

- de prolonger le Contrat de ville jusqu'à la fin de l'année 2022 ;
- d'apporter une lisibilité aux intentions inscrites au Contrat de ville ;
- de réviser et préciser les attendus du Contrat de ville au regard des évolutions constatées annuellement et issues de l'évaluation à mi-parcours du Contrat, ainsi que des évolutions législatives et réglementaires.

Ce protocole entend :

- Recentrer l'intervention sur les enjeux majeurs du Contrat de ville : l'amélioration du niveau de vie et de revenu des résidents des QPV et aider à l'inclusion sociale ;
- Clarifier les objectifs communs à l'ensemble des signataires du Contrat de ville dans leurs engagements, notamment en matière de droit commun et préciser le degré d'opérationnalité de ces objectifs ;
- Réaffirmer le principe d'une gouvernance partagée DPVa/Etat en associant les Conseils Citoyens.

Article 3 : situation des QPV
Source : portrait de territoires CRPV PACA-COMPAS

Quartier du centre ville LE MUY Quartier du centre ancien DRAGUIGNAN Quartier des Collettes DRAGUIGNAN



Population	Centre ville du Muy	Centre ancien Draguignan	Les Collettes Draguignan
Moins de 25 ans en QPV	37%	36%	42%
Actif en QPV	47%	49%	46%
60 ans ou plus en QPV	16%	15%	12%

Le QPV du Muy compte 2 fois plus de jeunes de moins de 25 ans que de 60 ans et plus, et celui des Collettes en compte 3 fois plus.

Ménages	Centre ville du Muy	Centre ancien Draguignan	Les Collettes Draguignan	
	Nombre de ménages en QPV	640	3 149	900
	Part dans la commune	1.7%	19.6%	5.6%

Sur le QPV du Muy, 3% des ménages sont des familles monoparentales, soit une vingtaine. Sur le QPV centre ancien de Draguignan, 10% le sont soit 324. Quant au QPV des Collettes, 22% sont des familles monoparentales, soit 200.

Logement	Centre ville du Muy	Centre ancien Draguignan	Les Collettes Draguignan
Part des logements d'1 ou 2 pièces en QPV	50%	46%	74%

Population d'origine étrangère	Centre ville du Muy	Centre ancien Draguignan	Les Collettes Draguignan
Part dans le QPV	19%	10%	6%

En QPV du Muy comme en centre ancien de Draguignan, la population d'origine étrangère est 2 fois plus importante qu'à l'échelle communale. Aux collettes, la part est quasi-équivalente à l'échelle communale.

Niveau de vie	Centre ville du Muy	Centre ancien Draguignan	Les Collettes Draguignan
Revenu de vie médian en QPV	1058 €/mois	1161 €/mois	1153 €/mois
Population vivant sous le seuil de pauvreté	46% (700 hab.)	39% (1700 hab.)	37% (930 hab.)
Part entre le niveau de vie médian en QPV est d'environ 440€ avec celui de la commune, sur les 3 communes.			
Allocataires	Centre ville du Muy	Centre ancien Draguignan	Les Collettes Draguignan
Proportion de couverture des ménages bénéficiant de minima sociaux en QPV (2016)	21% (136 hab.)	22% (695 hab.)	23% (211 hab.)
Allocataires du RSA socle	104 (76%)	515 (74%)	147 (70%)
Scolarisation	Centre ville du Muy	Centre ancien Draguignan	Les Collettes Draguignan
24 ans en QPV scolarisés	28%	38%	50%
Personnes non scolarisées possédant un bas niveau de formation*	8/10	6/10	7/10

Le taux de scolarisation de l'ensemble des QPV de la France métropolitaine est de 53%, et les taux des communes sont respectivement de 46% au Muy et de 52% à Draguignan.

* les bas niveaux de formation regroupent les sans diplômes et inférieurs au BAC

Emploi	Centre ville du Muy	Centre ancien Draguignan	Les Collettes Draguignan
Taux d'emploi des 15-64 ans QPV	48%	54%	52%
Part des salariés QPV en emploi précaire	19%	25%	19%
Nombre de contrats aidés (2016)	15	123	25
Part sur la commune	20%	30%	6%
Nombre d'auto-entrepreneurs (2015)	10	18	6
Part sur la commune	28%	13%	4%

Le taux d'emploi des 15-64 ans de l'ensemble des QPV de la France métropolitaine est de 47%, celui du Muy de 55% et celui de Draguignan 60%.

Demandeurs d'emploi	Centre ville du Muy	Centre ancien Draguignan	Les Collettes Draguignan
Nombre de DEFIM catégories ABC en QPV	191	744	325
Dont demandeurs de longue durée	17%	18%	23%
Dont 26-49 ans	64%	60%	61%
Dont moins de 26 ans	15%	19%	18%
Position des QPV	Centre ville du Muy	Centre ancien Draguignan	Les Collettes Draguignan
Position dans le décile	1°	2°	5°
Rang des QPV métropolitains*	92°	319	585

*Répartition sur l'ensemble des 1174 QPV

Article 4 : Modalités de gouvernance

La gouvernance est assurée par le Président de DPVa et le Préfet de Département.

L'ingénierie est assurée par le binôme complémentaire équipe opérationnelle DPVa/Délegué du Préfet et s'appuie sur les référents communaux Politique de la ville.

L'ingénierie s'appuie également sur des groupes de travail thématiques, associant institutionnels, partenaires et structures. Dans l'objectif de coordonner les actions en crédits spécifiques comme en droit commun, le binôme équipe opérationnelle est en lien régulier avec les associations et partenaires du territoire.

Les instances de gouvernance et d'ingénierie se réunissent à minima sur la base du calendrier de programmation, à savoir :

- Trimestre 1 : instruction de l'appel à projet (comités de lecture, comités technique, comité de pilotage)
 - Trimestre 4 : bilan et évaluation des actions de l'année N-1, ainsi que des actions en cours d'exercice (comité technique, comité de pilotage).
- Ces instances sont régulièrement coprésidées par le Vice-Président de DPVa délégué à l'Habitat, la Cohésion Sociale-Politique de la ville et la sous-Préfète à la ville chargée de mission.

Le service Politique de la ville DPVa mobilise par ailleurs l'ensemble les directions de l'agglomération et valorise les actions de droit commun en direction des quartiers dans le rapport annuel et sa maquette financière. Culture, sports, habitat, transports, accès au droit, animation économique ou ressources humaines y sont présentés.

Pour exemple, le service Politique de la ville DPVa anime et coordonne des actions transverses aux directions suivantes :

- Direction des sports : action commune d'ateliers de natation au bénéfice d'enfants des QPV ;
- Direction des transports et mobilités durables : actions de communication, étude sur les transports en commun, ou prévention de la délinquance ;
- Direction de la culture/réseau de lecture publique : projets sur l'inclusion numérique, la prévention de la délinquance.

Article 5 : Mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers

Une approche globale de l'action publique - Pacte de Dijon

La Loi de programmation, renforcée par la circulaire du 06 février 2018, éleve en principe que le Contrat de ville mobilise et adapte en tout premier lieu les actions relevant des politiques publiques de droit commun.

Celles-ci devraient porter une attention forte en direction des habitants des QPV et les institutions et organisations devraient envisager un déploiement juste et équitable de l'action publique.

L'ensemble des engagements des acteurs publics signataires du Contrat de ville devra être réaffirmé, avec identification et mesure du déploiement réel des politiques publiques de droit commun. En ce sens, et pour contribuer à la feuille de route 2020-2022, chaque partenaire signataire a été interrogé, via un entretien à l'appui d'un questionnaire, sur ses engagements et ses modalités de mises en œuvre de ses actions de droit commun.

La commune de Draguignan, l'Agence Régionale de Santé, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Région PACA, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, l'Union Patronale du Var, la Caisse des

épôts et consignations, l'association régionale HLM PACA, le bailleur immobilier méditerranée 3F et le Emploi ont apporté leur contribution en répondant à cette concertation.

Le protocole s'inspire du Pacte de Dijon qui appelle à une clarification des responsabilités exclusives partagées des collectivités et de l'Etat en matière de :

développement économique, emploi et excellence numérique, habitat, renouvellement urbain, mobilités quotidiennes, jeunesse, éducation, formation, insertion, action sociale, santé, soutien aux familles monoparentales, tranquillité publique et justice.

Malgré la nature des difficultés le nécessaire, après s'être assuré du déploiement réel des politiques droit commun, la Politique de la ville met en œuvre les instruments qui lui sont propres. Notamment, les crédits spécifiques viennent agir en levier sur des difficultés repérées majeures sans limitation en droit commun.

Les opérateurs financés en crédits spécifiques ont été du reste sollicités pour faire un état sur le bilan 2015-2020 et sur les priorités 2020-2022.

Le Département du Var a informé le Président de DPVa par courrier en date du 07 Août 2019 de son désengagement. Le Département du Var ne sera pas signataire de l'avenant, parachevant sa participation au Contrat de ville au 29 juin 2020.

Des objectifs pour une feuille de route claire et partagée

Préconisations issues de l'évaluation à mi-parcours

Plusieurs pistes et orientations issues de l'évaluation à mi-parcours sont reprises dans le cadre de l'avenant :

- Mobiliser et impliquer les élus : le portage de la part des élus est un élément fondamental
- Réaffirmer le rôle de la Politique de la ville au sein de DPVa :

Définir ce qu'il est attendu de la Politique de la ville dans le cadre du Contrat de ville car le portage de la part de tous les partenaires signataires est fondamental.

Appréhender la Politique de la ville en tant que stratégie globale du territoire pour soutenir le concept de déploiement du Contrat de ville en tant que levier d'innovations pour l'ensemble du territoire. S'interroger sur ce qui est attendu de la Politique de la ville et lui donner une place conséquente au sein des Services.

Réfléchir à partir d'un service instructeur qui place son approche dans l'intelligence du territoire et son ancrage dans la réalité - sur la base d'un diagnostic partagé, afin qu'il puisse mettre en œuvre une organisation interne adéquate, avec une stratégie adaptée et en phase avec les acteurs locaux. Réaliser un diagnostic partagé entre les partenaires institutionnels et associatifs pour servir de base à l'accomplissement de cette politique transversale.

- Décloisonner et mieux articuler la Politique de la ville avec les dispositifs de droit commun :
Consolider la coordination entre les différents services des collectivités locales et services Etat, recoupant les champs de la Politique de la ville.
Renforcer les dispositifs de sécurité et prévention de la délinquance en développant des moyens humains adéquats et en garantissant leur coordination (CISPD-CISPD)

Mettre en place une cellule de veille intercommunale entre l'Education Nationale et les partenaires des CLSPD.

Renforcer les dispositifs en milieu scolaire : Programme de Réussite Educative, Ouvrir l'école aux parents », Contrat Local d'Accompagnement Scolaire, ateliers sociolinguistiques, alphabétisation, illettrisme.

- Minimiser la lourdeur administrative :

Alléger le temps consacré à l'administratif en modélisant les rapports et bilans, privilégier le contenu et les réalités du travail de terrain des partenaires opérationnels, favorisant l'action et la connaissance fine de leur fonctionnement.

Alléger les comités de lecture, même si l'intérêt et la richesse des échanges qu'ils suscitent est reconnue. Par ailleurs, ces comités ne peuvent remplacer les espaces de mise à plat des stratégies institutionnelles qui ne peuvent être débattues que dans des réunions dédiées.

Mettre en place des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs

- Partager des connaissances du territoire :

Elaborer un diagnostic de territoire partagé qui puisse être la base d'un plan d'actions de la Politique de la ville ancrée sur le territoire et qui mobilise les compétences et les ressources des partenaires locaux. La réalisation de ce diagnostic devrait comprendre la collecte et traitement des données chiffrées et s'appuyer sur le partage de données chiffrées fournies par les partenaires et leur traitement.

La construction de ce cadre commun doit passer par des étapes précises :

- 1 - la définition d'indicateurs simples et à l'échelle la plus appropriée
- 2 - la modélisation de paramètres communs pour le transfert de données. L'équipe Politique de la ville pourrait ainsi proposer une base de données unique à remplir par tous les partenaires institutionnels et associatifs et par les associations
- 3 - la définition de la fréquence de collecte et de partage des données (collectées, stockées et transférées au format Excel)
- 4 - l'élaboration de conventions qui pourront définir tous ces éléments et légitimer l'équipe chargée d'exploiter ces données

Organiser des ateliers thématiques :

Sur la base du volontariat entre un nombre réduit de personnes impliquées et compétentes sur certains domaines spécifiques, ces ateliers thématiques permettront de :

- Faire remonter la connaissance de terrain des associations mais aussi des acteurs institutionnels. Ils contribueront ainsi à la réalisation du diagnostic du territoire
- Communiquer sur les actions entreprises par les différents partenaires et sur leur territoire et public cible
- Mieux coordonner les actions de chacun
- Développer une stratégie commune d'interventions au sein d'une thématique mais également entre thématiques différentes
- Faciliter la création de passerelles entre dispositifs des différents piliers

Mesures du plan de mobilisation nationale

Afin de réaffirmer et s'entendre collectivement sur les mesures de la feuille de route, l'annexe 3 de la circulaire du 22 janvier 2019 est complétée en annexe de cet avenant.

Celle-ci précise le suivi des mesures du plan de mobilisation nationale adapté au Contrat de ville DPVa, par thématique, avec les indicateurs à suivre jusqu'à fin 2022.

23 des 40 mesures nationales sont repérées pouvant faire l'objet d'un suivi localement.

Engagements renforcés au service du Contrat de ville 2020-2021-2022

Les axes prioritaires à engager de juillet 2020 à décembre 2022, amendés par les partenaires, opérateurs et conseils citoyens, portent sur les thématiques ci-après et détaillés en annexe 4 :

- Réaffirmer une stratégie politique en faveur des habitants en QPV
- Conforter la politique d'évaluation
- Mobiliser le partenariat et assurer la bonne coordination des dispositifs dans les quartiers
- Minimiser la lourdeur administrative
- Favoriser l'accès, le maintien et le retour à l'emploi ainsi que la création et le développement d'entreprise
- Favoriser l'intégration sociale, le soutien à la parentalité et le bien vivre ensemble
- Améliorer le cadre de vie des habitants

Place des Conseils Citoyens dans la construction et le suivi du Contrat de ville

L'objectif avec les 2 conseils citoyens de Draguignan est de sécuriser leur accompagnement afin de poursuivre la dynamique engagée depuis 2018 via une méthodologie de travail pour participer de manière active et constructive aux instances du Contrat de ville.

Le conseil citoyen du Muy a été confronté à plusieurs difficultés (local inadapté, changement d'association porteuse...). L'objectif est de relancer la dynamique avec une animation portée par un adulte relais et sur une nouvelle association, avec de nouveaux recrutements et la participation aux instances Politiques de la ville.

Les conseils citoyens ont participé à l'évaluation à mi-parcours ainsi qu'à la réflexion de l'avenant (annexe 3).

Ingenierie au service de l'animation du Contrat de ville

L'équipe chargée du pilotage technique du Contrat de ville est depuis fin 2015 composée d'une chargée de mission (0.7 ETP) et d'une cheffe de projet (0.6 ETP) ayant en charge la politique de la prévention de la délinquance (CISPD) et d'une directrice (0.4 ETP) en charge de l'habitat, la cohésion sociale, la santé, la prévention de la délinquance. À cela s'ajoute la participation du délégué du Préfet (0.4 ETP), sachant que ces équivalents peuvent être variables chaque année.

L'évaluation à mi-parcours précise la nécessité de « Conforter et légitimer l'équipe Politique de la ville. Il est ainsi mis en exergue le besoin de conforter les moyens humains de l'équipe Politique de la ville : mobilisation d'une personne à temps plein pour qu'elle soit à même de jouer le rôle d'animateur du diagnostic de territoire et en mesure d'animer les ateliers de réflexions et synthèses pour expliciter toutes les complexités du territoire et de cette politique ».

Conclusion générale synthétique sur les enjeux de cohésion sociale :

Les actions de droit commun doivent primer sur les actions de crédits spécifiques pour un déploiement juste et équitable de l'action publique.

SIGNATAIRES

Fait à Draguignan, le..... en 20 exemplaires

Président de Dracénie Provence Verdon agglomération, Ancien Député du Var	Préfet du Var
Olivier AUDIBERT TROIN	Jean-Luc VIDELAINE
Président de la Région PACA	Procureur de la République
Renaud MUSELIER	Patrice CAMBEROU
Maire de Draguignan	Maire du Muy
Richard STRAMBIO	Lilliane BOYER
Délégué Départemental Var Agence Régionale de Santé, Directeur	Directeur Académique - Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale
Sébastien DEBEAUMONT	Olivier MILLANGUE
Directeur Régional des Affaires Culturelles	Directeur Territorial de Pôle Emploi
Marc CECCALDI	Marc ZAMPOLINI

Envoyé en préfecture le 24/09/2020

Reçu en préfecture le 24/09/2020

Affiché le

24/09/2020

ID : 083-218300507-20200922-2020_124-DE



Président de l'Union Patronale du Var	Président de la Caisse d'Allocations Familiales
Gérard CERRUTI	Jean-Pierre POUDORI
Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Régionale	Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
Roland ROLFO	Jacques BIANCHI
Président du directoire Logis Familial varois	Directeur Territorial de la Caisse des dépôts et consignations
Pascal FRIQUET	Fabien DUCASSE
Président de l'Association Régionale des HLM PACA & Corse	Directeur Général d'immobilière méditerranée 3 F
Bernard OLIVER	Jean Pierre SAUTAREL
Président de la SALEM	Président de Var Habitat
Richard STRAMBIO	Michel BONNUS

ANNEXES

1. Evaluation à mi-parcours du Contrat de ville en 2018
2. Questionnaires des partenaires signataires
3. Contribution des conseils citoyens à l'élaboration de l'avenant
4. Axes prioritaires à engager de juillet 2020 à décembre 2022
5. Tableau des indicateurs de suivi (annexe 3 de la circulaire du 22 janvier 2019)

123

ANNEXE 2- QUESTIONNAIRE CONTRAT DE VILLE 2015-2020 DESTINE AUX PARTENAIRES SIGNATAIRES



CONTRAT DE VILLE 2015-2020

Questionnaire destiné aux partenaires signataires

Carte d'identité du répondant

Nom : _____ Prénom : _____
Fonction : _____ Structure : _____
Ligne directe : _____

Vos engagements dans le contrat de ville 2015-2020

1. Quels sont les succès et les difficultés que vous avez rencontrés dans la mise en œuvre de vos engagements ?

o Succès :

.....

o Difficultés :

.....

2. Où en êtes-vous de la réalisation de vos engagements ?

o Réalisés ☐ Partiellement réalisés ☐ Non réalisés ☐

3. Voulez-vous apporter des modifications/commentaires à vos engagements ?

o Oui ☐ Non ☐

Si oui, lesquels :

.....

1/3

124



4. Voulez-vous prioriser vos engagements ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, dans quel ordre ?

1.
2.
3.
4.
5.

5. Quelles modalités de mise en œuvre allez-vous déployer (ce qui sera fait et où) ?

1.
2.
3.
4.
5.

Le contrat de ville 2015-2020

1. L'évaluation à mi-parcours du contrat de ville a fait ressortir des thématiques à consolider :

- A. Réaffirmer le rôle de la politique de la Ville au sein de Dacenne Provence Verdon agglomération
- B. Partager les connaissances (diagnostic, indicateurs, modélisation)
- C. Organiser des ateliers thématiques
- D. Minimiser la lourdeur administrative
- E. Décloisonner et mieux articuler la politique de la Ville avec les dispositifs de droit commun

Merci de prioriser ces thématiques :

1.
2.
3.
4.
5.

2. Combien de mesures issues de la feuille de route gouvernementale avez-vous identifiées comme structurantes pour notre territoire ? Cf. feuille de route gouvernementale en annexe.

- ☐ Moins de 5
- ☐ Entre 5 et 10
- ☐ Entre 10 et 20
- ☐ Plus de 20

3. Si vous ne devez en retenir que 3 pour vos quartiers prioritaires, lesquelles seraient-ce ?

1.
2.
3.

4. Selon vous, quelles suites conviendrait-il de donner à la question de la démocratie participative notamment à travers les Conseils Citoyens :

1.
2.
3.

5. Selon vous, la légitimité de l'implication du contrat de ville auprès de votre service est-elle suffisante ?

☐ Oui ☐ Non ☐ à renforcer

Pourquoi ?

6. Quels constats/changements avez-vous pu percevoir depuis la signature du contrat de ville depuis juin 2015 dans les quartiers prioritaires ?

Les perspectives 2020-2022

1. Quelles améliorations/préconisations pour le contrat de ville 2020-2022 voulez-vous formuler ?

1.
2.
3.
4.
5.

2. Quelles actions en direction des habitants des quartiers prioritaires vous semblent nécessaires à conduire dès 2020 ?

1.
2.
3.
4.
5.

**Bilan des 8 questionnaires :****Engagements dans le Contrat de ville 2015-2020 :**

Environnement, les engagements des partenaires ont évolué depuis 2015, dans le cadre de leurs actions de concertation, notamment, les engagements (actions en sus, ajustements d'actions par rapport à l'évolution de l'offre, partenariats ou de la législation, désengagements au rapport à des actions plus ou pas en adéquation).

Une action spécifique n'a été développée sans financement spécifiques mais actions régulières de concertation.

Principales difficultés relevées portent sur :

- manque de moyens pour « aller vers »
- manque de coordination entre les différents Contrats de ville du Var (gestion des calendriers des instances)
- peu ou pas de requêtes et de suivi des bénéficiaires à l'échelle stricto sensu du périmètre des rues en CPV.

Le contrat de ville 2015-2020

Les partenaires signataires priorisent les thématiques ressorties de l'évaluation à mi-parcours selon l'ordre suivant :

1. Partager les connaissances (diagnostic, indicateurs, modélisation)
2. Réaffirmer le rôle de la Politique de la ville au sein de DPV4
3. Organiser des ateliers thématiques
4. Décloisonner et mieux articuler la Politique de la ville avec les dispositifs de droit commun
5. Minimiser la lourdeur administrative
6. Prioriser le « bien-être » en CPV (lien social, cadre de vie, logement, sécurité)
7. Valoriser l'exemplarité des actions en CPV

Ils évoquent l'utilité de renforcer la place des conseils citoyens, notamment sur les instances et le suivi de la programmation, de les accompagner et les former.

Les partenaires signataires considèrent que l'ingénierie du Contrat de ville est à maintenir et renforcer pour poursuivre la dynamique positive ; le relais d'informations et la coordination partenariale sont salués.

Perspectives 2020-2022

Les partenaires signataires préconisent d'axer les efforts sur :

- le renfort de l'engagement de chacun
- un rapprochement des gens de terrain et partenaires afin d'avoir des relais
- l'interconnexion entre les actions par pilier
- le soutien aux associations voire le conventionnement pluriannuel,
- la valorisation et communication des actions,
- le partage de connaissances,
- l'action en amont et en lien des pratiques constatées et en direction des habitants les plus nécessaires,
- la prise en charge du bénéficiaire intégrant l'ensemble de ses problématiques.

ANNEXE 3- CONTRIBUTION DES CONSEILS CITOYENS

Conseil citoyen du centre ancien de Draguignan

Bonjour,

Suite à votre invitation à faire les remontées tant pour l'appel à projet que pour l'écriture de l'avenant voici les informations que nous pouvons vous faire parvenir qui proviennent du Conseil Citoyen (synthèse de ce qui est ressorti toute l'année lors des réunions), des observations de Yessmina Remliet, adulte-relais, et des observations de la Fabrique. Ces observations sont relatives à tous les piliers de manière confondue.

- Nous ne vous apprenons pas que les problèmes de saleté, d'insécurité, de voisinage et de nuisances sonores reviennent de façon récurrente.
- La question du travail revient régulièrement.
- En lien avec cette question, celle de la mobilité (il est quasiment impossible de trouver du travail si pas de motorisation et encore moins si vous n'avez pas le permis).
- Pour certains, il y a une image négative des jeunes. Absence / manque de lieux, une maison des jeunes ou des activités. Le conseil citoyen avait d'ailleurs évoqué l'absence d'une telle structure et peut-être l'opportunité d'en créer une. "On devrait leur proposer des activités ou lieu de les stigmatiser". Demande à laquelle l'Ujolep répond peut-être en partie maintenant (voir si c'est le cas pour le centre ancien).
- Ressenti de la vie dans le "quartier" diffèrent selon les rues. Fort clivage d'une rue à une autre.
- Dans la sphère de l'habitat (problèmes de voisinage et état du logement), voir ce qui peut être fait avec les bailleurs sociaux pour aider à résoudre les conflits, et peut-être pour les bailleurs privés le droit à louer comme dans certaines communes. Aide à la réhabilitation de logement et/ou mettre en place une médiation tant sur les problèmes de voisinage que sur les relations propriétaires/locataires.
- Certaines personnes ont regretté que l'action "l'été, l'art et ma rue" n'ai pas été reconduite.
- Minute popillon est très apprécié.
- Nous n'avons pas besoin de rappeler la forte demande d'apprentissage du français, outil indispensable pour une intégration réussie et la possibilité de postuler à un emploi.
- Manque en matière d'accompagnement à la scolarité
- Problématiques d'addictions et trofics + stigmatisation des jeunes / à cette question voir « racisme » sur rumeurs de dealers étrangers
- Question de l'accessibilité des personnes handicapées (trottoirs)
- Déficit de soins en matière de santé mentale
- Question de genre / violences faites aux femmes et incivilités

Le reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Bien cordialement,

Agnes Schilling , coordinatrice
La Fabrique - espace de vie sociale & culturelle
60-62, rue de l'Observance 83300 Draguignan
Tél. : 04 98 10 32 74 - Mobile : 06 80 04 68 28

ANNEXE 4 - Axes prioritaires à engager de juillet 2020 à décembre 2022

Réaffirmer une stratégie politique en faveur des habitants en QPV

Réaffirmer le rôle de la Politique de la ville au sein des collectivités, passant notamment par la mobilisation et l'implication des élus, et l'appropriation de la politique de la ville en tant que stratégie globale et transversale,

Mettre en partage et réinterroger les priorités à chaque exercice, notamment à travers les appels à projets, et assurer un volant de 20% des crédits spécifiques à des actions innovantes/nouvelles,

Maintenir une vigilance sur les quartiers classés en veille,

Poursuivre la mise en place d'une approche intégrée relative à l'égalité entre les hommes et les femmes dans la programmation des crédits spécifiques.

Conforter la politique d'évaluation

Construire et partager la connaissance fine du territoire

Elaborer un portrait de territoire en 2019, à l'échelle des 3 QPV en comparaison aux échelles supra pour guider les prochaines actions jusqu'en 2022 suivies annuellement, et partager avec les partenaires institutionnels et le monde associatif les résultats de l'observation,

Poursuivre l'accompagnement par l'équipe projet des structures dans le cadre des évaluations des actions : notamment par les visites terrain, les fiches bilan, les échanges avec les bénéficiaires, en complément des indicateurs demandés,

Continuer à produire les tableaux de bord pour chaque action financée dans le cadre des crédits spécifiques, à mi-parcours, puis annuel.

3- Mobiliser le partenariat et assurer la bonne coordination des dispositifs

- Poursuivre la dynamique de coordination des actions et des acteurs dans le cadre d'un travail en réseau et dans le but de faciliter la construction des parcours individuels des bénéficiaires notamment par les groupes de travail réguliers par pilier et par QPV (associations, partenaires, adultes relais, Conseils citoyens, éducation nationale...),
- Poursuivre la bonne coordination et l'impulsion des adultes relais et conseils citoyens jusqu'en 2022 afin d'impliquer les habitants dans la vie de leur cité,
- Travailler au repositionnement des postes d'adultes relais sur les missions « d'aller vers », dans l'esprit de la dernière circulaire et poursuivre de manière partenariale les efforts du « aller vers » pour capter les publics et les « invisibles » notamment en s'appuyant sur le travail en réseau pour repérage des situations familiales les plus en difficultés
- Préserver des actions in situ du quartier (permanences délocalisées) permettant de capter les publics, d'aller à leur rencontre, sur le pilier cohésion sociale mais surtout le pilier emploi (éloignement des structures sur le Muy notamment),
- Continuer à recueillir des associations, conseils citoyens et partenaires, les remontées de situations préoccupantes qu'il est nécessaire de traiter en matière de droit commun dans le cadre du CISP-CLSPD ou via la prévention spécialisée,
- Continuer la dynamique de coordination entre le Contrat de ville et l'ensemble des dispositifs connexes (CLSPD/CLSPD, « ouvrir l'école aux parents », CLAS, PRE, convention pauvreté, Convention Territoriale Globale...),
- Communiquer sur les actions.

4- Minimiser la lourdeur administrative

- Mettre en œuvre le conventionnement pluriannuel pour certains opérateurs,
- Poursuivre les efforts d'allègement des procédures administratives, nonobstant les procédures réglementaires et d'évaluation de la pertinence des actions,
- Simplifier et fluidifier les instances par la réduction des programmations (1 par an) et le regroupement des comités techniques et comités de pilotage (élus et techniciens) autant que possible,
- Simplifier les modalités d'instructions de l'appel à projets annuel.

5- Favoriser l'accès, le maintien et le retour à l'emploi ainsi que la création et le développement d'entreprise

- S'assurer qu'au minimum 40% du montant des crédits spécifiques se concentrent sur le pilier « emploi-développement économique », sous condition de pertinence des porteurs et des actions,
- Soutenir des actions en faveur de la sortie de situation de pauvreté,
- Rechercher des solutions en faveur de la mobilité pour lever le frein à l'emploi, la formation, l'insertion professionnelle.

6- Favoriser l'intégration sociale, le soutien à la parentalité et le bien vivre ensemble

- Faire jouer l'effet levier Politique de la ville pour accentuer la politique d'inclusion sociale, notamment par l'accès aux droits et au numérique, à la santé, à la culture et au sport, l'aide à la parentalité, la sensibilisation à l'égalité filles-garçons et le respect, dès l'école primaire, et l'accès à la pratique de la langue française.

7- Améliorer le cadre de vie des habitants

- Conforter la qualité du cadre de vie des habitants en QPV, en complément des mesures relatives aux politiques de droit commun de l'habitat et du logement et des actions issues du dispositif d'exonération de la TFPB.
- Organiser une veille du bien vivre dans le quartier (tranquillité publique, prévention de la délinquance, espaces publics, gestion des déchets et des épaves)
- S'assurer qu'à minima 25% du montant de l'abattement TFPB soit déployé sur des actions « Animation, lien social, vivre ensemble - soutien aux actions favorisant le vivre ensemble »

ANNEXE 5 - Tableau des indicateurs de suivi (annexe 3 de la circulaire du 22 janvier 2019)

ANNEXE 3 - SUIVI DES MESURES DU PLAN DE MOBILISATION NATIONALE POUR LES HABITANTS DES QUARTIERS - JANVIER 2019				
	MESURES	ANNUAU D'ENGAGEMENT DE LA MESURE	INDICATEURS NATIONAUX	INDICATEURS SURS LOCALISMENT
REINFORCEMENT DU LIEN SOCIAL	1. Crée 1 300 postes de policiers et gendarmes d'ici 2020 dans 60 quartiers de reconquête républicaine (QRR)	En cours de déploiement	1- Nombre de QRR mis en place 2- Nombre de postes créés dans les QRR	X
	1.35 délégués à la police police-population (comme 133 adjoints-hu)	En cours de déploiement	Nombre de nouveaux délégués à la police police-population (en QRR/QPV)	X
	1.35 centres de loisir jeunes (contre 31 aujourd'hui)	En cours de déploiement	Nombre de nouveaux centres de loisir jeunes (en QRR/QPV)	
	2. Agir contre la criminalité organisée et l'économie souterraine dans les quartiers les plus exposés	En cours de déploiement	1- Montant des aides des jurys criminels 2- Montant de l'action des GJR (groupes d'intervention régionale) 3- Nombre d'actions de sensibilisation menées par les PAFD (policiers formateurs anti-drogue)	
	3. Éviter de concentrer les demandeurs de logements sociaux les plus fragiles dans les quartiers de la politique de la ville	En cours de déploiement	1- Nombre de conventions intercommunales d'antenne conclues (100% d'ici 2020) 2- Proportion d'attribution de logements sociaux hors QPV pour les 25% de demandeurs de logement social les plus modestes (chiffre 25%)	X
	4. Appliquer résoluement la loi SRU pour une offre de logement social accessible, en particulier en zones tendues	En cours de déploiement	1- Nombre de communes covenues	X
	5. Renforcer les outils pour le traitement des copropriétés dégradées	En cours de déploiement	1- Nombre de copropriétés traitées dans le cadre du NPNRU dans les QPV 2- Nombre de copropriétés bénéficiant d'une intervention de l'ANAH	X
	6. Lutter contre les marchés de sommeil	En cours de déploiement	1- Nombre de logements traités dans les ailes prioritaires 2- Nombre de décisions de justice condamnant des bailleurs dans les QPV	X
	7. Amplifier le nouveau programme national de renouvellement urbain porté à 10 milliards d'euros de financements Anru	Objectif atteint	Suivi de la mise en place de la mesure	
	8. Accroître la solidité d'un réseau de pros et améliorer les opérations les plus menueuses pour transformer les quartiers	En cours de déploiement	1- Proportion des 10 milliards d'euros du NPNRU conventionnés avec les mairies d'ouvrage en visant 100% d'ici fin 2019 2- Nombre de logements démolis/reconstruits/réhabilités	X
LOGEMENT ET CADRE DE VIE	9. Doubler le nombre de maisons et centres de santé d'ici 2022	En cours de lancement	Nombre de maisons et centres de santé pluriprofessionnels créés dans les QPV ou à proximité immédiate (quartier vécu) d'ici 2022	
	10. Développer les équipements sportifs dans les 30 QPV les plus covenues et dans les Outre-Mer	En cours de déploiement	Nombre d'équipements sportifs développés dans les 30 QPV cibles	
	11. Améliorer le deserts des quartiers en l'absence à travers le Grand Paris Express	En cours de déploiement	Recense du calendrier prévu de mise en service des lignes desservant les QPV	
	12. Développer l'accès au permis de conduire	En cours de déploiement	1- Nombre d'auto-écoles associatives proposant le permis à 1 € par jour étudiants à proximité des QPV 2- Nombre de jeunes résidents en QPV ayant bénéficié d'un accompagnement renforcé au permis de conduire en mission locale	X
ÉDUCATION ET PETITE ENFANCE	13. Instaurer un bonus de 1 000 € par place de crèche créée dans les quartiers (objectif national) de création de 30 000 places	En cours de lancement	Nombre de places en Établissement d'Éveil du Jeune Enfant (EJVE) créées en QPV	X
	14. Loger/renforcer dans 60 quartiers des « cités éducatives »	En cours de lancement	Nombre de cités éducatives labellisées	
	15. Encourager la présence de lieux adaptés par deserts dans les écoles maternelles	En cours de lancement	Part des classes de maternelles en REP+ des cités éducatives bénéficiant d'un ATSEM	
	16. Augmenter de 3 000 € sur trois ans, à partir de la rentrée 2018, la prime des 60 000 personnes de l'éducation nationale occupant dans les établissements de REP+	Objectif atteint	Suivi de la mise en place de la mesure	
	17. 100 % des élèves de CP et de CE1 en éducation prioritaire déployés d'ici à la rentrée 2019	En cours de déploiement	1- Part des classes de CP et de CE1 déployées en REP/REP+ en 2019/2020 2- Taux d'encadrement des classes covenues	
	18. Proposer 30 000 stages de qualité aux élèves de 3ème des quartiers	En cours de déploiement	Nombre de stages de qualité proposés sur le portail	X

Direction du Vivre
Aménagement de Drogue
PROVENCE VERTON
DRACENIE
Département
Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Habilité, Cohésion Sociale et
Politique de la ville

Nombre de Membres
Amont au
Conseil
Constitutionnels
66
En mission
66
Quartier
par la
délégation
60

L'an deux mille dix neuf, le douze décembre à dix-huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 12 DÉCEMBRE 2019

Envoyé en préfecture le 17/12/2019
Reçu en préfecture le 17/12/2019
Affiché le 19/12/2019
C_2019_200
083-24680903-20191212-C_2019_200-DE

PRÉSENTS :
Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PLANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Christian TAILLANDIER, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Jacques GÉRARD, Claude MARIN, Alain BARALE, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUN, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Guy DEMARTINI, Françoise FIORINI, Sylvie FRANCI, Nathalie GONZALES, Malika GUELATI, Marie-Christine GUIDO, Mathilde KOUJ-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LÉGERAIE, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Richard TYLINSKI, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :
Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphane CERET pouvoir à Sylvie FRANCI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sylvie FAYE pouvoir à Guy DEMARTINI, Alain HAINAUT pouvoir à Richard STRAMBIO, Florence LEROUX pouvoir à Richard TYLINSKI, André MENET pouvoir à Jutta AUGUN, Laure REIG pouvoir à Christian TAILLANDIER

ABSENT(S) :
Frédéric MARCEL, Jean-François FERRACHAT, Bernard CHARDES, Jean-Pierre MOMBAZET, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJ-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

République Française

Ville de Draguignan

N°2019-231

Membres présents au Conseil Municipal	Membres en excuse	Votants
39	39	35

AVENANT PORTANT PROLONGATION AU CONTRAT DE VILLE 2015-2020

Mairie de Draguignan

EXTRAIT des Registres des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Draguignan

Séance du 16 décembre 2019

L'An deux mille dix-neuf et le seize décembre à dix-huit heures, le CONSEIL MUNICIPAL, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Richard STRAMABIO, Maire.

PRÉSENTS :

RICHARD STRAMABIO, CHRISTINE PRÉMOSELLI, SYLVIE FRANCON, BRIGITTE DUBOIS, ALAIN HAINAUT, CHRISTINE NICCOLETTI, FRANÇOIS GIBAUD, STÉPHAN CÉRET, SOPHIE DUFOUR, JEAN-YVES FORT, GREGOIRE LOEW, DANIELLE ADOUX COPIN, GUY DEMARTINI, ALAIN VIGIER, FRANÇOISE JOSSE, BRUNO SCRIVO, SYLVIANE NERVA SITA, MARTINE ZERBONE, SYLVIE FAYE, ERIC BERBER, RICHARD TYLINSKI, FREDERIC MARCEL, HUGUES BONNET, MAITILDE KOUM DECOURT, EVELYNE LORCET, JACQUES GANTRON, ANNE-MARIE COLOMBANI, JEAN-DANIEL SANTONI, AUDREY GUNCHIGLIA, MARIE-CRISTINE GUIDI, ALAIN MACKE, MARIE-FRANCE PASSAVANT

PROCURATIONS :

FLORENCE LEROUX à RICHARD STRAMABIO, JENNIFER PAILLAUX à CHRISTINE PRÉMOSELLI, JEAN-JACQUES LION à JEAN-DANIEL SANTONI

ABSENTS :

MARC GUILAUME, MARIE-PAULE DAHOT, OLIVIER AUDBERT, TROIN, VALERIA VECCHIO

Secrétaire de Séance : RICHARD TYLINSKI

Publié le : **18 DEC. 2019**



RAPORTEUR : GREGOIRE LOEW

La loi de finances 2019 prévoit une prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 des contrats de villes déjà existants.

La circulaire du Premier Ministre, en date du 22 janvier 2019, portant mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prioritaires, veut à elle, les contours de l'avenant au contrat de ville qui prend la forme d'un protocole d'engagement renforcé et réajusté.

Ce protocole s'inscrit dans l'esprit du Pacte de Dijon lequel engage l'État et les collectivités locales en faveur d'une politique de cohésion urbaine et sociale ambitieuse pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cette mesure porte sur le développement économique et l'emploi, l'habitat et le renouvellement urbain, la mobilité, l'éducation, la santé, la sécurité et la justice.

Au vu du cadre initial 2015-2020, il a pour objet :

- de prolonger le contrat de ville jusqu'à la fin de l'année 2022 ;
- d'apporter une habilité aux intentions inscrites au contrat de ville ;
- de réviser et préciser les attendus de ce contrat au regard des évolutions conjoncturelles et des enjeux de la ville. Cette révision a été précédée d'une évaluation à mi-parcours de celui-ci, ainsi que des évolutions législatives et réglementaires ;
- de renforcer l'intervention sur les enjeux majeurs du contrat de ville au travers de l'amélioration du niveau de vie et de revenu des habitants des quartiers prioritaires et aider à l'inclusion sociale ;
- de clarifier les objectifs communs à l'ensemble des signataires du contrat dans leurs engagements, notamment en matière de droit commun, et préciser le degré d'opérationnalité de ces objectifs ;
- de réaffirmer le principe d'une gouvernance partagée entre Dordogne Province Verdon agglomération et l'État en associant les Conseils Citoyens.

Ainsi, il convient de conclure l'avenant au contrat de ville 2015-2020, joint en annexe, en vue de sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2022. A noter que cette prolongation ne modifie pas les périmètres des quartiers prioritaires existants, ni les dispositifs locaux associés.

Cet état exposé, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser :

- approuver les termes de l'avenant au contrat de ville 2015-2020, joint en annexe, en vue de sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 ;
- autoriser Monsieur le Maire à signer ledit avenant et tout acte y afférant.

Fait à Draguignan, le 16 décembre 2019.

Richard STRAMABIO
 Maire de Draguignan

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération,





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de la Commune de LE MUY

Séance du vendredi 20 décembre 2019

L'an deux mille dix-neuf et le vingt décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette Commune s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Liliane BOYER – Maire, après convocation légale en date du 13 décembre 2019.

PRÉSENTS :

Madame Liliane BOYER, Madame Remie DOMÉRY-GUIGNONNET, Monsieur André POPOT, Madame Françoise LEBRAVEN, Monsieur Bernard CHABDES, Madame Françoise CRAVE, Monsieur Cédric PICCADACT, Monsieur Edmond BARRÉ, Monsieur Dominique BARDON, Madame Nora KHELIL, Monsieur Fabien GEORGES, Madame Lila CLAPARA, Monsieur Gil OLIVIER, Monsieur Mario FOGLIA, Madame Nadia GONCALVES, Monsieur Jean BERTRAND, Monsieur Didier DUTHE, Monsieur Bernard JUPIN, Monsieur Franck AMBROSINO, Madame Christine MORODE, Monsieur Claude FORTASS, Monsieur Jean-Michel CHAIB

ABSENTS REPRÉSENTÉS :

Monsieur Sylvain SÉNÉS donne procuration à Monsieur André POPOT, Monsieur Jérôme AMBROSINO donne procuration à Monsieur Franck AMBROSINO

ABSENTS :

Madame Catherine JOYRUX, Madame Céline RONDEAU, Madame Liliane JOLY, Monsieur Jean-Philippe BOSBUT, Monsieur Christian ALDEGUER

Monsieur Bernard JUPIN est nommé(e) Secrétaire de Séance.

2019 - 112
AVENANT AU CONTRAT DE VILLE DE DRACENIE
PROVENCE VERDON AGGLOMERATION
Protocole d'engagement renforcés et rétrologues

Bernard CHABDES, Adjoint Délégué,

Expose à l'Assemblée :

Dans le cadre de la Politique de la ville, la commune de May a signé le Contrat de ville 2015-2020 en juin 2015. Conclut à l'échelle intercommunale entre 20 signataires. Il identifie trois quartiers comme prioritaires :

- le quartier des Collettes et le centre ancien de Draguignan,
- le centre Ville du May.

Accusé de réception en préfecture
083-21830051-20191220-2020_112-DE
Date de télétransmission : 24/12/2019
Date de réception préfecture : 24/12/2019

La circulaire du premier ministre du 22 janvier 2019 prévoit la prolongation des Contrats de ville jusqu'en 2022. Elle précise qu'une rénovation de ces districts interviendra en 2019, en indiquant les modalités en s'appuyant notamment sur les évaluations à mi-parcours, le déploiement du pacte de Dijon, et le plan de mobilisation nationale pour les habitants des quartiers.

Cette rénovation prend la forme d'un protocole d'engagements renforcés et rétrologues, annexé au Contrat de ville, traduisant au niveau local les engagements de chacun et associant l'ensemble des parties prenantes, dont les conseils citoyens. Il comprend la mise en œuvre d'une déclinaison territoriale de la feuille de route nationale.

Le présent protocole d'engagements renforcés et rétrologues, a pour objet de prolonger ce dernier de juillet 2020 à décembre 2022, d'apporter une habilité aux interventions contenues dans le Contrat et de réviser les attendus au regard des évolutions conjuguées, des résultats obtenus à mi-parcours, des évolutions législatives et réglementaires.

Il entend :

Raccourcir l'intervention sur les enjeux majeurs du Contrat de ville : l'amélioration du niveau de vie et de revenu des résidents des QPV, et cibler à l'inclusion sociale.

Clarifier les objectifs communs à l'ensemble des signataires du Contrat de ville dans le leurs engagements, notamment en matière de droit commun, et préciser le degré d'opérationnalité de ces objectifs.

Raffirmer le principe d'une gouvernance partagée DPV et Etat, en associant les Conseils Citoyens.

Il a fait l'objet de concertation avec les porteurs signataires et opérateurs locaux, et a été validé en comité de pilotage Politique de la ville en date du 07 novembre 2019.

Les axes prioritaires à engager sont les suivants :

- Raffirmer une stratégie politique en faveur des habitants en QPV,
- Conforter la politique d'évaluation,
- Mobiliser le partenariat et assurer la bonne coordination des dispositifs dans les quartiers,
- Maintenir la lourdeur administrative,
- Favoriser l'accès, la médiation et le retour à l'emploi ainsi que la création et le développement d'entreprises,
- Favoriser l'intégration sociale, le soutien à la parenté et le bien vivre ensemble,
- Améliorer le cadre de vie des habitants.

Le conseil municipal est appelé à donner son avis sur ce protocole

Accusé de réception en préfecture
083-21830051-20191220-2020_112-DE
Date de télétransmission : 24/12/2019
Date de réception préfecture : 24/12/2019

Envoyé en préfecture le 24/09/2020

Reçu en préfecture le 24/09/2020

Affiché le 24/09/2020



ID : 083-218300507-20200922-2020_124-DE

Demande l'avis de l'Assemblée.

Le Conseil Municipal,

Out l'exposé de Bernard CHARDEN, Adjoint Délégué, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Approuve l'engagement au contrat de ville de Dracenie Provence Verdon Agglomération - Protocole d'engagements renforcés et réciproques.

Fait et Délibéré en MUY, les jour, mois et an que dessus.
Ont signé en Régions les Membres présents susnommés.
Pour Copie Conforme.

A LEMUY, le 23 Décembre 2019

Commissaire de Légation
Approuvé


Liliane BOYER


Accusé de réception en préfecture
N° 24122019-124-DE
Date de réception : 24/12/2019
Date de réception préfecture : 24/12/2019

10 - Consultations/avis et délibérations

Consultations préalables

Dans les communes et EPCI signataires d'un Contrat de ville, le Maire et le Président de l'établissement seront désormais tenus de remettre un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la Politique de la Ville.

Le rapport doit être soumis pour avis aux conseils municipaux concernés et aux conseils citoyens de chacun des quartiers prioritaires. Leurs contributions et délibérations sont annexées au projet de rapport sous l'forme d'avis (art.4 du décret susvisé), ainsi que les réponses à ces derniers.